



**Déboussolés de tous les pays! Une boussole
écodémocrate pour rénover la gauche et l'écologie
politique**
Dominique Boullier

► **To cite this version:**

Dominique Boullier. Déboussolés de tous les pays! Une boussole écodémocrate pour rénover la gauche et l'écologie politique. *Cosmopolitiques*, pp.224, 2003. hal-01025301

HAL Id: hal-01025301

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01025301>

Submitted on 17 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dominique Boullier

Déboussolés de tous les pays... !

Une boussole écodémocrate
pour rénover la gauche et l'écologie politique

Dominique Boullier

Déboussolés de tous les pays... !

Une boussole écodémocrate
pour rénover la gauche et l'écologie politique

A mes parents

Remerciements

Je remercie pour son assistance Frédéric Audren et pour leurs relectures attentives et critiques Georges Boullier, Jean-François Collin, Claude Denais, Elisabeth Hamilton, Bruno Latour, Pascale Loget, Eric Macé, Olivier Masson et François-David Sebbah. Les nombreux inspirateurs ne peuvent tous être cités car cet ouvrage n'est pas à vocation savante, qu'ils m'en excusent. Une bonne part d'entre eux se trouvent dans le réseau créé autour de la revue « Cosmopolitiques ».

© Dominique Boullier, 2003
Cosmopolitiques éditions spéciales
Association des amis de Cosmopolitiques
Association Loi 1901 (JO du 5 janvier 2002)
50, rue du Faubourg du Temple - 75011 Paris

Pour suivre Cosmopolitiques et débattre : www.cosmopolitiques.com

Table des matières

Introduction	
Perdre le Nord	11
Les mauvais remèdes	15
Une boussole pour s'orienter	17
Le projet écodémocrate est un mode d'emploi du conflit politique	20
Chapitre 1	
L'écodémocratie au secours de la gauche	22
Le principe de gauche : la prise en compte	22
Les impasses de la gauche	23
L'écologie, la chance de la gauche ?	29
Un ancrage de l'écologie à gauche récent et précaire	31
Incertitude et attachements	34
Chapitre 2	
Que faire des traditionalismes, des modernismes et des relativismes ?	38
Les trois oppositions	39
Les traditionalismes de gauche et de droite	39
Les relativismes	44
Les modernismes	48

Chapitre 3

Egalité et liberté revues par l'incertitude et la solidarité	54
Au-delà du républicanisme et du communautarisme : les « communautés civiques »	58
Les définitions des collectifs	60
La fin des autorités	66
L'incertitude et sa réduction	67

Chapitre 4

Le projet écodémocrate : incertitude contrôlée et solidarités recomposées	70
L'incertitude contrôlée	70
Les solidarités recomposées	75
La spécificité de la politique	78

Chapitre 5 Les grands enjeux historiques

Enjeu moral (idéologique et éducatif)	85
L'effondrement des normes et l'impasse politique du libertarisme	87
L'enjeu des connaissances	93
La boussole des connaissances	96
L'économie de l'information n'est qu'un productivisme de plus	98
L'enjeu énergétique : la mutation inévitable	105
L'eau, c'est la vie, la fin de l'eau c'est la mort	113
Enjeu géopolitique et économique : la dé régionale-continentale	116
Le savoir-faire européen pour réinventer des solidarités régionales	120

Chapitre 6

Le discours de la méthode	130
L'essoufflement de la forme « parti »	131
1. Les répertoires d'action politiques contemporains	131

Les répertoires d'action éco-démocrates	134
Les porteurs de l'action écodémocrate	141
Les fonctions de sélection des élus	145
Que faire des programmes?	151
Ré instituer la société	154

Chapitre 7

Des alliances et des ennemis	160
La méthode des alliances	160
De la nécessité des ennemis	166
La perversion du relativisme : le capitalisme financier et les spéculations	168
La perversion du modernisme : le scientisme et la technocratie	171
La perversion de la tradition : le racisme et la xénophobie	174

Chapitre 8

Quelques exemples d'usage de la boussole écodémocrate	178
Les retraites	179
L'urbanisation	187
L'insécurité	192
Les religions	204

Conclusion	209
------------------	-----

Annexe : Quelques boussoles sommaires	212
---------------------------------------------	-----

Références	220
------------------	-----

Un appel à contributions

Le projet qui est ici présenté est mis en forme provisoire. Les outils d'analyse utilisés sont issus de nombreuses lectures, de travaux de recherche mais aussi d'une expérience de terrain dans des associations et des instances élues. Pourtant, tout cela reste trop localisé, trop particulier, pour espérer en faire un projet européen notamment. Projet ambitieux, c'est certain, à la hauteur de la panne théorique et stratégique de la gauche et de l'écologie politique. Mais cette ambition doit se donner les moyens de faire élaborer les lignes de force de ce projet avec les mêmes méthodes que celles annoncées dans l'ouvrage. C'est donc à la constitution d'un « collectif d'exploration » un peu particulier que cet ouvrage appelle pour explorer la fécondité et les impasses de la boussole présentée ici, pour enrichir les pistes et les usages possibles.

C'est pourquoi une version provisoire est ici diffusée, et sera mise en discussion en ligne, de façon à générer un travail collaboratif critique et constructif, à l'échelle européenne.

**Le travail de discussion se fera sur le site
www.cosmopolitiques.com**

Introduction

Perdre le Nord

Si l'expression « perdre le nord » avait un sens en politique, elle serait plus difficile à appliquer en géopolitique, car nous avons semble-t-il, dans les dix dernières années, perdu tous les points cardinaux à la fois.

Nous avons bien perdu le Nord, si l'on songe que le modèle social-démocrate, si bien réalisé en Suède, ne représente plus une perspective crédible pour les électeurs européens. Ce sera notre point de départ, ce qui nécessite de refonder un projet éco-démocrate qui dépasse cette tradition européenne épuisée.

Plus grave, nous avons certainement perdu le Sud : nous l'avons perdu corps et biens, en le laissant couler dans la misère, les épidémies et la corruption, dans un échange inégal déjà ancien mais qui n'a fait que s'aggraver.

Tout cela n'apparaîtrait pas de manière aussi nette si nous n'avions perdu l'Est. Le monde a basculé le jour de la chute du mur de Berlin et nous savons tous les avantages qu'il y avait à vivre dans un monde bi-polaire, qui se transposait jusque dans nos sociétés démocratiques jusqu'à peu, ce qui nous a fait perdre en même temps ce qui restait de communistes.

Finalement, il ne nous restait plus que l'Ouest, l'Amérique, son modèle de réussite personnelle et son culte du business. L'orgie de la « nouvelle économie » fut spectaculaire et délirante mais de courte durée et le réveil douloureux : nous venons aussi de perdre l'Ouest, accaparé par un gouver-

nement d'extrême-droite, à la suite du 11 Septembre, bafouant tous nos rêves démocratiques, devenant terre de profit sans foi ni loi, à la suite d'Enron, détruisant toute confiance dans un système financier tout-puissant.

■ Une désorientation partagée

Cette désorientation n'est pourtant pas récente, comme nous le montrerons. Elle a pris cependant une tournure dramatique pour la gauche lors de diverses élections européennes où l'extrême droite a réalisé des scores remarquables, en Autriche avec Haider, aux Pays-Bas avec Fortuyin, en Italie avec la Ligue du Nord, en Belgique avec le Vlaams Blok et en France avec Le Pen. A tel point que ce dernier pouvait prétendre évincer la gauche du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002. Au soir de ce 21 Avril, on pouvait sentir la désorientation douloureuse de la gauche française, qui se reposait sur un supposé « bon bilan ». Mais elle était présente aussi chez tous les électeurs de Le Pen, les plus tenaces comme les plus récents, qui voulaient certes donner une leçon « aux politiques » mais qui manifestaient ainsi que le monde ne tournait plus rond pour eux, qu'il fallait reprendre les choses en main, retrouver le nord, en fait retrouver un chef, supposé connaître le nord. Les abstentionnistes, dont certains se mordaient les doigts, n'étaient pas moins désorientés et confortés par leur nombre dans leur rejet du système de représentation lui-même. Certes, la droite se retrouvait fière d'elle et pouvait prétendre montrer le chemin, sans savoir vraiment pourquoi elle se retrouvait en si bonne position avec un candidat traînant autant de casseroles derrière lui.

■ Des repères usés ?

De quels repères disposons-nous pour nous décider, pour nous orienter localement dans cet espace politique mondial perturbé ? La gauche et la droite d'un côté, la société d'en haut et celle d'en bas de l'autre, voilà en fait le seul bagage conceptuel et l'unique cadre de navigation possible, ce

qui paraît quand même bien maigre, non seulement aux théoriciens mais aux citoyens ordinaires.

Gauche et droite

Gauche et droite semblent encore offrir des bases solides, malgré leur histoire de plus de deux siècles, si ancrée dans la configuration matérielle de l'assemblée à la Révolution française. Tous ceux qui ont tenté de prétendre les dépasser, à l'aide de troisième voie, de centre, et de combinaisons savantes se sont toujours retrouvés politiquement reclassés dans le cadre habituel. Tout se passe comme si le cadre pouvait et devait encore fonctionner, deux camps, deux programmes, deux modes de réaction parfois épidémiques aux questions sociales et politiques, alors même qu'au bout du compte les politiques conduites finissent par se ressembler fortement, bref deux cultures. Une supposée fatalité de la domination des marchés sur les décisions politiques finit par convaincre le citoyen que tout se ressemble et que son vote n'y changera rien. Le conflit social s'est réduit à une façade et ne permet plus de structurer le débat ni les relations sociales, comme le faisait le mouvement ouvrier jusqu'à la fin des années 70. C'est bien la fin du mouvement ouvrier, décrite par A Touraine en 1978, qui marque ce découplage entre vie politique et vie ordinaire, cette unité de sens qui se traduisait dans des réseaux, des valeurs, des cultures différentes.

Haut et bas pour une « politique moyenne » dans une société toujours plus inégale

La « moyennisation » de la société a fait disparaître « le sens des classes » alors que les inégalités ne cessaient pourtant de croître. Mais c'est la moyennisation (ou un centrisme généralisé) des propositions politiques qui conduit à l'abstention. Ceux qui ont le plus perdu durant ces vingt dernières années de précarisation sont aussi dépossédés de tout cadre politique leur permettant de penser leur situation : ils se retrouvent condamnés à gérer individuellement leur souffrance car aucun des projets politiques ne leur

donne de ressources pour penser collectivement. Lorsque tout se ressemble, lorsque le « même » domine, il ne reste d'autre solution pour certains que le coup de balai, que la recherche d'un nettoyage généralisé pour obliger chacun à se situer, dans une logique de guerre, ce que propose l'extrême-droite européenne et qui finit par séduire aussi l'électorat ouvrier.

Si elle séduit, c'est plutôt grâce à un argumentaire vague de « l'Europe d'en bas », ne l'oublions pas. Loin de tout discours de classe, l'extrême-droite attire par un discours global contre les pouvoirs établis, contre l'Etat, qu'elle peut associer à de l'ultralibéralisme, plus ou moins explicite selon les pays. Cela s'accompagne d'un appel à la nation, appartenance en perte de vitesse, qui trouve aisément ses boucs émissaires dans les immigrés. Là encore, c'est une crainte de la perte de distinction qui joue : lorsque « le peuple de souche » se retrouve logé et traité par les mêmes organismes sociaux que « les immigrés », la relégation sociale apparaît violemment. Le « peuple d'en bas » ne se révolte pas vraiment contre l'aggravation remarquable des inégalités durant les 20 dernières années. Lorsque la réussite de certains se fait aussi arrogante, et lorsque « l'ascenseur social » est en panne, il ne reste que la distinction du pauvre contre les plus pauvres, contre les non-citoyens, contre le Sud en quelque sorte.

Le pouvoir confisqué : la tendance oligarchique
Pourtant, l'abstention ou la critique des politiques ne touchent pas seulement le « peuple d'en bas ». Les couches moyennes instruites, qui ont souvent obtenu leur position sociale et leur sécurité grâce à cette instruction prétendent désormais être entendues, donner leur avis et elles critiquent les politiques pour cette confiscation du pouvoir. Or, dans nos sociétés démocratiques, les écarts de pouvoir sont tout aussi graves que les écarts de revenus. La confiscation du pouvoir par une couche « d'éduqués supérieurs », comme les désignent Emmanuel Todd, est chaque jour vécue par ceux qui voudraient participer à la décision dans

leur entreprise, dans leur quartier ou dans leur école. La « technocratie », comme on l'appelle parfois devient ainsi une cible commune :

- de la part des couches moyennes qui prétendent participer et qui revendiquent une compétence égale,
- de la part des couches populaires qui, elles, ont eu tendance à intégrer leur disqualification pour les responsabilités et qui, par contre-coup, sont même parfois prêtes à réclamer un chef pour faire à leur place.

Pour simplifier, disons que la critique vers le haut vise donc la technocratie, celle orientée vers le bas vise les immigrés. Toutes les deux s'unissent contre « les politiques » en reconstituant un peuple supposé uni face à eux, au moment même où le pouvoir réel de la sphère politique s'est considérablement réduit face à la toute-puissance de la technoscience et du capitalisme financier. L'impuissance des politiques, qui fait l'objet des critiques, est pour une bonne part tout à fait réelle mais elle n'est en rien analysée comme telle : un appel au chef doit permettre de récupérer ce pouvoir, malgré l'ambivalence des demandes, pour être pris en charge ou au contraire pour prendre les affaires en main !

Les mauvais remèdes

Les remèdes que les politiques ont trouvé jusqu'ici sont sans doute pire que le mal et finissent même par achever leur coupure radicale avec le peuple.

La fausse opposition

Premier remède : mimer l'opposition radicale entre les programmes de gauche et de droite ou à l'inverse jouer l'unité nationale. La droite française passe son temps à défaire ce qu'a fait la gauche sans vraiment justifier ses mesures (ex : les surveillants et les aides éducateurs dans les collèges). Certains médias poussent à l'hystérisation des frontières en condamnant tous les « nouveaux réacs »,

supposant définir ainsi clairement ce qui serait « progressiste ». Les alternances permanentes en France empêchent toute inscription dans le long terme ou dans le projet. Ailleurs en Europe, des alliances permanentes entre partis opposés ont fini par miner tous les repères politiques. En Suède, le maintien du même parti au pouvoir alors même qu'il a changé de politique ne laisse guère de place à l'invention d'alternatives. En Allemagne, les changements de couleur des gouvernements ne laissent pas une marque politique si différente.

La proximité

Deuxième remède : la proximité, la communication. Toute cette affaire ne serait qu'un malentendu, il suffirait de bien expliquer, de soigner sa communication et de faire de la proximité pour dissoudre le seul divage encore pertinent entre le haut et le bas de la société. Les visites sur le terrain fortement médiatisées, les effets d'annonce de mesures locales, la valorisation purement médiatique d'acteurs locaux, la création de commissions, de comités, de cellules d'urgence, font partie désormais du savoir faire de tout élu : ceux qui se retrouvent pris dans cette spirale s'étonnent ensuite d'avoir pu y croire un instant, d'avoir trouvé que c'était un signe, cette poignée de main, pendant que l'autre main signait le décret budgétaire qui supprimait les moyens réels d'agir sur le même sujet... La démocratie d'opinion n'est cependant pas un vain mot et la mise en scène peut avoir des effets durables au prix d'une déconnexion totale entre image politique et pratiques.

La prise en charge généralisée par l'Etat

Troisième remède massif : la prise en charge des « problèmes des gens » d'en bas. Désormais, les gouvernements doivent promettre de tout traiter et de tout prendre en charge eux-mêmes. La sécurité est un thème de prédilection sur ce plan. Ce n'est plus un problème social, de relations entre groupes sociaux, de normes que les membres

d'une société n'arrivent plus à faire partager (et donc d'éducation et de sanctions comprises), ou encore un problème d'incertitude généralisée et contexte de risque créé par la technologie ou par la flexibilité du travail, cela devient une pure affaire de volonté politique et surtout d'affichage. Laissez faire la police et multipliez les prisons, suivant en cela le modèle américain. Ce retour de l'interventionnisme est d'autant plus net que dans d'autres domaines comme les licenciements, les gouvernements ont manifesté plus que nécessaire leur incapacité à peser sur les décisions voire même leur abdication explicite comme dans le cas de Vilvoorde pour Lionel Jospin. Entre impuissance et interventionnisme, un point commun demeure : les personnes concernées ne peuvent espérer un quelconque pouvoir sur leur vie.

La rancœur contre le peuple

Quatrième posture, plus que remède : la critique du peuple lui-même, coupable de bêtise profonde pour avoir choisi l'extrême droite, qui ne mérite pas la démocratie, et qui serait même ingrat vis-à-vis de toutes les mesures prises en sa faveur. Cette rancœur n'est pas rare à gauche, créant une sorte de haine vis-à-vis de ses proches, ou de honte vis-à-vis de son pays mais permettant par là-même de se dédouaner de toute responsabilité.

Une boussole pour s'orienter

Toutes ces attitudes n'ont fait que renforcer les sentiments de désorientation et désarment les militants de base eux-mêmes. Notre proposition de boussole écodémocrate prend au sérieux cette désorientation et propose une méthode bien plus qu'un programme pour lire enfin le monde qui est le nôtre et les choix qui nous sont offerts. Avant de la présenter en détail, disons d'emblée à quoi elle s'oppose dans le répertoire des solutions trouvées jusqu'ici.

La recherche d'une autorité perdue : les traditionalistes

Non seulement l'extrême droite mais aussi toute une partie de la droite et de la gauche, ne vivent ce monde que sous le mode de la perte, de la disparition de repères. Ils voudraient retrouver ces repères, notamment ceux qui ont servi à fonder les Etats-Nations contemporains et en France, le modèle républicain. Ne sentant pas l'obligation d'invention dans laquelle nous sommes, il leur suffit de « faire retour à ». « Retour à » des autorités qui ont toutes perdu leur crédit. La contribution des citoyens n'est d'aucune utilité : il faut même leur ôter cette prétention à discuter tout et à définir eux-mêmes le monde commun. L'appel au chef plus ou moins bienveillant n'est jamais bien loin. Si nous ne pouvons espérer rétablir les autorités effondrées, nous devons comprendre cependant que cette perte est particulièrement douloureuse pour certains, qu'elle génère une vraie désorientation. Ce sera l'un de nos trois enjeux historiques majeurs.

« Tout se vaut » : les relativismes

A l'inverse de cette position, se trouvent tous ceux qui ont pris leur parti de cette perte des repères et qui cherchent à en faire une force en l'adoptant comme mode de vie et comme base même de leur orientation dans le monde : les relativismes se portent bien dans nos sociétés. Il faut apprendre à profiter des opportunités, en fonction de ses intérêts et de ses goûts du moment. Plus besoin de conflits structurants, puisque tous les points de vue se valent. Leur idéal démocratique repose sur la valeur absolue des choix individuels. C'est là où les relativismes tolérants se démarquent en fait de la démocratie : il n'y a rien à discuter vraiment puisque tout se vaut. Ce qui les rapproche d'une partie des abstentionnistes. Les « déçus de la politique » s'y retrouvent souvent plus par dépit que par choix délibéré. Ils s'affranchissent aisément de toutes les solidarités tout en laissant le droit à l'expression pour tous. Relativisme des cultures qui tourne, comme le dit I. Stengers, dans ses

ouvrages « Cosmopolitiques », à la tolérance finalement méprisante, qui ne génère plus de ligne de conflit, et qui permet de fuir le deuxième enjeu historique majeur, celui du nouveau mur, le mur du Sud.

Maintenir le cap du progrès : les modernistes

Le culte du progrès, lui au moins, ne veut pas céder à la désorientation. Il continue d'affirmer le primat de la raison, de la science et de la technique pour éclairer la voie, pour bien différencier les faits et les valeurs et ne pas se laisser aller au relativisme voire à l'obscurantisme du retour à la tradition. Pourtant, la mise en cause de ces principes fondateurs du modernisme a fait vaciller les certitudes. Mais il est toujours possible d'étendre encore les perspectives du progrès en corrigeant tous les « effets secondaires » qu'ont pu engendrer la mise en œuvre de la science et de la technique elles-mêmes. Pour réduire la fracture avec le Sud, pour résoudre les crises environnementales, pour rétablir la confiance dans les marchés comme dans les autorités, il suffit de démultiplier le pouvoir des experts, en s'appuyant sur une science, une technique et un management encore plus performants, producteurs d'informations toujours plus nombreuses grâce à une traçabilité généralisée et à des modèles toujours plus fins. La politique en question conjugue la foi dans le progrès, y compris social, avec sa délégation entière entre les mains des spécialistes. Une grande majorité des partis de gouvernement sont amenés à adopter cette posture, à droite comme à gauche, alors même qu'elle les dépoussède de tout levier d'action puisque tout le progrès en question se décide dans les laboratoires, pourrait-on dire, dans cette sub-politique que Beck et Latour ont mis en évidence. Les militants des partis se méfient pourtant de ces hordes d'experts, tous formés dans les mêmes moules, qui accaparent l'élaboration des programmes aussi bien que les postes de responsabilité. Leur désorientation de militants de base n'est en rien relayée par leurs leaders. Le progrès doit donner la certitude de maîtriser toutes les questions,

même les plus incertaines et complexes, comme celles que pose l'écologie. A chaque fois, la réponse sera : plus de technologie, plus de science. Or, l'impasse du modèle énergétique contemporain, qui constitue notre troisième enjeu historique majeur. La bonne technologie, même alternative, ne suffira pas pour en sortir, ce sont des formes de pouvoir des consommateurs-citoyens qui seront à inventer.

Le projet écodémocrate est un mode d'emploi du conflit politique

Nous nous tiendrons donc éloigné de ces trois postures tout en comprenant ce qui produit leur désorientation et en cherchant à y répondre : si elles sont mises ainsi en évidence, c'est grâce à notre boussole.

Notre boussole est écodémocrate parce qu'elle réinvente la social-démocratie notamment en abandonnant son culte du progrès qui lui a fait perdre la priorité de la solidarité qui l'avait fondée.

Elle est écologiste car elle apprend de l'écologie à traiter à la fois l'incertitude des systèmes complexes et les multiples solidarités qui nous attachent ensemble, humaines, techniques et naturelles à la fois.

Elle est profondément démocrate car, au carrefour de cette incertitude et des solidarités, ce sont de nouveaux collectifs qui doivent émerger pour ouvrir des opportunités de prises de pouvoir et de responsabilité inédites. C'est l'espace du débat que permet de reconstituer notre boussole et non les réponses a priori : c'est pourquoi les exemples multiples de mises en œuvre que nous fournissons sont autant de pistes pour montrer sa fécondité mais ne sont en rien un catalogue de solutions révélées. Les jeux ne sont pas faits d'avance et les formes des collectifs à créer seront imprévisibles. Il serait incroyablement désespérant que seuls les animateurs d'émission stélé comme, en France, « C'est mon choix » ou « ça se discute », puissent prétendre faire émerger les espaces de débat contempo-

rains. Ils ont au moins un avantage sur les politiques, ils ont admis que les citoyens avaient soif de discussion pour s'orienter dans un monde où ils se retrouvent livrés à eux-mêmes et pourtant impuissants, perdus, inquiets. Si la désorientation se conjugue toujours avec la peur, peur de perdre sa place dans ce monde et peur de l'avenir sans garantie, il faut entendre cette peur et créer les collectifs qui permettent d'en sortir. Car l'invention d'un futur vivable ne se bâtit pas sur la peur.

L'écodémocratie au secours de la gauche

Le principe de gauche : la prise en compte

Pourquoi encore s'affirmer de gauche et contre une politique de droite ? Toutes les sociétés débattent entre deux façons de construire un monde commun. Les politiques de droite demandent à chacun de faire l'effort de s'assimiler, de s'instruire, de se transformer pour être reconnu comme citoyen à part entière selon les modèles fournis par ceux qui possèdent déjà le pouvoir. Tant pis pour ceux qui n'y parviennent pas. Ce modèle n'est pas récent, malgré sa mise en valeur par le libéralisme. Une politique de gauche consiste à modifier les critères d'appartenance, à modifier les frontières pour prendre en compte les êtres qui demandent leur reconnaissance. Soit transformer les êtres, soit transformer les critères, telle est la base d'une opposition politique dans toute société (Gagnepain), appelée droite-gauche depuis deux siècles. L'écologie porte une ardente obligation de toujours prendre en compte de nouveaux êtres et, pour cela, d'adapter nos procédures et nos critères pour composer un monde commun : en cela, elle reprend et étend le principe de gauche.

■ L'élargissement constant des êtres à prendre en compte

La « prise en compte » est au cœur de ce que l'on appelle habituellement l'émancipation mais aussi le progrès, social notamment. Les Indiens découverts sur le Nouveau Monde ont fait l'objet d'une célèbre controverse pour décider de leur statut d'humains dotés d'une âme ou non. Les enfants mais aussi les fœtus ont fait et font toujours l'objet des mêmes débats théologiques ou scientifiques mais toujours politiques. Plus tard, dans tous les pays occidentaux, c'est le droit de vote qui fut progressivement accordé, à certains hommes selon leurs revenus, puis à tous les hommes d'un certain âge sans distinction de revenus mais à certaines conditions de naissance sur le sol, ensuite aux femmes depuis seulement un demi-siècle. On oublie vite à quel point ces batailles ont été longues à mener et ont toujours été portées par la gauche, pour étendre la prise en compte à toujours plus de membres. La démocratie, fondée dans l'Antiquité sur l'exclusion réelle du plus grand nombre, est devenue désormais un principe d'intégration qui pourtant trouve ses limites.

Les impasses de la gauche

■ L'impasse sociale : le repli sur les salariés

La solidarité n'est pas de gauche seulement en raison de bons sentiments, car la droite peut aussi les revendiquer et pratiquer la charité traditionnelle, elle est une façon de remettre constamment en cause les bases du monde commun. Cette tradition a été portée par le mouvement ouvrier pendant plus d'un siècle, par les féministes, par les internationalistes, etc. Pourtant, depuis 20 ans, le chômage a modifié la façon de traiter la solidarité : la concurrence pour les postes de travail a conduit à privilégier la défense des salariés possédant un statut et de ce fait à ne plus compter les chômeurs puis tous les autres « sans » (sans papiers, sans logement) comme s'ils étaient partie prenante de la société au même titre que

les autres. Les syndicats français par exemple n'ont jamais accepté véritablement les chômeurs ni leurs associations, qui se trouvent ainsi « exclus » du mouvement ouvrier institué. Ce refus de prise en compte marque la fin historique du mouvement ouvrier comme moteur de la « transformation sociale ». Pourtant, l'extension d'un « sous-emploi flexible » (Beck) est devenue la règle pour bon nombre de ceux qui avaient cru y échapper. L'impasse sociale s'est ainsi construite sur cette réduction de la prise en compte aux salariés protégés.

■ L'impasse sociale : l'extension infinie des droits

Les droits sociaux et la protection sociale généralisée ont été une œuvre de longue haleine. Mais la revendication de droits a connu une extension bien plus large. Le droit au logement, le droit à la santé, le droit à l'éducation constituent des déclinaisons presque naturelles des droits sociaux. Mais on peut désormais aussi bien parler d'un droit à consommer qui peut conduire à exiger l'ouverture permanente des magasins alors qu'un « droit à la vie de famille » des salariés de ces commerces exigera l'inverse. Le « droit à la sécurité », si sensible aujourd'hui, percute souvent les « droits à la vie privée » dès lors que l'on accorde des droits étendus à la police pour surveiller, pour fouiller, pour écouter. Les droits revendiqués par les automobilistes (rouler à la vitesse que l'on veut et partout) forme suprême des droits à la mobilité, vont souvent à l'encontre à la fois du droit à la sécurité pour les autres conducteurs et des exigences environnementales. Le droit à une sexualité librement choisie est associée à la déstabilisation des modèles familiaux traditionnels, faits d'obligations et d'engagement. Le « droit à l'enfant » n'est pas loin qui autoriserait même pour certains le donage reproductif.

Cette spirale des droits constitue dès lors un leitmotiv qui interdit toute limite au nom d'un principe du choix et de la maîtrise sur sa propre vie, bien situé dans la tradition du libéralisme politique. On notera qu'il s'agit souvent d'exercer ces droits individuellement. Mais cette absence de limite

tend à vider le principe lui-même de sens politique, puisque tous peuvent se revendiquer de ce précédent des droits inscrits dans la tradition démocratique (pour la chasse/contre la chasse par exemple). La logique des droits n'aide pas à composer un monde commun.

■ L'impasse républicaine

Cette impasse sociale, aurait dû être neutralisée par la forme républicaine de la « prise en compte », là où elle existe en Europe. Le refus des particularismes, la volonté de s'appuyer sur des citoyens égaux aurait pu constituer un garde-fou pour la gauche. Cette tradition républicaine n'est pas portée uniquement par la gauche cependant. Ce modèle repose sur un citoyen abstrait qu'on parvient de moins à moins à faire exister. La politique d'intégration, qui fait disparaître a priori les particularismes pour mieux assurer le traitement égal de tous par l'Etat, ne fonctionne plus dans l'école, dans les services publics, dans l'habitat. L'arrachement à ses racines, à ses marques culturelles d'origine, ne suffit jamais pour assurer une véritable égalité des chances, que ce soit à l'école, dans le travail ou dans le logement. Le modèle de l'intégration a été attaqué et fragilisé dans tous les pays européens qui l'ont adopté, malgré les différences importantes entre pays dans les compromis entre droits du sol et droits du sang. Mais on peine à lui trouver un substitut : la crainte du communautarisme est telle, dans des pays comme la France, que toute prise en compte des citoyens réels orientée par un horizon républicain (et non comme prérequis) est rejetée a priori. Après les chômeurs, les immigrés (et notamment les sans papiers) ne peuvent plus être pris en compte, en raison même des catégories de pensée et des modèles qui ont fondé la gauche.

■ L'impasse social-démocrate

La France n'a jamais connu de véritable parti social-démocrate, ni dans l'opposition ni au pouvoir et la faiblesse syndicale va de pair avec ce constat. Depuis la fin de la guerre, les brefs épisodes de gauche des années 50 et le mitterran-

disme n'ont rien de social-démocrate. C'est en s'appuyant sur son seul talent manœuvrier (et en affaiblissant le Parti communiste) que Mitterrand a permis à la gauche de gagner le pouvoir, sans qu'un modèle social-démocrate ait été vraiment pensé ni exprimé. On peut même considérer que, sans modèle idéologique fort, sans majorité réelle dans l'opinion, les victoires de la gauche française ne furent que des accidents, provoqués par le talent politique d'un Mitterrand ou par les erreurs de Chirac (dissolution de 1997).

Pourtant, il serait injuste d'ignorer le succès de la social-démocratie européenne dans le maintien des liens sociaux et dans la mobilisation des moyens collectifs pour assurer la prise en compte large de toutes les populations. Le modèle social-démocrate a repris le principe de l'Etat-providence qui, de Bismarck à Beveridge, n'avait rien d'une approche de gauche. La prise en charge des plus démunis, par les contributions de tous et leur redistribution par l'Etat, évitait le développement de pouvoirs autonomes de la part du mouvement ouvrier. La social-démocratie et la gauche en général, surtout depuis la fin de la guerre 39-45, se sont faits piéger dans cette défense des pouvoirs de l'Etat, défense de l'Etat qui finit même par devenir la pensée unique de la gauche. C'est plutôt la cogestion de cet Etat-providence par les organisations syndicales qui constitue encore le principe même de sa défense, ce qui rend impossible tout examen vraiment critique du cadre de cette politique.

La grande force de la social-démocratie là où elle a été véritablement mise en œuvre, et son impasse actuelle aussi, repose sur l'omniprésence des représentants syndicaux des salariés dans toute la gestion de la Cité, dont l'entreprise. L'effet de stabilité fut remarquable, bénéficiant aussi bien aux salariés qu'aux patrons. La culture démocratique de l'Europe du Nord doit certainement beaucoup à cet apprentissage quotidien de la négociation, si peu pratiquée en France par exemple. Retenons donc cette capacité à tisser des liens au cœur de la société civile, à créer des collectifs, souvent fort larges et puissants, qui assurent la solidarité indépendamment de l'Etat-providence, ainsi que cette capacité démocratique à traiter

les conflits. Cependant, nous prétendons qu'il est nécessaire de dépasser la social-démocratie, non pour la mettre dans le pas du libéralisme comme l'a fait Tony Blair, mais pour la réinventer en écodémocratie, et cela pour trois raisons.

La bureaucratie oligarchique social-démocrate

La social-démocratie, là où elle a bien réussi, et notamment en Suède, a fini par accoucher d'une bureaucratie : elle a perdu la vitalité des liens sociaux et des solidarités qui étaient à l'origine associée au mouvement ouvrier puissant. La cogestion garantit ainsi une protection certaine mais à un coût de plus en plus exorbitant. Elle se traduit surtout par une prise en charge complète des citoyens et des salariés sans que la discussion soit réellement active. Une couche d'experts, présente aussi bien dans les rouages de l'Etat que dans ceux des syndicats, finit par partager une même culture, en l'occurrence assez proche de celle des milieux patronaux, et en tous cas déconnectée des mondes ordinaires des salariés. La confiscation du pouvoir par une bureaucratie prend des allures d'oligarchie, devenue point de passage obligé pour obtenir le pouvoir ou seulement se faire entendre.

Le consensus mou

La social-démocratie n'a pas su fournir un principe de conflit dépassant la défense des intérêts du mouvement ouvrier puis la gestion harmonieuse du bien commun. La social-démocratie s'est inscrite dès le début du XX^e siècle contre toute approche « associationniste » qui viserait à donner du pouvoir à des collectifs moins définis ou en lutte : c'est bien contre le risque de révolution que la social-démocratie s'est constituée en favorisant d'emblée la voie parlementaire. Mais elle est allée au-delà de la reconnaissance nécessaire du cadre démocratique pour le changement social en instituant la cogestion et la participation gouvernementale, contribuant ainsi à intégrer le mouvement ouvrier aux institutions. Le prix à payer fut un effet de consensus mou qui ne permet plus de confronter de vraies alternatives.

Les particularismes au sein de l'Europe : des social-démocraties variées

La tradition normative de l'Europe du Nord est fort différente de celle de l'Europe du Sud et constitue somme toute une combinaison rare de tradition réexploitée par le modernisme pour produire cet effet consensuel quasi disciplinaire. On conçoit que ce modèle ne soit guère exportable désormais. Tony Blair a prétendu, lui, réinventer la social-démocratie, pour la transformer en une « troisième voie », aussi vite disqualifiée qu'elle avait été largement vendue. Les tentatives effectuées avec Giddens, dans leur ouvrage « La troisième voie », pour concilier l'inconciliable et éviter de faire des choix, sont remarquables. Concilier « la continuité, la cohésion sociale » avec « un monde intrinsèquement imprévisible » pouvait sembler un cadre général ouvrant sur l'incertitude et les attachements qui nous serviront plus loin à fonder l'éco-démocratie. Mais tenter d'inventer une « autorité négociée », une « modernisation écologique », la protection sociale sous forme de « capital social » (potentiel humain) plus flexible, le « plafonnement des dépenses des services publics » avec la « prime à l'excellence », le « renouveau de la communauté » qui met pourtant en cause les « responsabilités individuelles » dans l'assistance, une « nouvelle économie mixte » qui se traduit par des privatisations accrues, voilà qui ne peut que désorienter. La social-démocratie est bien soluble dans le libéralisme quand elle a perdu le Nord.

L'épuisement des gauches

Toutes ces tentatives, « sociale », « républicaine », « social-démocrate » ou « troisième voie » arrivent aujourd'hui à épuisement. Ce qui ne signifie pas pour autant que les partis de gauche qui s'inscrivent dans ces traditions ne soient pas en mesure de gagner des élections : en 1998, la quasi totalité des pays de l'Europe étaient gouvernés par des gouvernements de gauche, sans qu'un projet commun ait pu avancer à cette occasion contre la tendance dérégulatrice et libérale de la Commission Européenne. Comment dès lors s'étonner de la méfiance conjuguée vis-à-vis de l'Europe et de ses techno-

crates, qui n'enregistrent pas les évolutions électorales des pays membres, et vis-à-vis de la gauche qui se révèle impuissante à influencer sur le cours des choses, supposé fatal ?

L'écologie, la chance de la gauche ?

La révolution écologiste est sans doute ce qui est arrivé de mieux à la gauche dans les trente dernières années, révolution des modes de pensée, précisons-le ! L'apport électoral des Verts commence à être décisif dans de nombreux pays mais la tradition social-démocrate et plus généralement de gauche n'a pas été bouleversée pour autant. On peut craindre quatre dérives qui feraient perdre à l'écologie son pouvoir subversif.

Le risque du supplément d'âme

Le risque est grand de voir la contribution écologiste se résumer à un supplément d'âme environnementaliste. Il est toujours possible de replacer les exigences environnementales dans la lignée du Progrès, en confiant à de nouveaux experts la gestion moderne de ces effets secondaires révélés par les écologistes, et de dénoncer les abus dans un consensus du plus bel effet : personne ne peut défendre la libre circulation des navires poubelles comme l'Erika ou le Prestige, et tout le monde peut tenir un discours virulent contre les « voyous des mers » !

Les tendances au fondamentalisme vert

Cette écologie profonde, peu représentée en Europe, sert de repoussoir, souvent artificiellement construit, pour les autres forces politiques qui refusent de faire les choix douloureux pourtant nécessaires. Ce fondamentalisme nie toute hiérarchie entre les problèmes ou entre les êtres et s'interdit toute modification artificielle ou violente des écosystèmes. L'homme peut dès lors devenir même l'ennemi principal du principe vital sur Terre, qui est, lui, l'impératif suprême. Les droits des plantes et des animaux sont régulièrement raillés

par les critiques de l'écologie qui s'en servent abondamment. Ce fondamentalisme est tout aussi aisé à dénoncer quant il se limite à la création de secteurs protégés, pour des adeptes de nourriture saine, de pratiques de déplacement responsables, d'économies d'énergie et de respect de la vie rigoureux. C'est le volet traditionaliste de l'écologie qu'il ne faut pas confondre avec la capacité de l'écologie à reprendre les traditions à son compte pour les réinventer.

La rentabilisation marchande

L'écologie peut devenir une simple affaire d'échange marchand, de choix entre des produits et des services. Les marchés peuvent accepter ces nouvelles exigences des consommateurs et c'est ainsi que chacun devient « libre » de choisir son alimentation ou ses modes de déplacement... selon ses moyens. Il ne s'agit plus de choix politique global mais de solutions pratiques personnelles réglées par les marchés pour des consommateurs solvables. Mais cette approche peut être étendue aux marchés des droits à polluer, à l'échelle internationale, qui ne remet pas en cause les montages inégalitaires existants tout en laissant le choix à chaque firme. C'est un usage relativiste de l'écologie.

Le risque scientifique

L'écologie fut avant tout une discipline scientifique, certes peu orthodoxe, mais aujourd'hui reconnue. Beaucoup d'écologistes, de formation supérieure, ou devenus spécialistes à force de passion, considèrent que la nécessité de réorienter notre mode de production devrait être une évidence pour tout esprit un tant soit peu éclairé, raisonnable et instruit des faits. Le pouvoir indiscutable de la raison dispenserait ainsi de toute stratégie politique. Il suffirait d'être les meilleurs experts de la catastrophe écologique en cours pour que, combinant savoir et peur, les masses reçoivent la révélation et changent leurs pratiques. C'est le volet moderniste de l'écologie qui prolonge ainsi elle-même la flèche du progrès en niant toute nécessité de controverse et de débat démocratique, au profit des super-experts.

Comme on le voit, l'écologie est soluble dans des pratiques politiques anciennes et le succès ambigu du « développement durable » qui, pour certains, permettrait de faire durer un peu plus notre mode de développement actuel, le montre bien. L'écodémocratie redéfinit les apports de l'écologie pour éviter ces impasses et redonner de vraies perspectives politiques.

■ Un ancrage de l'écologie à gauche récent et précaire

On peut dire que l'opinion a fini par être gagnée sur de nombreux points en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire ou industrielle, de transports ou même de nucléaire. Mais les leviers d'action et les stratégies font cruellement défaut ou donnent lieu à des divergences radicales au sein des partis verts. Le collage à la gauche institutionnelle s'est fait dans la précipitation dans plusieurs pays. Il a débouché sur une participation immédiate à des gouvernements alors qu'aucune pensée ni aucune stratégie de positionnement historique de l'écologie dans la gauche et par rapport à la social-démocratie n'avaient été élaborées. La stratégie nécessaire doit préserver la portée radicale de l'écologie tout en lui permettant de réinventer l'héritage de la gauche là où elle a failli.

De l'écologie politique à l'écodémocratie

La boussole écodémocrate doit déterminer quels sont les fondamentaux de l'écologie qui peuvent redonner une « feuille de route » à la gauche. Il faut donc trier et hiérarchiser parmi tous les concepts que l'on peut associer au discours écologiste pour déboucher sur autre chose que l'écologie politique, pour inventer le projet écodémocrate. L'accolement des deux termes écologie et politique ne cesse de perturber les repères, de mêler des registres trop différents. L'écologie, de discipline scientifique, est aussi devenue mouvement social sous la forme de l'écologisme, qui se traduit dans de multiples initiatives locales ou dans de grandes opérations activistes sur des thèmes sensibles. Mais cela ne suffit pas à fonder une orientation politique.

Une écologie, science de la complexité et de l'incertitude

L'écologie peut apporter des savoirs au même titre que d'autres sciences mais on aura tendance alors à la réduire à l'étude de l'environnement voire au naturalisme. Elle peut aussi se considérer comme la science totale traitant toute la complexité des phénomènes par opposition aux savoirs analytiques et spécialisés. Dans les deux cas, nous n'obtenons pas une orientation politique ni même une grille de lecture et, plus grave, nous passons à côté de ce qui est radicalement nouveau dans son approche scientifique elle-même, qui peut nous aider à poser les questions autrement. C'est avant tout la capacité à traiter la complexité et surtout l'incertitude qui nous paraissent constituer l'apport majeur de l'écologie comme science. Incertitude qui a déjà permis à la physique quantique de remettre en cause radicalement le statut même de notre connaissance de l'univers. Les principes scientifiques de l'écologie peuvent nous apprendre le sens des limites, la non-maîtrise, l'attention aux phénomènes infinitésimaux et à leurs effets de potentialisation, le travail d'exploration et de suivi de milieux et non seulement d'entités détachées de leurs contextes, etc. Comme premier repère et point cardinal de notre boussole, nous garderons... l'incertitude! Ce n'est en rien un paradoxe puisque, désormais, c'est le statut de la plupart de nos repères environnementaux mais aussi sociaux, économiques, moraux ou politiques. C'est donc une autre pratique scientifique qui nous est utile, celle qui accepte de mettre ses énoncés en débat et de tenir compte de leur statut éminemment politique, bref, de pratiquer une démocratie scientifique et technique.

Des pratiques sociales écologistes, marques d'attachements anciens et nouveaux

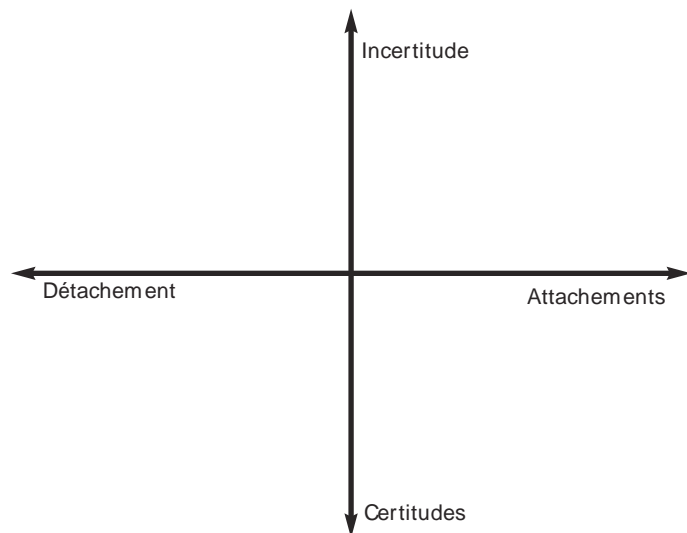
L'écologie regroupe aussi des pratiques sociales, économiques, environnementales qui sont profondément insérées dans le tissu social. Ce sont des agriculteurs qui proposent des produits de qualité à des citadins, ce sont des

associations qui recyclent des déchets et pratiquent en même temps l'insertion, ce sont aussi des défenseurs de la forêt contre une route ou une ligne de chemin de fer, ou encore les campagnes de boycott de produits pétroliers, les cercles naturalistes ou les parcs naturels, etc. Ce qui paraît remarquable dans tous ces mouvements, c'est leur capacité à s'intéresser à tous les phénomènes de la vie, à toutes les échelles. Désormais, toutes les entités vivantes trouvent petit à petit leurs porte-paroles, pourrait-on presque dire, des animaux les plus rares aux steppes les plus lointaines en passant par la couche d'ozone et les ressources fossiles. De tout cela, il ne peut guère sortir un slogan lisible à la mode du « prolétaires de tous les pays » bien connu. Aucun coup de force théorique ou médiatique ne permettra de réduire cette diversité et c'est là aussi une des particularités de l'approche écologiste, en tant que « mouvement de pratiques sociales », pourrait-on dire pour unifier toutes ces préoccupations. Ce mouvement n'est rien d'autre que l'extension de la tradition de prise en compte de nouveaux êtres par la gauche.

L'écologie nous oblige à prendre au sérieux tous ces êtres et à comprendre à quel point nous y sommes attachés, pas toujours sentimentalement mais par des liens « cosmopolitiques ». Le souci s'est étendu à des entités qui jusqu'ici étaient pensées comme « la nature », extérieure à nous, terre de conquête, d'arrachement et de maîtrise. Si nous avons désormais tous ces soucis des « autres » aussi divers, c'est qu'il est apparu qu'ils n'étaient en rien si extérieurs à nous que nous le pensions mais que nous étions attachés de façon « organique » à eux. Non que nous ne puissions plus agir mais que toutes nos actions, comme on le savait dans les sociétés traditionnelles, ont des conséquences qui peuvent se payer parfois très cher, plus tard, pour d'autres, ailleurs mais aussi pour nous, ici et rapidement parfois! Ce sont donc les attachements qui nous serviront de second point cardinal, à partir de ces pratiques des mouvements écologistes, fondées sur une extension de la solidarité.

Incertitude et attachements

Ces deux dimensions vont constituer les points cardinaux de la boussole écodémocrate.



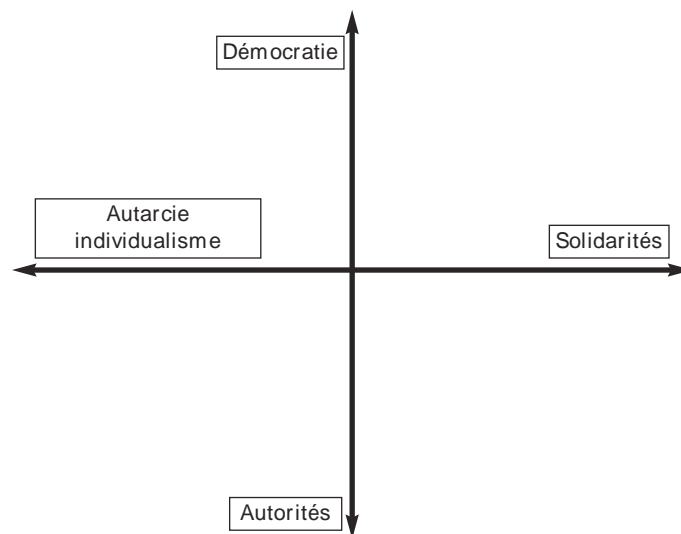
Pour chacune de ces dimensions, nous retrouverons des termes beaucoup plus classiques. L'axe de l'incertitude, qui garde un côté quelque peu scientifique, ne s'exprime jamais mieux que dans l'activité démocratique, dans le débat. Il ne s'agit donc pas d'une simple analyse savante ou d'un processus cognitif que nous voudrions mettre en avant : l'incertitude acceptée, mais aussi contrôlée comme nous le verrons, est l'essence même de la démocratie.

De même, la « prise en compte étendue à nos attachements multiples » paraîtra sans doute un peu ésotérique ou, à la rigueur, renverra à la vision du monde des sociétés traditionnelles, faites d'attaches impossibles à rompre. Mais elle prend une coloration fort contemporaine si on nomme ces attachements « solidarités ». Car c'est bien cet enjeu que la gauche a porté depuis toujours : comment assumer la solidarité avec de « toujours nouveaux membres » ? Il ne s'agit plus seulement d'une défense de l'existant (espèce en voie

de disparition, emplois qui risquent de disparaître ou langue traditionnelle). Les solidarités se conjuguent au pluriel, elles sont tout autant celles des collectifs utilisateurs de sites de téléchargement de musique en MP3 que celles des usagers de la ligne 13 du métro parisien, des parents d'élèves de l'école qui manque d'enseignants ou celle des fédérations d'anciens combattants. Ephémères ou durables, effervescentes ou institutionnalisées, ces solidarités se recomposent sans cesse et ne peuvent se résumer à une seule forme d'appartenance comme cela se faisait avec la « solidarité de classe ».

Démocratie et solidarités

Le projet écodémocrate agit comme une boussole car il permet de reprendre des traditions et des termes quelque peu usés, la démocratie et la solidarité, pour en faire des principes combinés d'une politique, dès lors qu'on les comprend comme incertitude et comme attachements. Leur aspect contradictoire rend ce schéma dynamique et oblige donc au débat.



■ Les pouvoirs des collectifs et leurs procédures, clés du projet écodémocrate

Dès cette première présentation, l'une des questions clés de ce projet écodémocrate est apparue : la démocratie suppose un espace de débat collectif et du coup l'incertitude change de nature. De son côté, la solidarité s'appuie sur des collectifs dont les formes d'attachement sont variables mais qui pèsent sur les débats. Dans les deux cas, la nécessité de repenser les formes de l'association apparaît incontournable. C'est grâce au terme volontairement vague de « collectifs » que nous pouvons éviter de valoriser a priori certains collectifs contre d'autres. Si le monde est à explorer plus qu'à conquérir, si le chemin et la méthode importent autant que les buts et les résultats, ce sont les procédures pour construire ces collectifs qui vont devenir essentielles.

Nous proposons ainsi de reprendre les oppositions que Beck considère comme fondamentales : sécurité/insécurité ; intérieur/extérieur ; politique/non-politique. « Nous sommes concernés par trois questions : quelle est votre attitude 1) quant à l'incertitude, 2) quant aux étrangers, 3) vis-à-vis des possibilités de changer la société ? » (The reinvention of politics, p 149). L'incertitude est bien un de nos axes ; la question de l'intérieur et de l'extérieur correspond à notre axe des attachements, puisqu'il faut définir quel est le statut de nos attachements à ceux que l'on pourra considérer comme étrangers ou comme concitoyens ; la confiance dans l'action politique est bien restituée finalement dans la mise en mouvement des collectifs comme seule voie de récupération d'une action politique irriguant toute la société.

Une critique pratique qui invente

La critique du modernisme a depuis longtemps alerté sur la folle prétention de maîtrise de la technique et de la science, au point d'en faire ce monstre qui nous dépasserait, la technoscience. Il est toujours spectaculaire de regrouper l'ennemi sous un même vocable, comme d'autres l'avaient fait avant pour le capitalisme, la bourgeoisie, ou aujourd'hui la mondialisation. Mais ce qui est gagné en facilité de com-

munication se perd en leviers d'action. C'est au contraire dans la critique engagée, précise, de chaque choix technique que se joue la subversion de la « fatalité technologique ou économique ». Les militants les plus aguerris contre le nucléaire comme les riverains tout nouveaux opposants à l'implantation d'une usine à risques en sont les acteurs. Ils possèdent des convictions fortes mais ils font aussi un travail d'exploration de leurs univers, des réseaux qu'il convient de mobiliser, des arguments qu'il faut trouver. La qualité du montage des collectifs parfois provisoires qu'ils peuvent faire émerger sera décisive pour redéfinir le problème, pour faire réapparaître des liens que l'on avait tendance à oublier.

Les collectifs auxquels chacun est attaché sont les premiers espaces où la démocratie, autre nom de l'incertitude, doit pénétrer : le quartier, l'entreprise, l'école ou encore la famille. Mais de nouvelles situations, beaucoup plus instables, peuvent servir à composer ces collectifs, sans délimitation a priori. Cette démocratie étendue permettra enfin de retisser les liens avec la sphère proprement politique, de façon à renouer avec ce que la social-démocratie avait fait de mieux, ce tissage de la société à tous les échelons.

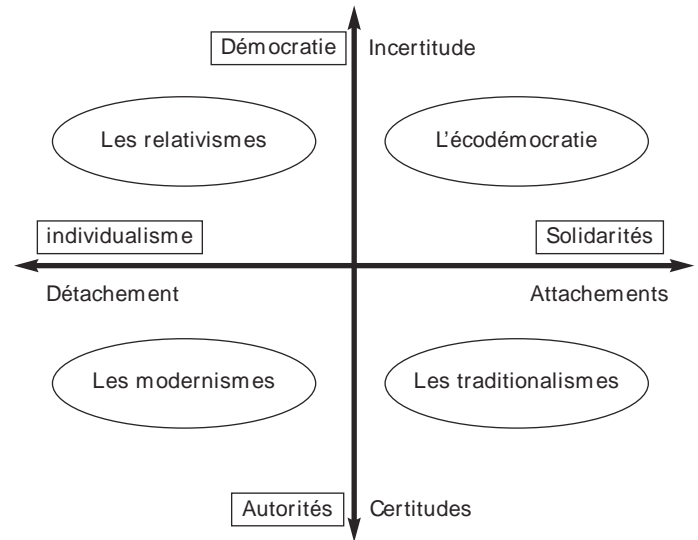
Que faire des traditionalismes, des modernismes et des relativismes ?

L'écodémocratie se définit trois adversaires dont elle prétend emprunter certains des soucis pour leur donner des débouchés réels. Elle permet de convaincre chacun des membres qui partage une autre position que l'écodémocratie peut trouver aussi une réponse à sa désorientation propre. L'écodémocratie met au centre de sa pratique l'art de faire des alliances et pour cela de convaincre.

Les trois oppositions

Le projet écodémocrate s'oppose aux politiques qui ne reposent que sur la tradition, sur le modernisme et sur le relativisme.

Plaçons-les sur notre boussole pour comprendre en quoi certains de leurs soucis peuvent être empruntés et d'autres doivent être rejetés.



Les traditionalismes de gauche et de droite

Les traditionalismes sont désorientés dans notre monde et proposent le retour à des autorités et à des traditions comme seule perspective politique. Il est aisé de les critiquer, comme partisans de l'ordre moral, comme chauvinistes, comme xénophobes, comme apôtres de la famille et de son ordre patriarcal. Présentés sous cette forme, ils ne sont guère sympathiques pour la gauche dans son ensemble. Mais ce serait oublier trop vite que la gauche comporte aussi

ses partisans de la défense de la nation, malgré son internationalisme supposé. Les communistes staliniens ont su exploiter la peur de l'autorité et l'exigence de l'ordre pour faire fonctionner aussi bien les pays de l'Est que les partis ou les syndicats de l'Ouest. D'autres, à gauche aussi, prétendent rétablir l'autorité des maîtres d'école, celle des juges, celle de la police sans pour autant analyser pourquoi ces autorités se sont effondrées. Les réformes du droit de la famille, le PACS en France, ont trouvé de nombreux opposants à gauche même : le souci de préserver l'unité de base de la société sous sa forme de la famille conjugale est réaffirmé. Les traditions rurales sont aussi bien défendues à gauche qu'à droite et certains mouvements ont joué de cette confusion pour prétendre unifier sous leur bannière toute la désorientation compréhensible des ruraux (CPNT en France). Les régions et leurs traditions donnent aussi lieu, en Italie particulièrement (la Ligue du Nord), à une exploitation de la solidarité du proche contre la solidarité étendue à l'échelle de la Nation. Aucune solidarité n'est dès lors possible avec les immigrés : même à gauche, certains préféreront défendre la « communauté » proche.

■ La tradition de classe

Lorsque la gauche d'inspiration marxiste, gauchiste ou non, prétend s'affranchir de la nation et critique les traditionalistes de droite, c'est pour vanter la solidarité « de classe ». Or, le salariat est devenu une condition généralisée et le travail ouvrier industriel a petit à petit été grignoté par les emplois de service. Il sera toujours possible de se rabattre sur « la classe pour soi », sur le sens de la classe, pour prétendre continuer à la défendre. Malheureusement, syndicalement comme politiquement, tout indique que la coupure entre les salariés à emploi stable et protégé (par des syndicats notamment) et les précaires ou les chômeurs est devenue une nouvelle frontière. Toute supposée « conscience de classe », déjà affectée par la désorientation politique générale, devient impossible à produire lorsqu'une telle division marque le camp « d'en bas ». La défense de la

« classe ouvrière » devient ainsi une tradition comme une autre, défense d'une « catégorie » qui ne parvient plus à décrire des situations réelles et éprouvées.

■ Des traditions familiales et nationales plutôt récentes

Le trait commun de toutes ces revendications, c'est avant tout l'affirmation d'identités comme autant de traditions devenues des quasi-natures, indiscutables, alors même qu'elles sont historiques et déjà en voie de disparition. La famille conjugale n'a que moins d'un siècle d'existence et l'on prétend la défendre contre les menaces des divorces, des recompositions et de la liberté sexuelle réunies. Les nations européennes n'ont que quelques siècles d'existence et ont donné lieu, encore récemment dans les Balkans, aux pires boucheries qui soient mais il faudrait les préserver de toute menace fédéraliste à l'échelle européenne. Les mythes nationaux mais aussi régionaux ont été délibérément construits dans le courant du XIX^e siècle comme l'a montré A.-M. Thiesse, mais ils sont devenus désormais des évidences, des forteresses qu'il faudrait défendre à tout prix. Dans ce cas, la peur de l'incertitude conduit à produire des identités par essence que l'on ne peut plus discuter et qui ont déjà conduit à des logiques de guerre.

■ Prendre en compte la désorientation de tous créée par la perte des traditions

Pourtant, un projet écodémocrate ne peut ignorer ces peurs, il doit proposer une sortie des modèles autoritaires sans passer au relativisme, il doit saisir ce qui ne doit pas être oublié dans les traditions. Il faut comprendre par exemple pourquoi la disparition des commerces ruraux, l'extension infinie de la taille des exploitations agricoles et la disparition progressive de la population agricole ont fait s'effondrer de nombreux repères, au-delà de la nécessité et de la « rationalité » économiques. C'est précisément une rationalité devenue « démesurée » qui a poussé la modernisation agricole dans une impasse pour tout le monde

rural. Le paysage, la qualité des terres et celle des produits, les réseaux de services publics et d'entraide, la variété écologique et culturelle, le sens d'une relative maîtrise de son environnement ou plutôt d'un couplage avec lui, couplage fait d'une longue accumulation de savoirs locaux, c'est tout cela qui s'effondre en même temps. Et ce ne sont pas seulement les populations locales qui y perdent tout sens à leur vie, c'est aussi toute la société qui coupe trop vite ses attaches avec le monde rural qui était, il y a encore un siècle seulement, le monde de référence pour toutes les activités humaines. Les agriculteurs ne peuvent guère être accusés d'avoir été traditionalistes dans cette affaire, leurs organisations ont au contraire fait preuve de modernisme, nécessaire dans un premier temps et porté par toutes les jeunes générations, puis devenu délirant. L'écodémocratie doit apprendre de cette expérience. On doit prendre au sérieux les attaches défendues par les traditionalistes et travailler à recomposer le monde en prenant en compte leurs craintes et toutes les entités qu'ils représentent.

■ Composer un monde rural réinventé

Pour autant, la prise en compte des traditions ne saurait se traduire par un « retour à » un monde qui a disparu et qu'on idéalise souvent. Les traditions rurales, c'est aussi la société de surveillance réciproque, l'autorité et le règne du bon vouloir des aristocrates jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, le patriarcat dans toute sa violence, la misère de tant de paysans pauvres et de salariés agricoles. Aucune nostalgie globale, donc, aucun romantisme du passé ou des traditions. Il faut au contraire procéder à un patient inventaire de ce qui vaut la peine d'être préservé, qui de ce fait doit être réinventé. C'est alors qu'on entre dans l'incertitude car personne ne sait par avance ce qui vaut la peine d'être préservé. Certains pensent le savoir mais lorsqu'on organise le débat, on constatera qu'il y a bien d'autres choses qui méritent une attention. Les agriculteurs ne pourront pas prétendre avoir le monopole du « rural » et, même entre eux, devront composer avec des divergences fortes. Il faudra

donc écouter les autres ruraux, les néo-ruraux, ceux des résidences secondaires, les enfants de paysans partis à la ville parce qu'ils ne trouvaient pas de terre pour reprendre la ferme de façon viable, les villes qui consomment l'eau de réservoirs contaminés par les abus de phytosanitaires et par les déjections animales, la grande distribution qui impose ses prix bas et qui diffuse en même temps des produits bio ou de qualité traditionnelle, les services techniques qui contrôlent la qualité des produits mais aussi ceux qui fixent les primes demandées à l'Union Européenne, les chasseurs qui viennent de la ville en payant leur partie de chasse, etc. Certaines initiatives à l'échelon local, des réseaux de diffusion directe de produits à petite échelle en Bretagne par exemple, peuvent parfois se transformer en contrats d'orientation plus larges passés entre agriculteurs et grandes villes, comme c'est le cas en Allemagne.

Pas de fixation sur le local dans ce cas mais il est vrai que, les traditions ayant tendance à valoriser cette échelle, l'écodémocratie doit faire la preuve que l'on peut traiter le local sans faire ni de la technocratie de territoires artificiels ni de la proximité démagogique ni bien sûr prétendre à l'austérité.

■ Connaître ses traditions pour les réinventer

L'une des grandes richesses des traditions rejoint les leçons de l'écologie : nous ne sommes pas la source de nous-mêmes, nous sommes toujours des héritiers, nous ne pouvons pas faire « table rase ». Cet enseignement peut fort bien être repris à son compte par le projet écodémocrate. Loin d'être un message empreint de fatalisme et de soumission à une toute-puissance, c'est au contraire un appel à prendre en compte nos attachements à nos ancêtres, à notre histoire, à faire œuvre de modestie, de prudence, sans prétendre tout réinventer, tout maîtriser. Toute la tradition révolutionnaire de la gauche, qui a produit les effets de « table rase » terribles que l'on connaît dans tant de pays durant le XX^{ème} siècle, ne peut survivre à cette exigence. Tourner des peuples entiers contre leur propre héritage, contre des

minoritaires puis contre leurs propres familles, et enfin contre eux-mêmes, dans les autocritiques bien connues, c'est la conséquence de ce supposé « sens de l'histoire » qu'au-delà de Marx, le marxisme-léninisme a fondé comme dogme. Cette antidote contre le modernisme doit pourtant être prise à dose homéopathique : il est en effet aisé de se retrouver paralysé par les certitudes dogmatiques que les religions ont produites par exemple. Leur effondrement particulièrement net dans les pays européens peut être considéré comme une chance pour pouvoir explorer des possibles. Cet esprit de la discussion qui fait l'essence de la démocratie peut pourtant être insufflé jusque dans les matières théologiques. Mais discuter, cela suppose de s'intéresser, de posséder certaines clés d'interprétation qui permettent de se réapproprier la culture religieuse, quitte à en faire des versions différentes. Or, ce qui est plus inquiétant, et Régis Debray l'a souligné, c'est l'indifférence et l'inculture en matière religieuse et plus largement spirituelle. Cette absence de prise en compte de nos propres origines conduit aussi bien à répéter sous des formes laïques les mêmes anathèmes que l'on a connu de la part des religions, qu'à se jeter en toute naïveté dans les bras des sectes dès lors que le manque de spiritualité, d'attention à notre lien avec le cosmos, avec les fins de la vie et de la mort, devient trop criant.

Les relativismes

À l'opposé des traditions, sur l'axe des attachements comme sur celui de l'incertitude, la boussole écodémocrate situe les relativismes. Rien de plus éloigné des dogmes que nous venons d'évoquer que cette posture. Tout leur être est tendu vers le refus des attachements, aussi provisoires soient-ils. Ils ne craignent pas l'incertitude, ils y baignent et en profitent à l'extrême. Certaines professions les incarnent par excellence, dans le monde de la finance notamment ou encore dans celui des médias, tous ces mondes où l'opportunisme est récompensé avant tout. Les

valeurs de la tradition, la fidélité, la solidarité, la prévision, le long terme, la répétition, les rites, etc. n'ont guère de sens pour eux. S'ils sont tant valorisés actuellement, c'est bien parce qu'ils sont une forme libérale de la promesse démocratique : ce régime doit seulement garantir à chacun de pouvoir gagner sa place au soleil.

■ Libertaire pour les mœurs et dirigiste pour l'économie et l'environnement : les paradoxes des écologistes

De fait, la gauche a toujours défendu un assouplissement constant des mœurs, un refus de la norme et du contrôle social au profit de la liberté de choix individuel. Toutes les campagnes féministes et leurs dérivés insistaient sur ce refus des places assignées, sur cette exigence de la liberté de choix : divorce, avortement, adoption, formes diverses d'association, orientations sexuelles, procréation, toutes ces questions sont souvent traitées de façon relativiste, à gauche le plus souvent. Mais cette position s'étend à toutes les autres pratiques, comme la liberté d'expression, la consommation de drogues, etc. Ce qui est dénoncé dans le domaine économique et social comme le comble de l'individualisme devient en matière de mœurs le modèle indiscutable de la liberté individuelle et des droits des citoyens. Les relativismes sont en fait l'espace politique d'une alliance libérale-libertaire. Une bonne partie des écologistes se retrouve dès lors en pleine contradiction. Sur le plan des comportements économiques de consommation, ils prônent un contrôle, des pénalités, voire de la répression pour favoriser les économies d'énergie, le recyclage, etc. Mais sur le plan des comportements dits privés (en quoi ?), ils exigent la plus grande liberté de choix en refusant toute normativité.

■ La réussite du libertarisme

Le relativisme est devenu le principe dominant des choix politiques contemporains, sous sa forme libérale comme sous sa forme libertaire, et c'est en grande partie par réaction à cette domination que les mouvements traditionalis-

tes ont repris un certain poids, dont l'extrême droite profite. Le libéralisme s'est justifié dans la construction de la démocratie contre les risques de pouvoir absolu de l'Etat issu de l'Ancien Régime. Il se justifie encore lorsqu'il s'agit de constituer des opinions éclairées, comme l'avaient imaginé les Lumières, dont le combat est toujours d'actualité dans tant de pays. Mais il a continué sur sa lancée, vers la démesure, là où aucun ennemi n'était en vue, dans les démocraties les plus établies, pour devenir l'auxiliaire de la toute-puissance des individus, supposés capables de s'auto-déterminer dans tous les domaines. Il est pourtant essentiel de garder vivant l'esprit de contestation voire d'insoumission aux arbitraires et aux autorités : c'est la condition même d'un véritable débat démocratique. De même, l'appel à l'émergence des sujets, de leurs singularités, est une condition vitale pour que les collectifs ne s'enferment dans des supposées identités naturelles indiscutables. Tout cela, D. Cohn-Bendit a pu le faire et le représenter. Mais lorsque cette exigence débouche sur l'abandon des objectifs de mise en commun, de construction de collectifs, sur la promotion d'une « société des individus », déjà réalisée, incapable d'admettre toute normativité, ces projets de « troisième gauche verte » finissent par être interprétés comme du laisser-faire individualiste aussi bien économique que moral, comme un relativisme, libéral-libertaire. Or, les relativismes eux aussi peuvent conduire à la guerre de tous contre tous, à partir d'individus refusant tout compromis avec les autres membres de la société.

■ Liberté et souffrance des relativistes

Mais ce relativisme finit par épuiser les sujets eux-mêmes, qui n'en finissent pas de remettre en cause leurs propres traditions, qui doivent sans cesse se réinventer : cette « fatigue d'être soi » (Ehrenberg) doit être prise en compte elle aussi. Elle génère toutes les souffrances au travail ou dans la famille, tout ce climat dépressif omniprésent. Le détachement revendiqué par les relativistes génère de la désorientation. Le projet écodémocrate peut entendre

re aussi ces souffrances sans pour autant reprendre la posture relativiste. La revendication de maîtrise sur sa propre vie est a priori un élément dynamique qui rompt avec ce que d'autres appelleraient la passivité ou la soumission à l'ordre établi : elle constitue donc un ressort fort bien exprimé par le slogan « choisir sa vie ». A une condition : l'impératif de liberté n'est supportable que dans la mesure où il est traité collectivement et se transforme en impératif démocratique.

■ Le savoir-vivre l'incertitude des relativistes et ses dérives

Mais il faut souligner à quel point l'apprentissage de l'incertitude est un atout dont l'écodémocratie doit s'inspirer. Les revendications libertaires refusent de prendre les valeurs héritées comme allant de soi. Les dogmes dirigistes en matière économique ont déjà produit leurs effets pervers, économies administrées voire totalitaires. La capacité d'adaptation, que ce soit sur le plan économique ou moral, affirmée par le libéralisme et le libéralisme, est devenue indispensable dans un monde complexe. C'est aussi le cas pour l'environnement où l'art du pilotage des écosystèmes est fait d'adaptation et non seulement de préservation.

C'est lorsque la règle devient l'instabilité permanente que l'on assiste à la dérive libérale-libertaire et à ses effets déstabilisants sur les structures sociales, économiques et morales. Les relativistes, au rang desquels les libéraux aussi bien que les libertaires, prétendent se passer de tout levier pour coordonner les comportements économiques ou les comportements moraux. Ils condamnent la plupart d'entre eux à l'impuissance et à la perte de prise sur leur monde, au profit de quelques uns qui disposeront toujours de ressources suffisantes pour s'en sortir. Ressources financières, ressources intellectuelles, grâce à des niveaux de formation qui deviennent un instrument de discrimination terrible lorsque l'incertitude domine. C'est pourquoi on attache cette posture relativiste aux « bobos », bourgeois bohèmes, instruits et urbains, et nomades.

■ Le règne de l'opinion

La forme dominante de l'opinion dans cette politique relativiste finit par gagner d'autres sphères, le marché financier devenu économie d'opinion (Orléan), mais aussi l'activité politique elle-même. Or, le monde de l'opinion ne constitue en rien un collectif permettant de gérer des responsabilités: il est extrêmement volatil et fortement asymétrique puisque seuls quelques médias disposent de la puissance nécessaire pour construire ces opinions. Dans une approche écodémocrate, les médias, indispensables pour traiter les problèmes contemporains à une échelle de masse, peuvent contribuer à une autre forme d'opinion publique, dont les liens avec les pratiques sociales et avec des relais variés renforceraient le caractère démocratique. Le rôle de médiateurs qui constitue leur cœur de métier peut être mis en valeur pour sortir de la tyrannie de l'événement et aider à la mise en délibération des questions. La constitution des connaissances collectives et des grilles d'interprétation peut s'appuyer sur les technologies informatiques à condition de prendre en compte systématiquement le travail effectué par les médiateurs de terrain, ceux qui peuvent constituer les collectifs. Toutes les radios qui donnent la parole de même que les émissions de discussion reconnaissent cette demande mais la réduisent à des paroles individuelles, sans temps d'élaboration et sur des sujets purement narcissiques souvent.

Les modernismes

Lorsque les modernistes sont désorientés, ce sont toutes les sociétés occidentales qui vacillent. Le projet moderne est en effet une œuvre de longue haleine, qui commençait seulement à venir à bout des traditions contre lesquelles il s'est constitué. Projet d'émancipation politique et projet d'emprise scientifique sur le monde ont marché de pair de façon souterraine dès la Renaissance avant de donner toute leur puissance avec la révolution politique (américaine et française) et avec la révolution industrielle (anglaise pour beau-

coup). Tout une vision du monde s'est construite contre la domination des religions pour prétendre que des individus réunis par contrat social pouvaient gagner la maîtrise du monde en s'arrachant aux traditions.

■ Le rouleau compresseur du progrès

Il faut bien dire que le rouleau compresseur du progrès faisait preuve d'invincibilité: explications toujours plus puissantes qui débouchaient sur des techniques toujours plus efficaces, pouvoir politique éclairé auquel, avec l'instruction, pouvaient prétendre de plus en plus de citoyens. Et lorsque les premiers « effets secondaires » du développement industriel se firent sentir sous forme de la question sociale, des solutions d'assistance, des règles élémentaires, des techniques d'hygiène, ont été trouvées qui ont donné corps à ce progrès pour chaque famille. L'Etat-providence allemand, anglais puis étendu à toute l'Europe des années après guerre, devint même une bureaucratie plutôt performante pour créer une société d'assurance, de sécurité. Les Trente Glorieuses de l'après-guerre sont en fait l'apogée de la domination moderniste et de l'adhésion populaire en faveur du progrès, qui permettait d'oublier rapidement le génocide des Juifs, débouché impensable de cette marche du progrès, qui reprit aussitôt. Les campagnes furent bouleversées, les villes aussi, les universités même... et soudain le ressort cassa. Quelques prophètes de malheur l'avaient annoncé, comme le club de Rome, comme René Dumont.

■ Panne d'universalisme et panne de providence

La décolonisation forcée de la « périphérie » était sans doute un signe avant-coureur de la difficulté à prétendre apporter la science aux sociétés du monde tout en pillant systématiquement leurs ressources et en leur refusant les droits offerts aux citoyens du « centre ». Le choc pétrolier qui suivit n'est pas sans relation avec cette histoire non réglée et c'est lui qui marque le plus les esprits comme la fin de la croissance permanente et du plein emploi. Première attaque

donc pour le modèle moderniste : sa prétention universaliste se voit rejetée par des nationalistes du Tiers Monde qui s'en prennent même à sa source d'énergie que l'Occident ne maîtrise pas mais dont tout le modèle économique dépend ! Cette panne d'universalité du modernisme se constate en permanence dans la difficulté des sociétés occidentales à vivre avec l'immigration massive qu'elles provoquent.

Seconde panne qui va suivre la première : l'Etat-providence si récent ne fonctionne plus car il n'a pu contenir les assauts du capitalisme financier pour répartir la richesse en sa faveur. Depuis 30 ans, le chômage a cru et ne recule pas, la demande stagne et la précarité s'étend. Ce sont alors les plus pauvres de la société occidentale elle-même, mais aussi les jeunes, qui perdent confiance dans le progrès.

■ Excès productiviste

Pourtant, il suffisait de continuer sur la lancée. Les campagnes pouvaient encore donner plus de lait, élever plus de poulets et de porcs, il suffisait de les transformer en industries, de faire des paysans des indépendants intégrés qui encaissent toutes les pertes et donnent les profits aux firmes agroalimentaires ou à la grande distribution, de raser tous les talus et de forcer la terre à produire encore plus à coup de pesticides et d'engrais. Le productivisme dépassait la modernisation agricole et partout ailleurs d'autres productivismes s'installaient, pour en finir avec les traditions de production, de distribution, de loisirs, de transports, etc. Mais, depuis presque 20 ans, cette industrialisation de toutes nos activités orientées désormais vers la masse se voit dépassée et remise en cause par plus productiviste. Le capitalisme financier exige désormais des rendements pour les actionnaires, indépendamment de la viabilité ou non des entreprises. Dès lors, les entreprises qui avaient rationalisé, les paysans qui s'étaient endettés, les commerçants qui avaient pris des risques et changé leurs méthodes, sont balayés du jour au lendemain par des vagues de concentration, par des hausses ou des baisses de titres boursiers. Troisième sortie de route pour excès de vitesse cette fois : la

révolution industrielle dévore ses enfants dès lors qu'elle devient révolution financière, libérée par le décrochage du dollar vis-à-vis de l'étalon-or puis par l'imposition du libre-échange généralisé.

■ Le retour des « effets secondaires » et la perte de confiance envers la science

Et c'est pourtant à ce moment précis que reviennent en pleine figure toutes les conséquences de cette industrialisation à outrance. La pollution de l'air, de l'eau et des sols, la destruction des milieux naturels, la disparition des espèces pour la pêche, l'érosion des sols, l'épuisement des ressources énergétiques, etc. finissent par devenir visibles. Ceux qu'on appelle les « productivistes » ont détruit des ressources sans compter, en traitant la nature comme un réservoir inépuisable qu'ils ont pillé. C'est en fait une extension du modernisme, d'un projet de maîtrise du monde qui n'avait pas de principe d'autolimitation. Cette faiblesse morale et philosophique constitue la base même d'une recherche d'un principe de précaution qui doit s'étendre à toutes les activités humaines.

Car, pire encore, les conséquences imprévues ne viennent pas seulement de cette nature supposée extérieure, elles viennent de techniques elles-mêmes. Three Mile Island, Tchernobyl, de 1978 à 1986, le nucléaire n'apparaît plus comme le miracle vanté par les scientifiques. En fait, chacun voit que les scientifiques ne maîtrisent pas totalement cette énergie alors que tout le modernisme était une prétention à la maîtrise.

Plus grave, dans certains cas, ces mêmes scientifiques peuvent mentir et nier les résultats que certains de leurs collègues mettent en évidence, comme la responsabilité de l'amiante dans la mort de milliers de personnes. Avec le Sida, on voit rapidement que leurs savoirs permettent certes d'identifier un virus mais qu'il faut près de 20 ans pour trouver les thérapies permettant de contrôler l'évolution d'un malade sans pouvoir le guérir : tout d'un coup, ils sont plus modestes, voire même quasi impuissants. Avec la vache folle, des changements de régime alimentaire ont été autorisés et

les scientifiques ou les experts arrivent seulement après la catastrophe pour s'étonner que la barrière des espèces ait pu être franchie par le prion. Bref, l'autorité incontestée de la science des années 60 s'est effondrée en quelques années. Elle qui était supposée réduire l'incertitude et nous garantir le progrès (même si les scientifiques ne le prétendaient pas, on le disait pour eux!), la voilà qui crée de l'incertitude. C'est d'elle qu'il faudrait se méfier désormais par exemple quand elle annonce que les OGM ne sont pas nocifs. « Comme l'amiante ou comme les farines animales? ».

■ Les féministes « gagnantes » et dépassées par plus radicaux

Cette faillite d'une autorité centrale est d'autant plus grave que le modernisme a travaillé à constamment saper d'autres autorités comme les religions. Dans les années 60, le socle même du principe autoritaire a commencé à s'effondrer. La libre disposition de leurs corps pour les femmes grâce à la pilule est un des grands symboles de la lutte contre les traditions et les dominations, menée à la fois politiquement et scientifiquement. Mouvement féministe et pilule vont donner leurs effets dans les années 70 avec un féminisme actif, des remises en cause radicales des mœurs et partant de toutes les autorités, notamment dans les familles. Or, dans les années 90, le bilan de ces luttes n'est plus aussi satisfaisant, comme si des causes plus structurelles de la domination masculine n'avaient pas été altérées par tous ces changements: obtenir le droit au travail pour faire une double journée, gagner sa liberté sexuelle pour se retrouver seule à élever les enfants après le divorce, gagner la parité en politique pour ressembler finalement aux hommes politiques d'avant, on pouvait espérer mieux. Le féminisme, et avec lui tous les mouvements d'émancipation, sont alors dépassés par plus radicaux, par des relativistes qui veulent jouer de toutes les identités sexuelles, par des libertaires qui exigent leurs droits tout en refusant toute participation ou intégration. Cinquième panne sévère: le modernisme politique est lui aussi miné de l'intérieur.

■ Il faut sauver les modernistes perdus!

Les modernistes sont désorientés eux aussi et d'autant plus que leur responsabilité est largement engagée: ils ont en effet dominé le monde dans les gouvernements, dans les entreprises et dans les idées. Les relativistes du capitalisme financier qui aujourd'hui dominent à leur tour sont finalement issus souvent de leurs rangs, ils n'ont fait que pousser au bout la logique du détachement vis-à-vis de la nature, des traditions, des règles communes au profit « d'individus » tout-puissants. Les gestionnaires sociaux, les productivistes, les scientifiques et les féministes sont tous dans le même bateau: ils ont sincèrement cru au modernisme et ils voient aujourd'hui seulement les conséquences de leurs actes ou de leur passivité. Certains choisissent la fuite en avant et relancent tous les credo du progrès, parfois de façon virulente, au point de faire dans le scientisme ou dans la technocratie pour certains. Mais beaucoup sont aussi demandeurs d'autres façons de faire, de réflexivité, de cette « modernité réflexive » dont parle Beck, qui leur permettrait de reprendre en mains leur destin. Mais pour cela, il faudrait qu'ils admettent que le temps des dogmes modernistes est passé, que leurs places devront être désormais beaucoup plus modestes, au sein de collectifs qui vont chercher avec eux à retrouver cet esprit d'invention, de recherche de la vie bonne qui les animait.

Egalité et liberté revues par l'incertitude et la solidarité

La question de la liberté comme celle de l'égalité doivent être reprises par l'écodémocratie car elles fondent tous les projets politiques. Pour sortir des dérives libérales et individualistes d'un côté, collectivistes et étatiques de l'autre, qui sont leur traitement dominant, il faut questionner leurs fondations à la lumière du principe d'incertitude et du principe d'attachement (ou de solidarité). Ces deux principes conduisent à remettre en cause les stéréotypes selon lesquels :

1/ les attachements sont décidés par des individus libres et autonomes (le contrat social)

2/ des états de liberté et d'égalité peuvent être décrits en substance, chacun pouvant dire pour lui-même et pour les autres, en toute certitude, ce qu'est un être libre ou un état de liberté ainsi qu'un échange égal ou un état d'égalité.

Nous dirons au contraire que les humains, aussi bien que les objets ou la nature, sont toujours déjà attachés, de différentes façons et que les relations libres et égales ne se construisent donc pas sans ce socle, dans une supposée autodétermination. Nous dirons aussi que nul ne sait dire

avec garantie qu'un échange est égal ou libre, nul ne peut constater un état de liberté ou d'égalité, car il s'agit toujours de relations de communication, marquées par la non-transparence des états des personnes. Dans ces conditions, liberté comme égalité ne sont que des principes directeurs et non des états substantiels. Liberté et égalité ne peuvent être constatés que par leur absence durable, des privations de l'une ou des asymétries pour l'autre. Les buts de liberté et d'égalité ne peuvent donc être poursuivies que par des révisions successives, ce qui suppose des dispositifs politiques pour le faire. Liberté et égalité, au bout du compte, ne peuvent être connues, décrites ou évaluées que dans un contexte dialogique, dans une délibération entre les acteurs concernés. D'où l'importance des collectifs et de procédures pour faire émerger ces catégories, liberté et égalité, qui ne sont en rien définies a priori, ce qui était peut-être finalement une des définitions de la fraternité !

■ Liberté d'association

Partant de ce point de vue, et en accord avec les traditions historiques, c'est la liberté d'association qui est et qui était essentielle. Nous sommes toujours « attachés », associés, toujours « membres de », dès notre naissance (une famille par exemple), et jamais « individus ». Ce principe d'association n'est pas réductible aux associations déclarées comme telles. Pour participer à la liberté, il est toujours nécessaire de se grouper, de faire émerger des formes de collectifs dont les membres et les frontières sont beaucoup plus incertains que ceux qui sont institués. L'exemple type de ces collectifs incertains peut être emprunté au budget participatif de Porto Alegre qui autorise des groupes de 20 personnes à déléguer un membre pour le débat budgétaire, quel que soit le principe de regroupement de ces personnes. Qui dit liberté doit dire aussi démocratie et sphère de débat possibles sur la composition de ces collectifs. C'est en cela que les collectifs en question n'ont rien de « collectivistes » car ils explorent et collectent sans prétendre connaître a priori les formes du monde commun qu'ils construisent. On notera d'ailleurs que

les modalités du budget participatif de Porto Alegre doivent déjà être réinventées pour éviter toute forme de désintérêt ou de bureaucratie : ce n'est donc pas une nouvelle forme parallèle d'étatisme qui est en jeu ici mais bien l'exploration des participants concernés par chaque problème. Cette tradition associationniste n'a rien de naturelle pour la gauche puisque, durant la Révolution française, les lois d'Allarde et Le Chapelier ont voulu supprimer les corporations et, dans le même mouvement, la liberté d'association. Il faudra attendre 1884 pour qu'elle soit rétablie pour les syndicats, puis 1901 pour les associations en général.

Egalité et injustice

De la même façon, la question de l'égalité doit être reprise. Elle est le plus souvent interprétée comme égalité matérielle entre individus. La prise en compte des autres critères d'inégalité possibles a beau être rappelée, c'est cette interprétation qui domine. Or, cela conduit à privilégier un abord marchand de l'égalité et finalement à admettre le terrain sur lequel s'est fondé le libéralisme. Ainsi, la polarisation sur les augmentations de salaire de la part des syndicats, ce « toujours plus » qui leur a été reproché, ne permet pas de porter un nouveau projet dans les entreprises comme dans toute la société. Les inégalités matérielles sont certes insupportables lorsqu'elles atteignent de tels écarts et qu'elles nient toute reconnaissance au travail d'un salarié et on comprend qu'on les combatte. Les courbes ascendantes des rémunérations des PDG de grands groupes, assurés de se reconvertir et bénéficiant de stocks-options, mais aussi des vedettes du show-biz, des médias, finissent par porter atteinte à la dignité des autres travailleurs, sans parler des pays du Sud.

L'injustice des inégalités matérielles et des revenus est déjà patente. Mais, comme le dit M. Walzer, c'est dans le cadre d'une égalité complexe, prenant en compte la diversité des biens sociaux, que nous devons penser la justice. Et ce qui définit vraiment l'injustice, c'est lorsque les avantages accordés dans une sphère de la société s'étendent aux autres sphères qui sont pourtant gouvernées par d'autres principes.

Ainsi, la richesse matérielle ne devrait en aucun cas garantir une meilleure éducation, une meilleure justice, une plus grande célébrité, un plus grand pouvoir politique. Or, c'est ce qui se passe dans tous les pays et qui autorise à parler d'injustice structurelle, provoquée par la domination d'une oligarchie. Toute la société, la liberté et la justice, se trouvent mises en cause par cette extension abusive d'une sphère sur les autres, celle de la richesse économique, celle du capital. Nous pouvons certes exiger des réductions massives des écarts de revenus, pour traiter la première injustice, et c'est ce que la gauche a toujours prétendu faire en veillant à la redistribution sous diverses formes par l'impôt, comme le font les sociétés social-démocrates. Mais il est tout aussi important de proposer une autre définition de l'égalité qui repose sur une conception étendue de la justice et non sur l'égalité matérielle entre les individus.

■ Au-delà de l'égalité des individus

Première voie de sortie : l'égalité ne peut plus être traitée comme un enjeu purement individuel. Ce sont les collectifs qui doivent devenir les unités de référence pour mesurer ces inégalités à plusieurs échelles.

Deuxième voie de sortie : l'égalité ne peut plus être traitée comme un enjeu purement matériel, que des compensations financières pourraient corriger. Pour cela, nous devons admettre la pluralité des mondes dans lesquels nous sommes engagés et refuser profondément la domination actuelle de la sphère marchande. Bien d'autres sphères reposent sur d'autres principes de jugement : le monde industriel, le monde de la tradition, le monde de l'opinion (les médias), le monde civique (les institutions) ou le monde de l'art. Il faut proposer des dispositifs, légaux, institutionnels et politiques, pour empêcher toute importation des inégalités d'une sphère dans une autre. Il faut s'assurer que chacun puisse trouver, dans un registre ou un autre, à exprimer son excellence sans subir de pénalité par sa faiblesse dans un autre domaine : il doit être possible d'être « grand » (Boltanski et Thévenot) en politique sans avoir été grand en affaires ou à l'école et vice et versa.

Une politique écodémocrate serait vraiment de gauche si elle assurait précisément l'impossibilité de reconvertir le « capital » social, éducatif ou économique dans une autre sphère. Si les plus grands dans le monde marchand bénéficient actuellement de tous les avantages, c'est aussi parce qu'ils reconvertissent leurs moyens dans des titres et des diplômes qui font apparaître leur position sociale comme le résultat d'un mérite sanctionné de façon juste par les institutions scolaires. A l'autre bout de l'échelle sociale, on sait aussi que les indemnités que touchent un chômeur sont certes nécessaires mais ne peuvent en aucun cas compenser la perte de reconnaissance sociale ainsi subie : c'est la possibilité de servir la société, d'être utile, et d'être reconnu par la société pour cela, qui devient aussi vitale. L'égalité suppose alors de pouvoir encore être traité comme un citoyen à part entière, comme capable de contribuer, comme responsable.

■ Au-delà du républicanisme et du communautarisme : les « communautés civiques »

Un des clivages les plus marquants pour la gauche, en France surtout, demeure l'opposition entre principes républicains et tendances communautaristes. Tout projet politique est sommé de se placer sur cette grille.

Républicanisme et communautarisme ont pourtant provoqué également des risques supplémentaires de fragmentation de la société. Dans les deux cas, des approches en termes de discrimination positive ont été tentées pour corriger les impasses auxquelles ils conduisaient. Le « busing » aux USA forçaient les écoles à la mixité sociale en déplaçant les enfants en bus. Les « equal opportunity acts », dits en France de « discrimination positive », ont évolué vers des quotas (pour l'embauche ou pour l'accès à l'enseignement supérieur) qui ont été contestés devant les tribunaux. En France, ce sont avant tout des politiques territoriales qui ont tenté de redistribuer des moyens plus importants pour les quartiers défavorisés, sur des territoires et non pour des individus ou des collectifs. Cette action se réalise toujours sous couvert de l'administration, ce qui conduit J. Donzelot à par-

ler de « magistrature sociale » (in Faire société). Il met bien en évidence l'absence de mobilisation de collectifs dans ces dispositifs. De son côté, la dynamique communautaire américaine ne se rencontre pas seulement sous forme des ghettos. Elle se fonde aussi sur « l'empowerment », sur une forme de « prise de pouvoir » sur son environnement de la part des citoyens, sans pour autant que ces collectifs se réduisent à des groupes ethniques. La communauté en question devient « civique », comme le montre Donzelot :

- elle se situe dans une perspective d'intégration et de prise en compte des normes sociales partagées et non dans une logique de ghettos : elle est en cela plus républicaine qu'on ne le pense ;
- elle va au-delà car elle repose sur un apprentissage de la responsabilité, de la prise en charge des collectifs par eux-mêmes, ce qui est fort éloigné des pratiques sociales de pays comme la France et de toutes les social-démocraties à forte prise en charge étatique.

■ Comment la République peut apprendre des communautés

La prise en compte des appartenances réelles ne débouche pas nécessairement sur l'enfermement dans ces communautés. Certes, lorsque l'appartenance communautaire est tellement contrainte par la ségrégation et le racisme par exemple, il est difficile de les dépasser. « Prendre en compte » dans ce cas, ce n'est jamais se satisfaire de ces situations de ségrégation et d'oppression mais ce n'est pas non plus interdire à ces groupes d'exploiter les seules ressources collectives dont ils disposent pour devenir « correctement civiques ». En reconnaissant la communauté d'appartenance, on se donne les moyens de créer une dynamique de responsabilité, de prise en charge, de prise de pouvoir, à caractère civique étendu si l'on veille à étendre ces collectifs. Dès lors qu'on exige au contraire de ces communautés de se dissoudre au préalable dans une liste de citoyens abstraits, qui sont autant d'ayant-droits des organismes sociaux, on les fait entrer dans un moule en leur faisant perdre par la

même occasion toute capacité de mobilisation, de responsabilité sur leur propre vie. Le modèle de l'assistance apprend à acheter ses droits en affichant un comportement normalisé, ce qu'on appelle l'intégration. La République ne doit pas poser de conditions préalables à l'entrée en citoyenneté mais rester cependant exigeante sur son projet de construction d'un monde commun. Elle doit devenir un horizon pour composer avec toutes les diversités et se réinventer elle-même à cette occasion. Il n'existe aucune garantie sur ce plan, et c'est en cela que l'incertitude reste déterminante. La pratique de l'égalité républicaine a priori paraît plus garantie en première approche mais, dans les faits, chacun peut constater qu'elle aboutit à produire des discriminations, qu'elle ne suffit pas à tendre vers l'égalité réelle (inatteignable, rappelons-le). C'est donc une révision des procédures qu'il faut engager, pour prendre le risque de s'appuyer délibérément sur les collectifs. Le seul atout contre les risques de dérive communautariste sera le travail des médiateurs, dont peuvent faire partie les militants politiques écodémocrates, formés à cet exercice de la formation pratique des « communautés civiques ».

Les définitions des collectifs

A travers ce parcours des notions classiques, le projet écodémocrate paraît toujours mettre en avant le pouvoir des collectifs, leur mobilisation, leur travail de composition et de prise en compte de nouveaux membres et leur exigence de délibération démocratique.

■ Collectifs et non communautés ni agrégat d'individus

Si le terme « collectifs » possède une vertu et une limite, c'est bien celle de ne pas être trop précis.

Une position traditionaliste réduirait aussitôt la question à celle des communautés, de groupes identifiés, voire identitaires, stables.

La position moderniste ne traiterait que de collectifs de citoyens représentés par les institutions de l'Etat-Nation et ses diverses instances, c'est à dire d'êtres égaux en droits, sans pouvoir prendre en compte la diversité des formes de leur constitution ou leur attachement à l'histoire et à la tradition. La position relativiste laisserait certes toute liberté à ces collectifs de se constituer à condition qu'ils puissent se détacher de toute tradition, et qu'ils puissent se dissoudre dans des agrégats variés d'individus, au gré des marchés. Par contraste, les collectifs proposés par l'écodémocratie récupèrent certaines de ces exigences pour les combiner :

- Les collectifs peuvent être d'origine communautaire mais ne doivent pas pour autant rester limités à cette forme (la « communauté civique »).
- Les collectifs ne sont pas a priori coupés de l'Etat ou contre lui : ils construisent les bases d'un aller-retour politique sans devoir occuper le statut d'ayant-droits passifs auxquels les condamnent la plupart des modèles étatiques dits solidaires.
- Les collectifs ne sont pas contre les individus, ils mettent en œuvre les échanges qui constituent les individus eux-mêmes, en les sortant de l'obligation de solitude.

■ Le bon niveau de collectifs et les essais erreurs

Le mouvement associationniste contemporain pourrait résumer les types de collectifs à trois figures historiques les plus connues : les coopératives, les mutuelles et les associations. Aucune dimension de la vie sociale n'a été oubliée par ces formes alternatives à l'individu ou à l'Etat : travail, solidarité, vie politique ou citoyenne, culture, loisirs. Ces trois figures constituent une grande référence et un réservoir considérable d'expériences. Mais nous devons aussi prendre en compte par exemple des « coordinations » dans les luttes ouvrières, des « collectifs » de défense d'un site naturel qui n'ont même pas créé de statut et qui n'ont pas de représentants. Les collectifs émergents sont le sel de la démocratie et doivent être pris en compte comme les autres, sans

les obliger à entrer d'emblée dans des catégories pré-existantes. Mais cela ne saurait suffire.

■ Des collectifs hétérogènes

Car les problèmes qui sont traités par ces collectifs constituent des arènes de débat provisoires où tous les types d'acteurs peuvent être convoqués. A Metaleurop, on discutera en même temps des actionnaires, des paradis fiscaux et donc de l'absence de lois internationales à ce sujet, des substances comme le plomb et de ses effets sur la santé, sujets qui concernent des médecins, des scientifiques mais aussi des enfants, des propriétaires de maisons, la sécurité sociale qui indemnise les ouvriers. On traitera la formation des ouvriers qui ne peuvent pas se reconvertir ailleurs, on évoquera les aides détournées des collectivités et de l'Europe, le travail dur et le plaisir à travailler ensemble, les coups durs, les coups de gueule et les fêtes à la fois, mobilisant les familles. Plus difficile, tous ces acteurs sont en conflit entre eux, les actionnaires et les ouvriers, cela va de soi, mais aussi les riverains et les ouvriers, les collectivités et la direction, le plomb et les enfants, la sécurité sociale et les ouvriers qui demandent à relever des maladies professionnelles, etc. Le collectif en lutte, valeur classique dans la tradition ouvrière et particulièrement dans la tradition anarchiste, ne prétend pas prendre « le » pouvoir mais du pouvoir sans s'auto limiter à la gestion des indemnités de licenciement. Toutes ces questions sont liées: emploi, formations, politique industrielle, normes environnementales, etc. Lorsqu'on prétend trouver une solution, on ne peut se contenter de désigner des ennemis partout, on ne peut même pas se contenter d'en désigner un puisqu'il se dérobe, il faut mettre tous les acteurs ensemble et relancer la coopération contre l'esprit de division et de revanche.

■ Le collectif comme mouvement d'exploration

C'est tout un monde qu'il convient d'explorer et c'est cette exploration qui va constituer le collectif. Nous avons affai-

re ici non plus aux collectifs identifiés précédemment comme coopératives, mutuelles ou associations, ni même aux collectifs en lutte, souvent fusionnels et définis par un but, mais au collectif qui se constitue dans l'exploration : tous les liens comptent, on ne peut pas faire table rase (à moins de laisser le magot aux actionnaires), on ne peut non plus laisser chacun se débrouiller, on ne peut confier le dossier à des experts qui mobiliseront ensuite une administration chargée de traiter les cas individuels avec toute « l'humanité » nécessaire, on ne peut pas se contenter d'invoquer « l'âme de la classe ouvrière » et des luttes menées sur le site. Tout cela compte mais il faut pouvoir le mettre sur la table et trouver des méthodes pour réinventer un avenir si violemment interrompu pour la raison financière suprême de quelques uns.

■ Le risque de l'expérience: les collectifs apprenants

De ce fait, il faut s'attendre à des erreurs, à des ratés, à des enfermements communautaires de certains collectifs, monopolisés par un groupe précis et rejetant les autres. Ou encore à des éclatements dus à trop de diversité, rendant impossible un projet de monde commun. Et aussi à des problèmes d'échelle, un collectif vivable et dynamique à une certaine taille pouvant se transformer en infâme bureaucratie à partir d'un certain nombre de membres ou d'une certaine échelle de territoire.

Mais au nom de quoi refuserions nous ces erreurs? Les représentants supposés éclairés et désignés par le suffrage universel ont eu suffisamment l'occasion d'en commettre pour qu'on les rappelle à la modestie et que l'on rassure ceux que ces aventures du pouvoir collectif pourraient inquiéter. L'origine de la parole ne peut suffire à qualifier ou à disqualifier le propos ou la proposition. C'est au contraire dans une démarche d'apprentissage que les collectifs peuvent être les plus productifs: ils modifient la nature du problème qu'ils affrontent à condition de se modifier eux-mêmes. Mais pour avoir quelque chance de se modifier,

il faut encore créer le cadre du collectif, c'est à dire les instances, les occasions où les frottements, les conflits puissent produire des effets.

■ Quand problème et acteurs se redéfinissent ensemble

L'évolution de la prise en charge des drogués est remarquable de ce point de vue : l'introduction de la méthadone a obligé tous les partenaires à se positionner différemment (A. Coppel). Les médecins n'ont plus craint de fournir les drogués en une substance qui pourrait, selon le regard porté, être aussi considérée comme une drogue. Les drogués ont pris en charge leurs problèmes, en exigeant la parole mais aussi en s'autoorganisant, disant de façon radicalement nouvelle que drogués, malades ou délinquants selon les regards que portent la société sur eux, ils étaient citoyens, porteurs d'une forme de responsabilité, permettant d'introduire l'échange des seringues pour éviter le sida, ne se considérant plus en guerre permanente avec la police ou avec les services sociaux, (alors que le discours dominant reste celui de la guerre à la drogue). La substance elle-même, sa composition, ses propriétés ont joué un rôle et ne sont pas a priori bonnes ou mauvaises. Tous ces éléments ont dû être patiemment composés pour arriver à des déplacements de tous les acteurs et à une redéfinition de la question. Pas de solution radicale, pas de table rase, pas de retour à l'ordre établi, pas de laissez-faire non plus, mais une façon d'apprendre à vivre avec les drogues, avec les drogués, avec les dépendances, avec celles qui s'affichent chez les autres mais sans doute aussi avec celles de chacun. Cette pacification est visible dans des indices de santé publique mais elle est plus durable que n'importe quelle campagne choc, spectaculaire et guerrière, qui fait naître un peu plus de haine et de rancœur et repousse donc le problème un peu plus loin.

Déjà associés et déjà solidaires

L'approche écodémocrate s'appuie donc de façon incontournable sur les pouvoirs des collectifs pour une

bonne raison : les individus sont constitués dans et par l'association dans leurs identités multiples, dans leurs appartenances. L'écodémocratie est réaliste et ne prétend pas détacher les individus de tous leurs liens pour fonder la démocratie puisqu'ils sont indétachables. Nous avons même vu que, parce qu'elle est écologique, l'écodémocratie prend en compte des attachements à la technique, aux objets, à la « nature », au cosmos, que d'autres auraient voulu ignorer.

De même, nous sommes toujours déjà pris dans les échanges et ces échanges sont fondés sur la dette et sur le don (Mauss). Que le mythe du marché cherche ensuite à dénouer ces principes, à nous détacher de ce qui nous fonde pour en faire des décisions d'individus agents libres et rationnels, ne change rien à l'affaire.

Les collectifs sont déjà pris dans la solidarité et nous pouvons dire qu'il s'agit bien « d'entre-prises », dans lesquelles chacun pour sa part prend l'autre en charge. Toutes les délégations, tous les métiers sont fondés sur cet impératif qui n'a pas à être justifié car il est la condition humaine. Pour autant, cela ne dit pas quelles sont les formes de la solidarité, quels sont les arbitrages entre ce que doit faire la famille, l'Etat ou d'autres formes de collectifs. Mais le problème a changé de nature : il n'existe nulle part de groupe ou d'individu non solidaire, détaché de tout, qui ensuite et seulement ensuite déciderait ou non d'être solidaire. Il est fondé par la solidarité, par la chaîne de la dette qui est une autre forme des attachements. Dès lors, il y a place pour un débat politique sur la façon de prendre en charge cette responsabilité, de traiter ces charges sociales qui nous constituent.

Dans les deux dimensions des appartenances, comme identités et comme responsabilités, nous sommes dans l'incertitude mais aussi dans l'inconditionnalité (Caillé). C'est à dire que nous ne pouvons pas nous détacher de nos liens ni de nos dettes (et il n'y pas de condition à cela). Mais nous devons toujours en discuter car ce statut fondateur ne dit rien sur la forme précise qu'elles doivent prendre.

La fin des autorités

Nous faisons face pour la première fois dans l'histoire de l'humanité à la possibilité de définir techniquement nos attachements en nous libérant des liens hérités, des conditionnements. Cela précisément au moment où nous avons atteint la capacité de nous autodétruire depuis 1945. Et c'est à ce moment aussi qu'interviennent les crises environnementales et l'écologie qui, en plus de la bombe atomique, permet de comprendre que la liberté n'a rien d'aisé à exercer. Nous sommes liés à tout notre monde, naturel ou social, passé, présent ou avenir et nous ne pouvons nous en détacher par la table rase (révolutionnaire ou atomique). Plus grave encore, nous ne sommes même pas certains de ne pas produire autre chose que ce que nous voulons, malgré nous et même pas certains de vouloir ce que nous voulons ! Cette apparente liberté devient vertige sur notre responsabilité : d'où la demande de retour à des principes supérieurs qui feraient autorité ou à l'inverse, la volonté de sortir de toute responsabilité. Fuite de l'incertitude ou fuite de la solidarité, qui sont notre condition humaine, sont toujours les politiques les plus répandues et on peut les comprendre. C'est pourquoi, malgré ce qui a été dit jusqu'ici, on ne peut en aucun cas se contenter de remettre aux collectifs (de tous types) la gestion de ces incertitudes et de ces responsabilités en espérant que leur coordination « spontanée » produira des arbitrages favorables à long terme. Nous touchons là à la spécificité de la politique.

■ L'absence de garants

Les objets, les institutions, les groupes sociaux ne sont pas toujours en discussion, ils doivent se refermer, se stabiliser, au point parfois de devenir évidents et naturels. Quitte d'ailleurs à ce que, plusieurs années plus tard, on mesure des conséquences impensées ou minorées à l'époque et que l'on change d'avis. Une politique écodémocrate doit donner les méthodes pour produire à la fois les controverses nécessaires (cf. la procédure de déclaration d'ouverture de controverse » proposée par Callon, Lascoumes et Barthe qui permet

de mettre en chantier une question et de suspendre les décisions définitives à ce sujet) mais aussi les procédures de clôtures de controverses, les décisions, leur mise en œuvre et leur suivi. Et nous devons reconnaître que ce n'est pas le même travail, qu'il n'y a pas de continuité directe entre ces phases d'exploration et de décision.

Il serait trop aisé de résumer l'avancée démocratique et le rôle des collectifs à une multiplication sans fin des forums qui finirait par paralyser toute action. C'est pourquoi les procédures devront être utiles à la fois à la « politique en train de se faire » et à la « politique déjà faite », celle qui sert de cadre de référence, indiscuté, pour une certain temps tout au moins. Il ne s'agit pas de réinventer des garants, comme ont pu le faire les traditions et les modernismes. Parce que paradoxalement, c'est cette absence de garant qui rend possible la communication (Livet).

L'incertitude et sa réduction

Cette dimension instituante de réduction de l'incertitude sera notamment importante sur trois plans qui peuvent être illustrés tous les trois par le cas de la socialisation scolaire.

■ Comment transmettre l'incertitude

Nous restons responsables de la prise en charge et du guidage des plus jeunes, lorsqu'ils sont encore enfants. Nous devons donc veiller à leur transmettre des cadres, qui seront certes mis en débat plus tard mais qui leur serviront vraiment de cadres, d'appuis aussi bien que de repoussoirs. Mais on ne peut soutenir une politique éducative qui se contenterait de réaffirmer pour tous les jeunes des certitudes enseignées sur le mode de l'autorité (politique traditionaliste), alors qu'il s'agit d'apprendre à explorer, à composer, à décider ensemble. A l'inverse, il est impossible de laisser croire que tout se vaut, que chaque enfant peut composer lui-même son parcours et qu'il n'existe aucun repère ni savoir indispensable (politique relativiste). On veillera bien (Gagne-

pain) à distinguer les formes éducatives adaptées à l'enfance de celles requises à l'adolescence et surtout à définir ensemble ce dont on parle quand on utilise ces catégories. La participation directe au gouvernement de sa propre vie est sans doute l'enjeu essentiel de l'adolescent et c'est à ce moment qu'il peut apprendre pratiquement, et non dans des cours d'instruction civique, à jouer son rôle de citoyen. Comment, à quel moment et dans quelles limites transmettre l'incertitude ? Des formes d'expériences démocratiques à l'école avec les élèves ou dans les quartiers, dans les associations, expériences de vie commune à gérer aussi bien que choix de contenu et d'objectifs d'apprentissage, sont les seuls moyens de faire vivre à quel point l'incertitude est supportable et même enthiasmante dès lors qu'elle est traitée par des collectifs qui délibèrent et qui travaillent à un monde commun. Le collectif, ses procédures et ses institutions, deviennent alors des valeurs éprouvées dans une première expérience.

■ Sortir des épreuves individuelles

Pour réduire l'incertitude, il est aussi nécessaire de hiérarchiser, d'arbitrer entre tous les liens. C'est un exercice complexe et long qui relève directement de l'activité politique. Chacun est par exemple à la fois parent d'élève, contribuable, ouvrier, d'origine turque, etc. Si toutes ces appartenances sont situées au même niveau, il est impossible de décider comment prendre en compte les difficultés scolaires de certains des élèves, par exemple. Seul un travail de constitution de collectifs permet de faire émerger ces différentes appartenances et de les faire jouer entre elles. Si ces arbitrages ne sont pas faits collectivement, ce sont les individus qui seront mis en demeure de choisir, de se débrouiller. Pire, les arbitrages faits par la société finiront par être vécus comme des responsabilités individuelles. Dès lors tout débat politique devient impossible. C'est déjà le cas pour l'école en général, où les principes de sélection mis en place reproduisent des différences sociales et culturelles dont personne ne prétend être responsable. De ce fait, lorsqu'un élève sort du système scolaire, c'est avec une sanction (positive ou négative) qu'il

éprouve comme personnelle, liée à son mérite uniquement. Il nous faut au contraire créer des conditions de débat explicites pour que les conditions inégales de départ soient reconnues et compensées par avance. Ces questions de destin (et d'incertitude des choix) doivent redevenir politiques et non ramenées à une supposée liberté individuelle.

■ L'institution comme limite à l'injustice

Les principes de jugement et de construction des solidarités doivent rester pluriels (principe d'incertitude) et pour cela ne pas s'imposer aux autres principes. Un verdict scolaire, notamment, ne doit en rien pouvoir s'imposer dans la recherche d'un emploi, dans une élection politique ou dans l'enrichissement personnel dans les affaires. La fonction d'une cour de justice suprême serait d'arrêter ces dérives, de fixer des limites, et d'obliger à nouveau au débat. L'institution est un moment indispensable de la vie politique et civique en général parce qu'elle occupe la fonction de limite, indispensable à toute activité humaine, et si absente de tous les relativismes libéraux-libertaires.

C'est en cela que le projet écodémocrate appuie son action sur le droit. Les rhétoriques du rapport de forces ont fini par s'imposer dans le mouvement ouvrier ou parmi les forces politiques. Or, les écologistes notamment, à travers toutes leurs associations, ont toujours su poser les questions nouvelles devant les tribunaux. Sans garantie de succès, certes, mais de façon significative pour réintroduire la nécessité d'un tiers face aux intérêts privés mais aussi face à l'administration souvent. L'espace du tribunal devient ainsi un recours indispensable pour organiser le débat, lorsqu'aucun autre espace n'est ouvert aux arguments et à la controverse. Il faut alors assumer la conséquence de ces recours : la production du droit, la défense d'un niveau institutionnel indépendant des pouvoirs exécutifs, législatifs (et il faudrait dire médiatiques) fait partie du projet fondamental de l'écodémocratie pour faire advenir ce « tiers pouvoir » (Salas, 1998) paradoxal, issu de la société et qui tend à la dépasser, à lui permettre de se confronter à ses propres principes.

Le projet écodémocrate : incertitude contrôlée et solidarités recomposées

Le projet écodémocrate repose sur deux axes qui créent ensemble une dynamique du changement social : l'incertitude contrôlée et les solidarités recomposées. Dans les deux cas, cela peut heurter les lieux communs de la gauche mais c'est une façon de répondre aux inquiétudes parfois contradictoires des anciens électeurs de gauche qui l'ont abandonnée car elle a continué à réciter les mêmes recettes.

L'incertitude contrôlée

L'écodémocratie doit prendre acte du règne de l'incertitude dans un monde où tous les repères ont été déstabilisés à la fois par les logiques libérales et par les revendications

libertaires. Pour certains, cela fut vécu comme une émancipation indiscutable : les femmes, les mœurs de chacun, la créativité culturelle, les entrepreneurs innovants, ont bénéficié pour des raisons différentes de toutes ces remises en cause de l'ordre établi, celui qui faisait étouffer l'Europe avant Mai 68. Mais d'autres, et souvent les mêmes, ont subi les conséquences d'une incertitude étendue à tous les domaines de la vie, même les plus vitaux : les licenciés économiques, souvent du jour au lendemain, qu'ils soient dans des secteurs industriels en reconversion comme la métallurgie ou dans les start-ups de la Net-économie ; mais aussi les parents, les enseignants et tous les professionnels au contact du public qui ne savent plus comment faire respecter un minimum de savoir-vivre ; ou encore tous les salariés ou statuts intermédiaires devenus précaires de façon progressive, devant négocier et « se vendre » à chaque occasion, ou les futurs retraités peu assurés d'avoir le même niveau de vie que leurs parents ou ces femmes seules sans appui de leurs maris.

La pression à la flexibilité : responsabilité ou assistance individualisées

Ces précarisés de l'économie ou de la norme sociale vivent dans le stress, consomment des médicaments, démissionnent, dépriment ou se révoltent, mais tous reçoivent sans cesse des messages impératifs pour les pousser à s'adapter, à se former encore, à devenir de plus en plus forts individuellement pour combattre cette incertitude. Et tous s'épuisent dans cette résistance, dans cet effort pour tenir toutes les incertitudes du monde sur leurs épaules. La droite les a persuadés qu'au fond, tout cela était de leur faute et qu'ils devaient se prendre par la main : le discours de la responsabilité individuelle est un classique du libéralisme et a été repris par Tony Blair sans grande nuance. La gauche s'est contentée de faire appel encore et toujours à l'aide de l'Etat, sous forme d'interventions économiques dans les crises industrielles, sous formes d'allocations individuelles à divers titres et en mettant en

place une armée d'intervenants sociaux, chargés de motiver individuellement chacun de ces précarisés. Mais tout cela se passe toujours dans des bureaux, dans une asymétrie qui montre surtout la dépendance absolue aux services d'assistance : on apprend alors à dire ce qui convient pour être dans le bon format, quitte à faire ensuite ce qu'on veut des recommandations.

■ Ni citoyen abstrait ni individu autonome : les collectifs comme seule ressource

Dans ces deux versions, responsabilité individuelle ou assistance individuelle, le point commun est évident : chacun est toujours traité comme un être détaché de tout, comme s'il n'avait pas de ressources collectives dans sa famille, dans ses collègues, dans son quartier.

C'est bien là le problème : le citoyen abstrait de la république et l'individu autonome du libéralisme finissent par se ressembler pour dissoudre toutes les solidarités existantes. Nous ne pourrions pas contrôler l'insécurité dans ce régime solitaire, celui du détachement : un licencié, un précaire, un parent désespéré, une femme abandonnée ne peuvent espérer s'en sortir s'ils restent seuls à ruminer leur culpabilité, leur incapacité sociale, leur dette permanente envers ceux qui les aident.

Où sont les collectifs qui leur permettraient de comprendre que leurs problèmes sont des phénomènes sociaux mais aussi que, ensemble, on peut s'en sortir, en inventant des solutions adaptées à son environnement particulier ? Ils existent en partie. Les principes des associations de patients, des associations de médiation comme les alcooliques anonymes reposent sur ce principe d'entraide entre personnes qui se ressemblent. Mais le collectif peut être beaucoup plus hétérogène, comme dans un quartier ou comme dans le cas des drogués déjà évoqués précédemment : c'est au contraire un gage de civisme que de garder cette variété au sein même du collectif pour voir à quel point la diversité enrichit la vie collective.

■ Le syndicalisme : avantages et limites de la défense des acquis

Il est vrai aussi que les syndicats sont là pour combattre cette insécurité et pour résister à toutes les remises en cause des droits acquis qui accentueraient la précarité générale. On a pu ainsi constater à quel point, selon la force des syndicats, les accords pour les 35 heures en France pouvaient réellement constituer une avancée pour certains salariés et au contraire renforcer l'insécurité pour d'autres, en aggravant la flexibilité annuelle du travail au point de faire perdre des repères de vie sociale traditionnels. Tous repères considérés bien entendu comme ringards (le dimanche ! la nuit ! les fériés ! les congés annuels ! l'été !) par tous ceux qui veulent une productivité élevée et surtout une adaptation en temps réel aux supposés « besoins du client » (qui pourrait en fait s'en passer le plus souvent !). Mais cette défense contre l'incertitude a pris parfois de telles formes de préservation des acquis d'une frange de salariés contre toute prise en compte d'autres salariés, du service ou du sens même de l'action publique (dans le cas des services publics), qu'une véritable fracture s'est opérée entre les vrais précaires économiques, sans force syndicale, et les salariés à statut protégé, renforcés par la protection syndicale.

■ Les services publics contre l'incertitude

La défense du service public reste une nécessité : c'est même ce qui a fait la preuve de l'impasse de la troisième voie de Tony Blair, lorsque les uns après les autres, les services publics privatisés se sont dégradés. Contrôler l'incertitude, c'est aussi être capable de se projeter à long terme pour des investissements lourds dont les retours sont soit hypothétiques soit à caractère social soit encore très éloignés dans le temps. La perte de tout sens de l'investissement durable est le trait le plus marquant de l'économie dite libérale soumise en fait aux marchés financiers, au point de menacer même toute initiative industrielle de long terme. La destruction de compétences, de réputation et de confiance réalisée à travers les fusions successives,

aussi brutales qu'injustifiables industriellement, finit par menacer tout projet d'un investisseur industriel traditionnel, voire même toute idée de véritable projet au profit du « coup » (on fait un coup !). Face à cela, ce sont au contraire les services publics, sous les formes diverses qu'ils peuvent avoir en Europe, qui représentent un filet de sécurité et de stabilité sociale. Personne ne gagne à étendre encore plus l'insécurité à toutes les sphères les plus vitales de la vie sociale, de l'éducation à l'approvisionnement énergétique (cf. les coupures d'électricité californiennes!) en passant par la sécurité des transports.

■ «La société du risque» comme traitement du risque en société

- Déléguer la gestion de l'incertitude à des autorités traditionnelles (voire même à un chef)
- Déléguer à des experts modernes pour la neutraliser par des dogmes de divers types,
- Vouloir étendre l'incertitude à chacun en apprenant à s'en sortir seul comme tout individu libre,

voilà trois voies qui s'opposent à celles de « l'incertitude contrôlée » et qui ont comme trait commun d'ignorer les pouvoirs des collectifs. Oui, l'écodémocratie assume entièrement la société du risque à condition de traiter le risque en société, c'est à dire d'en faire de la politique, de le reprendre dans les filets du débat démocratique. Personne n'est en mesure de garantir l'avenir à quelqu'un. Le projet écodémocrate peut en revanche garantir que la gestion de l'incertitude sera pratiquée collectivement, que les solidarités non seulement ne seront pas oubliées mais seront la base même de l'action possible pour contrôler cette incertitude. Cette incertitude contrôlée possède un autre nom : l'apprentissage collectif ou le collectif apprenant. Une des méthodes clés du projet écodémocrate peut être alors mise en avant : la méthode de l'exploration et de l'expérimentation, forme contemporaine de cette démocratie marquée par les sciences et les techniques.

Les solidarités recomposées

■ Solidarité et lien social

L'écologie nous a appris une autre notion de la solidarité. Nous en étions restés à la solidarité vis-à-vis des plus pauvres, dans sa version bienfaitrice de droite ou dans sa version de classe de gauche. Il s'agissait toujours d'un débat sur qui peut bénéficier et à quelle condition de la solidarité comme le font tous les ministères de la solidarité ou les lois qui comportent ce nom. Dans le même temps, la question du lien social et surtout de son effritement finit par se poser à tous les programmes politiques, sans qu'on puisse dire clairement ce que l'on met sous ce nom. On sent bien confusément qu'il ne s'agit pas seulement de redistribution des richesses mais aussi de définition du monde commun, des appartenances. Dans un cas, la solidarité, on s'occupe surtout de donner aux exclus, et dans l'autre, le lien social, on cherche à les intégrer. La contradiction finit par apparaître : en plaçant l'autre dans une situation d'assistance, on finit par le mettre à part et l'on désintègre le lien social que l'on voudrait pourtant recréer. Pourquoi ? parce qu'on le place dans une posture d'ayant droit et non de contributeur à la société et parce qu'on le traite comme un individu alors qu'il est inséré dans des réseaux qui sont ses principales prises sur le monde.

Ce point de vue va à l'encontre de trois idées reçues qui paralysent notre pensée du collectif :

a-Les individus préexisteraient à leurs groupes d'appartenances: les individus décident de constituer des groupes sociaux qui débouchent sur des institutions et sur de la société là où n'existait que l'état de nature (modèle du contrat social). Le lien social se construit à partir des individus.

b-Les appartenances sociales seraient des affaires d'identité, qui peuvent se discuter à volonté et la solidarité relèverait d'un autre problème, puisqu'il s'agit d'une redistribution souvent faite par l'État, qui suppose une richesse suffisante et centralisée par une autorité.

c- Tous ces éléments devraient être qualifiés de sociaux et s'opposeraient ensemble à un extérieur qui est « la nature », hors société, hors débat, hors politique.

■ La nature et nous, la nature est nous

Nous partons de ce dernier point sans pouvoir démontrer ici à quel point les deux premiers nous empêchent de penser politiquement notre vie commune.

Nous sommes tout aussi attachés à « la nature » qu'aux autres entités sociales ou techniques, non pas sentimentalement mais parce que nous en sommes fabriqués. Lorsque l'eau est polluée, toute la santé de la chaîne alimentaire est atteinte, il faut malheureusement arriver à ce point pour pouvoir retrouver cette vérité d'origine, ce lien fondamental. L'eau est bien plus qu'une ressource qu'on pourrait manipuler à notre guise : elle a ses lois, ses délais de rémanence des pollutions, ses extensions nécessaires pour les crues, ses liens elle aussi avec de la faune, de la flore, avec un cycle d'évaporation même. On ne peut pas couper dans ces liens, dans ces cycles comme si de rien n'était. Les solidarités ne sont pas seulement attachés à des êtres humains, elles mobilisent aussi des milieux parce que nous sommes ces milieux et ils sont nous. Ce qui ne veut pas dire que tout cela est immuable. Au contraire, les cycles en question ont leurs lois mais les façons de se réaliser varient : les crues existent en effet avant l'intervention de l'homme, les forêts brûlent sans lui, la nature s'adapte, elle est aussi capable de se recomposer.

Comment faire société et comment recomposer des appartenances lorsque des milieux entiers en font partie, des entités comme des poissons, des molécules ou des paysages ? : Nous possédons de grandes quantités d'expériences qui nous permettent de parler entre nous de toutes ces entités. Mais ceux qui non seulement possèdent une expérience mais en fabriquent, ce sont les scientifiques. C'est en fait grâce à eux que notre monde contemporain parvient à faire parler des entités non humaines. Dans d'autres civilisations, ce sont d'autres spécialistes, chamanes notamment, qui avaient cette fonction.

■ L'exploration à la mode scientifique

Ce n'est pas un hasard si l'écologie s'est autant appuyée sur le travail des scientifiques, alors même qu'on pense parfois qu'elle s'oppose aux scientifiques. Le travail des scientifiques, c'est un travail d'exploration, de discussion, d'expérimentation qui intéresse la vie démocratique et qui devrait lui-même être démocratisé. On peut se gausser du pouvoir du pique-prune, capable, grâce à la protection de l'Europe et au travail d'un chercheur, d'arrêter une armada d'engins de chantier d'autoroute, mais la démocratie y a gagné et notre monde s'est enrichi. Nous avons refait lien avec un être si médiocre apparemment que personne n'en parlait, nous avons dû recomposer tout notre monde. Ce qui n'empêche pas nécessairement de faire l'autoroute Tours-Angers mais ce qui oblige à le faire autrement, à le faire avec « prudence ». L'écologie ici n'est plus la défense du pique-prune, d'un monde naturel supposé : elle est bien plus une science de la recomposition des agencements des êtres et des choses, qui oblige à s'assurer constamment de la qualité des relations entretenues.

■ Traiter avec la nature comme on traite avec la société : le cas de Metaleurop

Et ceux qui, forts de leur expérience de lutte sociale, sont capables de hiérarchiser a priori ces luttes, doivent méditer pourtant sur ce qui est arrivé dans l'entreprise Metaleurop en 2002 dans le Nord de la France. Il n'y a pas eu de conflit entre l'environnement et l'emploi. Au contraire, on a traité les ouvriers exactement comme on a traité l'air, les sols et la rivière voisine, c'est à dire comme un citron que l'on presse et que l'on rejette une fois consommé. Il n'existe pas de contre-exemple : à chaque fois que l'on méprise son environnement, c'est qu'on adopte une posture de maîtrise totale, de toute-puissance, qui finit forcément par s'appliquer à tous les êtres. Tout devient moyen et peut être arraisonné, exploité jusqu'à épuisement. Ce qui ne veut pas dire à nouveau qu'on ne peut pas faire d'usine, qu'on ne peut plus avoir d'emplois qui exploitent des substances dangereuses. On

peut assumer le risque à condition de le prendre au sérieux : il sera alors nécessaire de faire tous les plans d'urgence et toutes les anticipations possibles pour appliquer le principe de précaution. Si l'on manifeste cette attention (et autrement que pour respecter la réglementation!), on fera de même avec les ouvriers pour leur santé, pour leur formation (et préparer leur avenir par des formations), pour leur responsabilité, en veillant à ce qu'ils contrôlent leur propre travail. Il est clair que les pratiques des entreprises marquées par le poids du capital financier sont fort loin de ces principes. L'irresponsabilité environnementale, le refus de prendre en compte la solidarité avec le milieu naturel (et les riverains), étaient des indices de l'attitude de prédateur de ce patronat qui s'est démontrée aussi vis-à-vis des ouvriers.

La spécificité de la politique

■ Garantir le pluralisme des jugements

Ne pensons pas un instant que la société civile pourrait dissoudre la politique dite politicienne, en permettant aux collectifs de se coordonner spontanément pour gérer toute la diversité et toute l'incertitude ainsi créée. Comment arbitrer dans ce quartier entre le collectif des parents qui cherchent à retrouver ensemble des repères éducatifs, celui des entrepreneurs de toutes sortes qui veulent créer des emplois à tout prix, celui des militants de la qualité de vie qui cherchent les moyens d'assurer la tranquillité de chacun tout en prenant en charge leur environnement concret ? Chacun de ces collectifs mobilise des réseaux différents, construit un espace de débat qui lui est propre, et finit pourtant par croiser les autres impératifs sur sa route, lorsqu'il faut par exemple discuter de sécurité dans le quartier. On voit aussitôt que chacun met l'accent sur des valeurs différentes, sur des principes de jugement qui ne vont pas se fondre comme par enchantement l'un dans l'autre. Nous rejoignons alors les questions de justice déjà posées précédemment. Au nom de

quoi permettre un arbitrage ? Le principe de justice fondateur consistera à empêcher tout écrasement d'un principe par un autre : ce serait en effet accepter que certains collectifs n'aient plus aucune place, aucune voix au chapitre. Ce serait le début d'une ségrégation qui finit toujours par se payer. C'est donc le premier principe qui doit guider ce travail de la politique et il est plutôt en négatif : assurer le maintien du pluralisme. Et admettre comme fondateur le pluralisme des mondes que nous partageons.

Oui, le principe d'efficacité qui gouverne les constructeurs d'autoroute mérite d'être entendu. Mais il peut déjà être discuté pour lui-même : même en partageant l'objectif de la fluidité du trafic au profit d'une mobilité permanente et parfaite de tous, même en partageant cet objectif, on sait depuis Illich que la dépendance à un seul mode de transport finit par générer des encombrements, par devenir contre-productive du fait même de cette focalisation sur un seul mode (d'où les bouchons des heures de pointe, des week-ends, qu'on voudrait régler en augmentant encore les capacités autoroutières et en attirant donc ainsi plus de véhicules!).

■ Instituer les compromis

Mais ce débat se déroule au nom même de l'efficacité de la mobilité, sans remettre en cause son principe. Or, d'autres collectifs introduisent toujours d'autres principes : la protection de l'environnement (pique-prune oblige, bruit pour les riverains, ou autre), la perturbation des parcours entre familles, entre agriculteurs obligés de faire des détours et à qui on fait payer la mobilité des autres, l'exigence de plus d'emplois pour construire cette autoroute, desserte locale de communes, qualité esthétique pour le voyageur ou pour le riverain, etc. Autant de principes qui n'avaient aucun sens dans les années 60 et qui ont fini par pénétrer dans le milieu même des ingénieurs : leur modernisme centré sur l'efficacité industrielle a dû faire avec, composer avec d'autres principes, grâce à la mobilisation de ces collectifs. D'où les nombreuses passerelles, souterraines ou non, pour les animaux, pour les riverains, les bretelles plus nombreuses, le travail sur le paysage,

sur des murs et des revêtements anti-bruit, etc. Tout cela n'a certes pas remis en cause une logique dominante que l'on peut continuer à critiquer. Mais c'est un exemple de la force des collectifs pour que les objets même que l'on produit en viennent à se reconfigurer pour composer avec des principes contradictoires. Pour cela, il a fallu la mobilisation de ces collectifs, parfois contradictoires, ce qui conduit d'ailleurs à certains échecs, lorsque les opposants, au nom de principes différents, en viennent à s'affaiblir réciproquement. Le travail de la politique commence même entre ces associations qui vont accepter de ne pas rejeter le tracé de l'autoroute chez les voisins, en admettant qu'eux aussi ont des revendications légitimes. Déjà à ce moment, le passage de la phase du politique qui explore et qui consulte à la phase de la politique qui hiérarchise et qui décide, bref qui arbitre, est en train de se faire. Il ne se fait que si l'on admet la pluralité des principes et leur égale préférence à être respectés. L'incertitude ne consiste pas à laisser proliférer des principes de jugement et à laisser faire la domination de l'un sur l'autre. C'est là où la politique, ses procédures pour arbitrer et pour représenter l'état d'un problème, deviennent incontournables.

■ Les corps intermédiaires et les relais politiques

Dès qu'une question prend forme au point de nécessiter des arbitrages, des compromis et des décisions, on constate toujours que les termes des débats se transforment : les riverains ne reconnaissent plus leur revendication pour un mur anti-bruit d'un certain type, les ouvriers ont l'impression que leurs exigences pour garder tel ou tel férié sont noyées. Mais c'est le prix à payer pour tenter de produire un compromis : il faut trouver un langage commun entre tous les acteurs, trouver une traduction politique puis juridique, qui puisse être inscrite dans le droit. A chaque instant, on monte en généralité, on traduit, on déplace, et pour beaucoup de militants dits de base, la trahison commence aussitôt. Pourtant, dans le travail même de l'association de riverains qui a modi-

fié ses slogans pour ne pas heurter les autres riverains, dans le travail même des syndicats qui ont veillé à faire l'union avec d'autres catégories de personnel ou d'autres secteurs d'activité pour qui les fériés n'ont pas la même importance, la traduction a déjà commencé, le compromis a déjà avancé, la politique est déjà en train de se faire. Ce qui veut dire que ce ne seront jamais les seuls « hommes politiques » qui pourront faire cette traduction si personne ne la prend en charge à chacun des niveaux de la société.

Il existe certes une différence entre « société civile » et « société politique », marquée par l'attention aux procédures et au droit, et par l'obligation du compromis : en aucun cas, l'extension et l'activation de la « société civile » ne permettraient à elles seules de produire de la décision politique, c'est à dire des compromis entre principes permettant une vie commune concrète. Pour autant, la vitalité de la démocratie et de ses processus de traduction politique dépend de l'existence de « corps intermédiaires » ou de « relais politiques » qui travaillent sur chaque question à engager le travail du compromis. La société civile doit disposer des ressources suffisantes pour créer des moments civiques au moins si l'on veut espérer que les politiques récupèrent un lien avec elle et que leurs compromis aient un sens dans la vie ordinaire. C'est ainsi que nous dirons que les collectifs doivent reprendre prise sur leur monde et qu'il faut encourager toutes les initiatives dans ce sens.

■ Du principe de précaution au principe de responsabilité démocratique

Le principe de précaution pourrait être la synthèse parfaite de ces exigences d'une politique écodémocrate. Il est pourtant souvent pris dans des malentendus, comme le développement durable d'ailleurs, ce qui nécessite sans doute de revenir à l'expression de Jonas, le principe responsabilité. Trop souvent en effet, l'invocation du principe de précaution devient prétexte à inaction, ce qui permet aux modernistes de le ridiculiser aisément au nom de l'urgence, de la responsabilité même qui commanderait d'agir à tout prix. Dans

d'autres versions, le principe de précaution devient un hymne à la science, qui serait seulement provisoirement empêchée: il suffirait de lui donner un peu plus de moyens, voire même de lui faire plus confiance - le glissement est aisé -, pour que la question soit résolue. Dans ce cas, le manque de connaissances ou l'information imparfaite ne sont pas constitutives de nombreuses situations contemporaines, mais se limitent à des moments provisoires. Il ne s'agit plus de problème intrinsèque de décision dans un contexte d'incertitude mais seulement d'un report d'une décision. Et cette décision finira par être guidée par ces nouvelles connaissances, et, peut-on traduire, par les experts dès qu'ils auront réussi à combler les manques d'information et à se mettre d'accord. Dans tous les cas, cette interprétation du principe de précaution évacue la question même de l'incertitude en même temps que le débat politique.

JP Dupuy montre bien comment la question devrait être reformulée comme « l'impossible est certain » pour mesurer à quel point nous sommes démunis d'outils de connaissances pour espérer maîtriser des phénomènes que nous ne pouvons même pas anticiper. Lorsque la crise est là, il ne s'agit plus du même problème et il est déjà trop tard, pourrait-on dire.

Le principe de précaution devrait donc rester ancré dans une reconnaissance de l'incertitude fondatrice de notre univers contemporain, déjà présente avant certes mais multipliée par les systèmes techniques, l'interdépendance à l'échelle de la planète et la potentialisation des risques (les effets résultant de leur combinaison). Mais admettons aussi que cette seule référence à l'incertitude conduirait à la paralysie de toute vie ou au relativisme total. C'est parce que nous reconnaissons en même temps nos attachements, qui fondent précisément la complexité des situations contemporaines, que nous avons un devoir d'action et non rester spectateurs d'événements qui nous dépassent de toutes façons.

Mais ce devoir d'action n'est pas orienté a priori contrairement à ce que pensent les modernistes. Il doit faire débat et engager des nouveaux collectifs dans un travail d'ex-

ploration. Ce ne sont jamais des experts qui pourront assumer seuls la décision en situation d'incertitude, qui peuvent décider de la valeur relative des attachements qu'il faudra bien hiérarchiser à un moment donné pour agir. Ce ne sont pas non plus des institutions existantes qui suffisent à traiter la question, puisqu'en situation d'incertitude, on ne peut pas non plus savoir a priori quels sont les acteurs concernés. La composition progressive du collectif des « concernés » pour savoir ce qu'il faut prendre en compte fait partie du travail d'exploration: les connaissances et les collectifs se construisent ensemble et manifestent la dimension intrinsèquement politique de la procédure, en l'occurrence ici de sa forme démocratique. Le principe de précaution devrait être en tant que tel une exigence de démocratie, qui met la responsabilité nécessaire en débat quant à ses formes précises. L'affirmation du seul impératif catégorique de responsabilité ne suffirait pas à traiter les formes concrètes d'exploration et de décision à mettre en place: c'est parce que les collectifs sont réintroduits dans une exigence démocratique que la responsabilité prend corps, qu'elle a prise sur le monde. Nous manquons sans doute plus de prises collectives, procédurales et démocratiques sur le monde que de principes supérieurs ou d'exigences éthiques a priori (comme on le voit avec la reprise superficielle de l'éthique par le capitalisme financier, dès lors qu'il n'y a pas débat ou contrôle démocratique).

Les grands enjeux historiques

L'outil diagnostic que représente la boussole permet d'être à l'écoute du monde et de prendre en compte les inquiétudes des uns et des autres, qu'ils soient traditionalistes, modernistes, relativistes ou écodémocrates. Il s'agit de préparer le terrain pour les alliances futures qui seront en direction de toutes les positions politiques qui pourtant s'opposent a priori à l'écodémocratie. Mais ces principes généraux doivent alors prendre consistance. La boussole doit aider à traiter de choix politiques très concrets, très complexes techniquement, très controversés dans la société, très peuplés de groupes, de positions très établies et d'objets très présents.

Nous sommes alors dans l'obligation de faire un saut, de sortir des principes pour entrer dans l'arène des débats, tels qu'ils sont constitués et non seulement comme nous aimerions qu'ils fussent posés. Le risque serait grand de limiter la boussole à un outil d'observation qui permettrait de se placer hors jeu et de distribuer les bons points. La pente relativiste nous guetterait qui s'appuierait sur une posture critique générale pour disqualifier toutes les façons de poser les problèmes.

Tenter de mettre en œuvre la boussole sur une question précise, c'est obligatoirement entrer dans l'arène et surtout admettre que la position présentée reste très locale, très particulière à un auteur et qu'elle doit être en permanence reprise par les collectifs concernés. La boussole ne permet en

aucun cas de proposer un programme (ce que nous critiquons plus loin précisément) mais elle doit pourtant faire la preuve de son utilité face à des questions précises. C'est pourquoi nous ménageons cet espace d'un style différent dans l'ouvrage, pour que le lecteur puisse voir un peu plus concrètement comment pourrait être mise à profit le questionnement que nous avons introduit. Chacun y trouvera matière à critique parce que c'est dans le débat des collectifs concernés que s'élaborent les positions politiques pertinentes et non dans le cabinet de l'intellectuel ni dans celui du rédacteur de programme attiré. Si la boussole pouvait au moins permettre de commencer à faire un pas de côté par rapport aux réflexes de gauche qui sont loin de la réflexion et encore plus de la réflexivité, le propos n'aurait pas été inutile.

Un deuxième moment de propositions sera ménagé à nouveau au chapitre 8, plus ciblé encore, alors qu'ici nous avons cherché à mettre en évidence une hiérarchie des enjeux partagés à l'échelle de la planète.

Enjeu moral (idéologique et éducatif)

Les traditionalistes sont souvent repérés très rapidement dans tout débat public: ils déplorent, ils se lamentent, ils sont nostalgiques. L'ordre qu'ils ont connu et qui les a formés, a disparu. Face au rouleau-compresseur libéral-libertaire, ils sont clairement « ringardisés », ridiculisés et parviennent rarement à faire entendre les questions qu'ils posent. Leur discrédit, qu'ils mettent sur le compte d'un complot en marche depuis « Mai 68 » pour faire simple, tient surtout au fait qu'ils apportent des solutions déjà connues en posant mal les problèmes. Ils prétendent revenir à un ordre qu'ils réécrivent comme idéal mais qui était insupportable pour beaucoup et qui en tout état de cause a bel et bien disparu. Les écologistes eux-mêmes sont souvent caricaturés dans cette même veine, comme voulant revenir à la bougie (on l'entend encore!), voulant nier tout ce qu'a pu apporter le progrès.

■ L'écologie comme théorie des liens étendus, des attachements

Il est certain que l'écologie a posé des questions en lien direct avec le sens de la tradition. Elle n'est plus révolutionnaire au sens habituel de l'émancipation puisqu'au contraire elle prétend nous faire assumer tous les liens que le progrès avaient voulu couper : avec la nature, avec les savoirs traditionnels, avec les générations futures, avec les exclus, humains ou non, de la marche en avant progressiste, le Sud, les forêts tropicales, la qualité de l'air, etc. Disons-le clairement, l'écologie oblige à reprendre la question de l'émancipation à partir des liens qui nous fondent. On peut certes les réaménager mais jamais les nier ou les couper comme a voulu le faire le modernisme.

En cela, l'écologie permet d'engager le dialogue avec les traditionalistes : lorsqu'elle valorise le sens de l'économie (être économe), le respect de ce qui a été emprunté (la terre), la qualité de vie pour elle-même, la solidarité, l'attention au local, les écologistes, même politiques, peuvent discuter avec les traditionalistes et s'en faire des alliés dans certaines conditions. Ensemble, ils seront prêts à réaffirmer la nécessité de taxer les pollueurs, de faire respecter les lois en matière d'environnement, quitte à sanctionner sévèrement. Dans le domaine environnemental et par extension dans tout le domaine de la vie publique, les écologistes politiques sont à l'aise avec l'autorité, celle de l'Etat surtout, et ils se plaignent amèrement des dérogations sur les élevages, des passe-droits en matière d'usine à risques, du laisser-aller vis à vis des constructeurs et des conducteurs d'automobile et de camions, etc. C'est donc une politique dirigiste assez classique pour la gauche, politique faite de contrainte et d'autorité contre un libéralisme qui prônerait le laisser-faire.

Le paradoxe libertaire-dirigiste des écologistes

Mais là où toute alliance avec les traditionalistes s'effondre, c'est lorsque, dans le même temps, les mêmes écologistes vont défendre, en matière de vie privée, un libertarisme absolu : liberté de consommation des drogues, liberté en

matière de sexualité ou de parentalité, respect absolu de la liberté d'expression, droit de circulation et d'installation sans restriction (notamment pour l'immigration), droits de l'enfant par exemple.

Ce double langage (libertaire pour les mœurs et dirigiste pour les affaires économiques et sociales) vis-à-vis de la société est finalement rarement mis en cause et pourtant il inquiète certains, il est incohérent et il repose sur une distinction vie privée-vie publique finalement très libérale. Or, les traditionalistes sont désorientés par le monde dans lequel ils vivent parce que les repères normatifs ont disparu. Les écologistes ne sont pas pour grand chose dans cette affaire car la révolution des mœurs a commencé bien avant eux.

■ L'effondrement des normes et l'impasse politique du libertarisme

La crise ne touche pas seulement au respect des règles mais aux normes elles-mêmes qui ne semblent plus intériorisées. Les plus libertaires avouent à demi-mot qu'ils en ont assez de se sentir incapables de calmer les perturbateurs du métro ou qu'ils ne supportent plus le troisième vol de voiture devant chez eux. Plutôt que de devenir réactionnaires et sécuritaires, ils préféreront déménager et vivront en fait dans la fausse conscience, en tenant un discours général sur les causes économiques de l'insécurité.

Tout le monde doit faire avec un discours dominant qui refuse par exemple toute définition commune des rôles dans le couple, dans la famille, entre générations, dans la vie publique. Tout devient discutable : ce sont bien les relativistes qui ont gagné sur ce plan. Cette flexibilité revient en fait à valoriser les choix individuels, quels qu'ils soient, sans possibilité de juger a priori. On peut concevoir l'effet salutaire sur ceux qui ont toujours vécu dans la peur du mari, du chef, du père, du patron, du prêtre, du flic ou du maître. Tous ces modèles, que l'on dira sommairement patriarcaux, étaient effectivement devenus invivables et étouffants, et sont apparus comme tels grâce à l'élévation générale du niveau d'éducation notamment.

Le mal-être créé par la perte des normes

Nous n'avons pourtant rien réglé de notre rapport à l'autorité en prétendant mettre à bas les interdits moraux et donner à chaque individu un supposé pouvoir d'autodétermination. Le désarroi et la dépression toujours aussi importantes et réglées à coup de thérapies ou de médicaments (surtout en France où le marché du mal-être se porte bien) indiquent que certains perdent pied dès lors qu'on exige d'eux cette performance permanente qui consiste à tout décider, à choisir parmi des possibles désormais infinis sur le plan moral (mais non sur le plan économique précisément).

La montée des phénomènes sectaires, la demande d'autorité renouvelée à travers les votes d'extrême droite, l'extension des phénomènes mafieux, tout cela montre aussi des évolutions contradictoires avec cette émancipation généralisée vis à vis des autorités. Certains ne peuvent pas se passer de prise en charge autoritaire.

Pour d'autres (et parfois les mêmes!), la course à l'autodétermination leur rend au contraire insupportable tout début de manifestation d'autorité, tout début d'exigence de respect de règles, pour des adultes comme pour des enfants. Un scientifique, un représentant de l'Etat, un politique, sont tous mis dans ce paquet des « eux » qui veulent nous imposer leurs méthodes, leurs savoirs et leurs pouvoirs et sont a priori disqualifiés, dans un débat public par exemple.

Les votes d'extrême gauche et tous les votes protestataires ne sont pas des votes d'appel à l'autorité comme pour l'extrême droite, ce sont des votes contre-dépendants de refus de responsabilité, de refus des risques inhérents à la prise de pouvoir. Il est en effet tentant d'attendre un monde meilleur ou de se battre pour lui en se contentant de quelques manifestations ou de quelques tracts.

La peur comme ressort de l'autorité

Tous ces phénomènes (dépression individualiste, appel à l'autorité, attitudes protestataires) relèvent toutes d'un même symptôme, le refus de la responsabilité. Car le terme opposé à autorité n'est pas celui de liberté, c'est celui de responsabi-

lité. Or, les autoritaristes, ceux qui les acceptent aussi bien que ceux qui continuent à protester ou à déprimer contre eux, sont en fait dans la même situation : ils fonctionnent au niveau des demandes de sécurité, ils vivent en fait toujours dans la peur, la peur de ne pas être aimé et d'être abandonné. L'autoritariste véritable n'est pas du tout, comme le rappelle Gérard Mendel, à la suite d'H. Arendt, un adepte de la force : il n'exerce son autorité précisément que par la dépendance des autres qui s'est installée, par sa capacité à faire croire qu'il les protège, qu'il les aime, et surtout qu'ils seront perdus sans lui. Or, cette perte possible devient le ressort même de la culpabilité, qui permet l'économie de la force. C'est toujours le sujet qui s'est mis en faute si le maître ou toute autre autorité le punit et ne l'aime plus : l'autorité n'est jamais méchante, elle punit pour son bien et le mécanisme de dépendance se met en place. L'autorité se construit comme protection contre toutes les peurs, mais elle exploite et focalise cette peur qui devient la peur de perdre cette protection et, du coup, peur de mal faire et d'être soi-même la cause de la perte de cette protection et culpabilité permanente.

Tous les systèmes autoritaires ont joué sur cette peur : peur des étrangers, peur des jeunes, peur du changement, peur de perdre ce qu'on croit posséder (biens, famille, valeurs, nation, langues, etc..) et ensuite seulement, transformation en peur des pouvoirs et des autorités. Cette peur est clairement ravivée par le monde de l'incertitude qui est le nôtre. Elle est au contraire défiée ou niée par les relativistes qui jouissent même de cette perte de repères et de natures bien établies en tentant de passer de l'autre côté du miroir, là où tout serait possible. Mais elle est malheureuse, cette peur, pour ceux qui ne savent pas au nom de quoi prendre leurs décisions « libres » puisqu'ils n'ont jamais appris à le faire.

La liberté dépendante de l'autorité

C'est bien tout le problème de la liberté, et notamment dans les mœurs, qui doit être revisité. Dès lors que la liberté se vit encore dans la contre dépendance à l'autorité, elle consiste à chercher frénétiquement une satisfaction. La fièvre

consommatrice et la publicité qui l'accompagne relèvent de cet ordre : sans cesse relancer la demande, fournir de nouveaux objets de désirs, et de ce fait s'affranchir de toute limite. Or, la limite est toujours double. Elle est politique et relève du compromis passé au sein des collectifs auxquels on appartient pour qu'ils restent vivables mais elle est toujours profondément éthique, au sens où elle suppose un auto-contrôle, une liberté vis à vis de ses propres pulsions.

L'impuissance libertariste

Le libertarisme prétend s'affranchir de cela et prend pour cible toutes les autorités. Mais il ne sait plus comment inventer les règles de la vie commune et il ne possède aucune ressource pour empêcher chacun d'affirmer la toute puissance de ses pulsions. Les modèles autoritaires n'ont rien fait pour éduquer à l'autorégulation, puisque la peur suffisait à produire des êtres conformes. Et l'on rencontre alors toutes les pathologies névrotiques qui ont été fondatrices de la psychanalyse. La dépression d'aujourd'hui, que les neuroleptiques ont si bien fait émerger (Pignarre), n'est que le pendant de cette dérobade de toute autorité sans stratégie de remplacement. Libertarisme, dépression et neuroleptiques sont les marques de notre société (on pourrait y ajouter les drogues en général), faite de membres qui n'ont jamais appris l'autorégulation ni la composition collective. Ces marques ne sont que l'image inversée de la société précédente faite d'autoritarisme, de névroses et de psychanalyse.

L'appel écodémocrate à la prise de pouvoir... sur soi!

Une politique écodémocrate oblige à la responsabilité, refuse le jeu de la dépendance à l'autorité, refuse le chantage à la peur. Elle s'appuie sur un appel aux collectifs recomposés qui seuls permettent de récupérer de la responsabilité et en même temps la liberté individuelle qui se définit alors comme compétence d'autocontrôle (et non comme expression de sa toute-puissance!). A terme, c'est une véritable éducation à la liberté et à la responsabilité qui est nécessaire dès la puberté, c'est à dire lorsque les adolescents se sen-

tent déjà capables de l'exercer et ont profité suffisamment de la prise en charge parentale. Les cours d'éducation civique classiques ou les rappels sur les valeurs n'auront aucun effet. Il faut que ces jeunes puissent expérimenter, à leur niveau et selon leurs moyens, de vraies responsabilités, un traitement d'égal à égal avec les adultes, mais tout cela dans le cadre de groupes et non chacun pour soi, dans un processus collectif où l'on apprend à la fois à s'autocontrôler et à décider ensemble. Mais l'éducation à l'auto-limitation, si peu développée en Occident, peut commencer, elle, beaucoup plus tôt, à travers tous les exercices de maîtrise de soi (mais aussi d'expression et de créativité car il ne s'agit pas ici de valoriser l'inhibition, qui, elle, est renforcée par l'autorité).

■ Condamnés à devenir responsables

Tout cela indique que l'on peut récupérer de la norme, personnelle et partagée, mais qu'il ne s'agit plus d'autorité. Il faut au contraire arrêter d'employer des termes qui ont perdu leur sens, en croyant revenir à l'autorité transcendante des valeurs ou à des autorités naturelles. Oui, les normes peuvent faire l'objet de débat, non, la société ne peut pas vivre sans ces normes. Oui, elles s'élaborent et elles s'exercent grâce aux collectifs qui apprennent à s'autoréguler, non, elles ne pourront plus être sans cesse déléguées à des agents de l'Etat, à des médiateurs ou à des substituts d'autorité. Bref, nous sommes condamnés à devenir responsables et à prendre le pouvoir collectivement là où nous sommes et sans attendre tout d'un coup un grand soir qui permettrait de remplacer une autorité par une autre, une toute puissance par une autre.

Il ne suffit pas de critiquer indistinctement les effets de désorientation créés par les pédagogies nouvelles ou les managements modernes. Tout est dans la marge donnée (ou prise par) les collectifs pour s'organiser : laissé à lui-même, le salarié aussi bien que l'élève seront inévitablement déprimés face à cette pression à être soi, à choisir et à devenir son propre juge, dans ce climat de « barbarie douce » dénoncé par JP Le Goff. Mais ce dernier oublie d'indiquer que certaines

de ces pédagogies peuvent déboucher sur de véritables prises de pouvoir des collectifs, avec toutes les responsabilités qui vont avec, mais avec aussi les leviers d'action qui le permettent. Tous les mouvements coopératifs, à l'école, à l'hôpital comme dans les entreprises, sont nés de cet espoir et se sont traduits par une invention institutionnelle remarquable, dont témoigne par exemple la dinique de La Borde avec Oury (et Guattari). Ils n'ont pas tous tenus leurs promesses dans la durée car ces structures supposent une réinvention permanente, pour ne pas dire une révolution permanente, pour que les nouveaux responsables ne se contentent pas de reproduire la situation héritée. Mais ils sont la piste essentielle de sortie à la fois de l'autoritarisme et du libéralisme.

La remise en cause des élites de pouvoir par l'écodémocratie

La sortie de l'autoritarisme qui reste à la base des fonctionnements institutionnels de tous nos pays occidentaux ne peut se faire ni par le libéralisme (individualiste et contre-dépendant), ni par le populisme anti-oligarchique. Malgré l'attrait de la thèse de Todd sur les tendances oligarchiques, nous devons constater que son application aux Etats-Unis et à la France est possible mais non son extension aux autres pays européens notamment, dont les formes de recrutement de l'élite sont beaucoup plus diversifiées. L'écodémocratie s'appuie sur les compétences nouvelles des populations et sur les exigences de participation en encourageant toutes les formes de prises de pouvoir collectif responsable, qui peuvent construire ces repères normatifs communs. Cela remet en cause radicalement des formes de recrutement et de fonctionnement des élites. Il existe donc bien un risque écodémocrate, que l'on critiquera comme « l'aventure de pouvoirs collectifs irresponsables », mais ce risque menace surtout les monopoles de pouvoir actuels et les fonctionnements autoritaires encore présents partout dans nos sociétés, qui ont produit les effets que l'on sait.

L'enjeu des connaissances

Le niveau de formation est devenu un facteur clé dans le développement des exigences démocratiques et par là dans la remise en cause de toutes les traditions autoritaires. Mais l'enjeu des connaissances est aussi constitutif des crises environnementales, de leur possible pilotage, du principe de précaution lui-même d'une part et il devient le moteur d'un autre développement économique d'autre part.

■ Ce que nous pouvons apprendre des pratiques scientifiques

L'écologie a largement appuyé sa fonction d'alerte sur une capacité à mobiliser des connaissances d'un autre type, à contester les supposés savoirs scientifiques orientés par le culte du progrès. C'est en cela d'ailleurs que, bien souvent, les écologistes ont donné la désagréable impression d'être des professeurs « je sais tout », des donneurs de leçons qui s'appuyaient sur la valeur suprême des savoirs scientifiques. Or, en devenant politique, l'écologie aurait dû adopter une posture beaucoup plus modeste, faite de croisements des modes de connaissance, de prudence et de confiance dans les acteurs mobilisés.

« La science en train de se faire », comme le montre Latour, se donne des procédures pour toujours contester ses propres énoncés, c'est-à-dire pour pouvoir maintenir une incertitude. Nous pouvons ainsi apprendre à explorer collectivement à partir de ces méthodes aussi.

■ Ce que nous devons éviter des usages de « la science »

Mais lorsque « la science est faite », elle tend à effacer les traces de ses constructions, de ses hésitations, de ses contraintes. C'est elle qui a produit dans l'imaginaire moderniste, « le grand livre de la nature » qu'il suffirait d'ouvrir et de savoir lire. Le scientisme a pu exploiter cette demande de réponse. Du coup, « la science » a pu apparaître comme le garant suprême, capable de renverser les traditions sans pour autant désorienter. Or, « la science » n'a pas réduit l'incertitude du

monde, elle a au contraire introduit, à travers les réalisations techniques qui en ont découlé, de nouveaux facteurs d'incertitude, d'une proportion inouïe jusqu'ici, de la bombe à Tchernobyl, en passant par la vache folle ou le clonage. On peut comprendre dès lors qu'un certain nombre de citoyens instruits, aillent chercher dans des traditions ou des voies parallèles dites aussitôt « non rationnelles » pour trouver d'autres moyens de « garder prise » sur leur monde. C'est le cas notamment dans la santé, avec les médecines parallèles dites parfois douces, mais aussi dans l'alimentation, dans l'énergie, etc. Cette critique de la science qui retourne à des traditions non rationnelles effraie certains. Mais les scientifiques ne peuvent faire ainsi oublier les risques « irrationnels » qu'ils ont fait prendre à nos sociétés, comme on l'a vu pour l'amiante.

■ Les trois postures de connaissance

Deux certitudes s'affrontent :

- Le savoir moderniste, que l'on dira selon les cas rationnel, explicite, scientifique, ou technocratique, réinventé sous forme plus complexe si nécessaire pour tenir compte de l'incertitude.
- Les savoirs traditionnels (qui sont toujours pluriels et localisés, pense-t-on), reposant sur des connaissances tacites, fondées dans des autorités qu'on ne peut contester et sur une accumulation d'expériences, que rien ne peut démentir.

Ces deux modes de connaissance sont construits pour nier l'incertitude par avance.

Face à cela, on peut considérer que les connaissances se valent toutes et que rien n'est stable ni valide. Ce relativisme se retrouve notamment dans la culture de l'Internet, où tous les savoirs sont mis en ligne sans repères ni hiérarchie. Le réseau technique permet de rendre techniquement équivalents des savoirs traditionnels ou scientifiques, locaux ou généraux, à prétention subjective ou objective, validés ou non, etc. et redoublés par les médias. Les connaissances ainsi construites dans ce monde relativiste sont par nature éphémères et ne se confrontent même pas entre elles car elles se succèdent trop rapidement.

■ Une politique écodémocrate des connaissances

Une politique écodémocrate des connaissances peut exister pour admettre l'incertitude comme phase nécessaire et créatrice, qui doit empêcher tous les arguments d'autorité de fonctionner. En ce sens, une politique écodémocrate reprend ce que l'activité des scientifiques comporte d'élaboration collective, de validation progressive, d'exigence d'exploration. Les connaissances traditionnelles trouvent dès lors leur place, elles ne sont en rien a priori exclues du forum. Le travail de mise en forme de procédures pour composer ces approches suppose des espaces démocratiques, des collectifs, des procédures de révision. Et surtout le refus de tout mépris a priori de l'une ou l'autre de ces formes de connaissance.

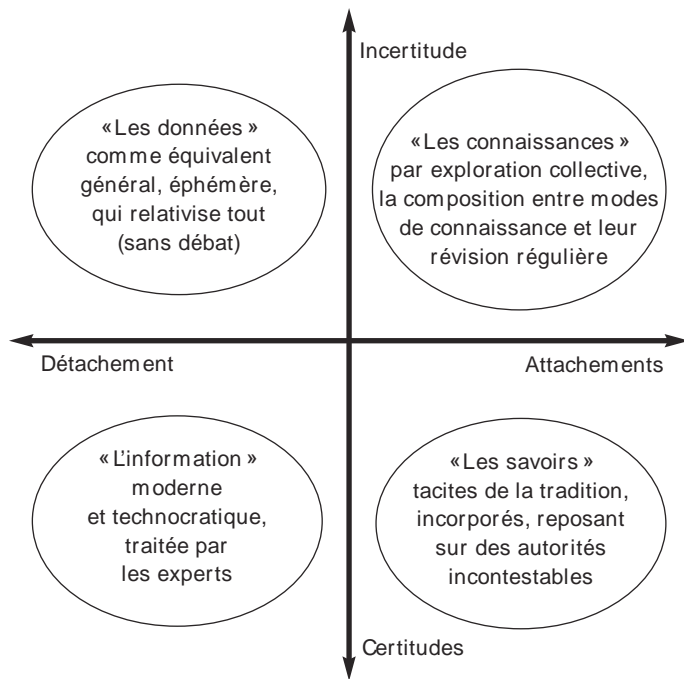
De l'environnement aux technologies d'information, une même politique des connaissances

Les savoirs traditionnels sont très utiles dans la connaissance de l'environnement grâce à leurs observations de longue durée (des générations de paysans), à leurs capacités de synthèse et de rapprochement entre domaines, ce que l'on ne parvient pas à faire dans une approche expérimentale à caractère analytique, qui découpe tout en tranches de savoirs. Dans la santé, il en est de même : l'effet placebo est reconnu tout autant que les pouvoirs de l'acupuncture mais, pour autant, les modèles organicistes ou la génétique qui écrase toute la biologie ne peuvent rien en dire. Or, il est possible de mettre en débat et en exploration toutes ces questions, comme on commence à le faire lorsqu'on prend en compte l'alimentation dans la recherche sur le cancer. Les nouvelles technologies de communication ont trop longtemps bénéficié d'un crédit positif qui empêchait toute critique. Les critiques déplorent surtout ce qu'on perd (modèle traditionnel) ou annoncent avec excitation un monde totalement connecté et incertain (modèle relativiste). Or, ces technologies ont pénétré nos vies à tel point que nous pouvons dire, sans attendre que les puces aient envahi nos corps, que nous sommes des « organismes numériquement modi-

fiés». Mais où se trouvent les lieux de débat politique et d'orientation des politiques dans ce domaine, en dehors de timides et très technophiles « observatoires parlementaires des choix technologiques » ?

La boussole des connaissances

Le tableau général des politiques de connaissances que l'on peut observer serait ainsi le suivant d'après notre boussole :



Les dispositifs de diffusion des connaissances et leur pouvoir normatif

Ces modes de connaissance sont d'autant plus solides qu'ils reposent sur des vecteurs ou des « dispositifs » (énoncés et visibilité, dit Foucault) qui sont différents et bien ancrés dans l'histoire.

- La tradition repose en fait sur la famille ou sur la religion, qui proposent certains modes de représentation du monde, mais aussi sur l'école qui est supposée diffuser des savoirs établis y compris par la science : on voit bien le support normatif puissant associé à cette diffusion, puisque c'est le père, le prêtre ou le maître qui possèdent le pouvoir du savoir.
- La sphère moderne de production des connaissances se fonde sur une coupure de plus en plus grande du laboratoire avec le monde et avec la société (ce qui n'était pas le cas au début de la pratique scientifique). Les connaissances sont produites et certifiées par quelques-uns, qui se contentent d'être scientifiques mais peuvent aussi devenir experts et donner ainsi leur avis sur tout, même sur ce qu'ils n'ont pas validé selon leurs procédures. Cette hyperscience ne peut tolérer par définition la cohabitation des savoirs ni le partage des pouvoirs.
- Le réseau de diffusion relativiste des données toutes équivalentes est constitué par les médias : les contraintes de mise en forme, le public concerné ne sont plus du tout les mêmes.

La sphère écodémocrate de construction et de diffusion des savoirs doit, elle, être construite. Les formes de réseaux, représentés dans les réseaux de patients par exemple, constituent des vecteurs intéressants de constitution de collectifs nouveaux. Les laboratoires scientifiques gagneraient ainsi à se doter de « conseils citoyens » voués directement au questionnement de leurs choix, tant dans les buts que dans les pistes de recherche ou dans les méthodes, ce qui les obligerait à justifier leur choix selon d'autres principes que ceux de l'efficacité scientifique dite « pure ». Dès lors, les pratiques de construction des connaissances à l'école pourraient aussi en profiter pour favoriser autant l'acquisition des connaissances que la compréhension de la façon dont elles sont élaborées et l'expérience du débat critique organisé (ce qui peut être étendu à tous les vecteurs évoqués, famille, religion, experts, médias).

L'école et l'incertitude

Or, l'école n'est pas à l'aise avec l'incertitude, ni avec les procédures démocratiques. L'école n'apprend que la tradition ou la science déjà faite, considérée dès lors comme tradition. Il est souvent répété que ces acquisitions sont nécessaires pour ensuite pouvoir les critiquer : ce qui est exact en partie puisque tout élève doit accepter de mettre entre parenthèses sa capacité de contribution pour s'approprier de nouvelles ressources de connaissances. Mais cette mise entre parenthèses devrait être provisoire. Or, elle est rarement suivie d'une phase de construction et de discussion des savoirs. Même les modèles pédagogiques participatifs se limitent souvent à des activités plus stimulantes (expériences) mais rarement à leur mise en cause, à interroger les principes, les présupposés ou les buts de ces expériences. Cela supposerait en effet de mettre en scène la science en train de se faire. Cela nécessiterait aussi de prendre au sérieux les autres modes de connaissances et de faire, par exemple, un enseignement général comparé sur les théories des « forces » dans différentes cultures, sans exclure toutes les théories non scientifiques issues du chamanisme par exemple. On mesure le risque intellectuel que cela représente et les capacités remarquables requises de la part des enseignants, surtout si l'on prétend, dans le même temps, refuser de tout mettre sur le même plan et de tout relativiser !

■ L'économie de l'information n'est qu'un productivisme de plus

Le niveau d'instruction est un facteur décisif de localisation des entreprises, on le sait, tant pour la délocalisation mondialisée (qui ne se fait quand même pas dans des pays sans main-d'œuvre alphabétisée) que pour les entreprises hi-tech qui ont besoin d'un bassin de formation d'ingénieurs et de contacts plus étroits avec les laboratoires de recherche (l'effet Silicon Valley ou route 128).

Mais, au-delà du niveau d'instruction qui n'est qu'un pré-requis, les connaissances ne sont plus seulement des ressources de base pour la main d'œuvre, elles deviennent la

richesse elle-même, et leur production devient le vecteur de développement dans tous les secteurs industriels.

On a souvent traduit cela par le développement du secteur des télécommunications et de l'informatique, comme industrie de l'information ou par l'augmentation de la productivité permise grâce aux Technologies de l'Information et de la Communication. Ce qui est à la fois trop limité et faux. On a en fait confondu classiquement information et connaissance. Or, la révolution en cours est bien celle des connaissances comme fondement d'un cycle de valeur propre, susceptible de remettre en cause la plupart des mécanismes de marché aujourd'hui reconnus. L'information n'a finalement guère de valeur tant qu'elle n'est pas appropriée, tant qu'elle n'est pas interprétée, tant qu'elle ne fait pas sens dans un contexte d'action particulier. C'est pourquoi il est aussi aisé de l'échanger, et gratuitement, car personne ne perd rien en la donnant, contrairement aux biens matériels, si ce n'est cependant un pouvoir de rétention souvent illusoire. Mais contrairement à ce qui se dit souvent, ce n'est pas en la donnant qu'on produit de la richesse ou qu'il se construit une nouvelle connaissance. Car elle peut tomber dans un puits sans fonds, comme tant de signaux faibles que l'on cherche à reconnaître lorsqu'on fait de la veille technologique. C'est seulement le don de connaissance qui produit de la valeur. Pour cela, il faut dans tous les cas fournir non seulement l'information mais aussi certains codes et certains cadres de pensée qui permettent d'en faire de la connaissance, de la rendre pertinente et de mesurer ses conditions de validité. Ce qui suppose :

- soit une formation commune des interlocuteurs, acquise au préalable,
- soit une formation ad hoc, adaptée à ce cas, et permettant de posséder les grilles pour l'exploiter mais peut-être pas au-delà du cas évoqué,
- soit une co-élaboration de la connaissance à partir de cadres d'interprétation pourtant différents et qui pour cette raison vont produire des effets de connaissance nouveaux.

Les connaissances sont ainsi toujours attachées à des valeurs, à des principes, à des critères d'évaluation des informations qui sont pluralistes. Or, le traitement sous forme d'information finit par laisser croire que les ratios, les indices, sont générés sans médiation par les capteurs et qu'il s'agit du monde réel, sans qu'aucune grille d'interprétation ne se soit interposée.

Ce qu'il y a de nouveau dans les réseaux

Le même phénomène s'est produit avec la bulle Internet où l'on a pu croire que l'information prenait une valeur en elle-même : bon nombre de start-up n'ont jamais produit quoi que ce soit, elles ont annoncé des produits ou des services et se sont valorisées sur le marché boursier. D'autres ont produit ce qu'il fallait de services pour attirer des utilisateurs et ont même été jusqu'à les payer pour qu'ils deviennent clients, car la richesse était dans le fichier client plus que dans le produit. D'autres se sont contentées de reproduire des informations déjà présentes ailleurs, dans ce Web non marchand qui prolifère, pour prétendre attirer des annonceurs et se rémunérer par la seule publicité. Dans tous les cas, les informations en question n'étaient pas directement couplées à des cadres d'interprétation, qui leur auraient donné statut de connaissances dans une communauté donnée et selon un contexte d'action précis.

Ce qui en revanche est apparu dans le même temps, ce sont des remises en cause des sources classiques de valeur, centrées sur des biens matériels. On a pu ainsi observer des intermédiations nouvelles qui ont produit une nouvelle définition de ces biens. Les gestionnaires de cartes de crédit gèrent certes eux aussi des fichiers qui sont leur richesse principale, mais ils s'en servent pour vendre des biens d'une autre façon, sur la base de profils de clients, ce qui permet d'affiner fortement l'offre. Celui qui fait un bon vin finit par dépendre de son intermédiaire qui sait contacter de nouveaux clients avec des techniques d'information mais surtout parce qu'il « positionne » son produit dans un ensemble, comportant notamment des services précisément adaptés aux différents clients.

Toutes les chaînes de production de la valeur sont ainsi remises en cause dès lors que la connaissance du client notamment mais aussi la construction entière de marchés intégrés de services reposent sur des connaissances combinées, à la fois fines et structurées et aussi exploitables techniquement.

Une économie de la connaissance est nécessairement distribuée

Cette économie de la connaissance n'est donc pas uniquement dépendante des TIC. C'est précisément une composition réussie entre savoirs locaux ou traditionnels et formalismes élaborés et calculables qui peut faire la différence. C'est alors qu'on mesure qu'elle est fort éloignée des modèles modernistes ou libéraux qui veulent, sous prétexte de diffusion de technologies, standardiser les pratiques, les procédures et au bout du compte les cultures. Une économie de la connaissance permet au contraire de ne plus être contraint par cette version industrielle classique de la croissance et de l'organisation : standardisation, effets d'échelle, centralisation, etc. La production de connaissances peut désormais être distribuée parmi les acteurs eux-mêmes, car c'est grâce à eux et à cette circulation enrichie que se produit la richesse. La reproduction pure et simple, la standardisation, détruit sa propre source de valeur qui est encore plus dans la connaissance que dans l'information fondée sur la différence. On l'observe dans les communautés du logiciel libre mais aussi dans toutes les productions de connaissances communautaires sur le Web.

Modèle de la propriété intellectuelle contre modèle de la diffusion sans limites

Il faut cependant reconnaître que les modèles économiques permettant de piloter cette production de connaissances ne sont pas encore mûrs. Certains continuent à défendre la propriété intellectuelle sans nuances, fondée pourtant sur une rente non proportionnelle à une quelconque mesure du travail. D'autres veulent même l'étendre à tous les biens y compris à ceux que l'on avait jusqu'ici placés dans le cadre de

biens non appropriables comme le vivant. Ce modèle des nouvelles « enclosures » constitue un retour en arrière et paradoxalement un frein aux échanges que les libéraux veulent pourtant encourager. C'est ce que Lula a proposé de mettre hors la loi en demandant que les découvertes soient accessibles universellement. C'est aussi ce que combat l'AFM (Association Française contre les Myopathies) qui refuse la vente de ses résultats de recherche sur le marché.

D'autres prétendent même que tout doit s'échanger sans limites, plutôt dans une vision libertarienne, et qu'il n'est pas de critère nécessaire pour évaluer les connaissances. Ce relativisme très bien porté sur Internet ignore la désorientation ainsi créée pour tous ceux qui accèdent à un monde d'informations indéterminées. Il condamne aussi les producteurs de connaissances à vivre d'expédients et encourage à terme la rapine généralisée, qui peut quand même faire passer dans le monde marchand certains biens sans avoir à reconnaître l'emprunt fait.

■ Une politique écodémocrate des connaissances validées par les collectifs

Une politique écodémocrate doit proposer un modèle économique de production de la valeur de ces connaissances produites dans l'échange de façon à la fois à hiérarchiser ces connaissances (selon des modèles pluriels de valeurs précisons-le : pratique, créatif, fondé scientifiquement, partageable, etc.) et à rémunérer réellement les producteurs. C'est dans le réseau d'échange lui-même que se construisent les réputations et que devient possible l'attribution de valeur aux contributions. Ce n'est donc dans un premier temps qu'au sein de collectifs partageant les références et prêts à échanger ces connaissances selon les mêmes grilles que peut se faire la « reconnaissance » (« connaître, c'est re-connaître »). Mais par extension, tout emprunt, souvent facteur de nouvelles connaissances, doit devenir la source d'une nouvelle attribution de valeur. Une rémunération individuelle des contributions au sein de collectifs est alors possible selon la part reconnue à l'œuvre

commune. Ces mécanismes supposent donc une remise en cause de l'actuel droit d'auteur comme des brevets. Ils se rapprochent de ce qui se passe dans les communautés du logiciel libre ou encore dans les communautés scientifiques tout en leur ajoutant les mécanismes de rémunération qui sont pour l'instant laissés de côté.

Le mur du Sud des connaissances

L'enjeu historique ainsi situé doit nous guider dans les choix de priorités immédiates. La formation doit devenir la priorité de tous les investissements. Le mur du Sud que nous avons évoqué est aussi un mur de connaissances. L'élévation générale du niveau d'éducation ne doit donc en aucun cas se traduire par une éradication des connaissances propres à toutes ces populations (ex : brevets sur les plantes médicinales) mais au contraire par l'invention de nouvelles formes de publicité et de reconnaissance de ces savoirs.

Dans le même temps, le mur des connaissances s'est aussi maintenu dans les quartiers les plus pauvres des pays occidentaux. Les investissements dans la formation des jeunes de ces quartiers est le seul moyen de sauver la possibilité de construire un monde commun. Ce doit être une priorité budgétaire, avec, là aussi, mise en place de personnels, de méthodes spécifiques tout en gardant des objectifs minimums communs : la crainte du communautarisme fait souvent perdre toute chance de s'appuyer sur des dynamiques collectives qui pourraient pourtant produire de « l'envie de savoir ».

Sortir du modèle de l'enseignant solitaire pour passer au collectif solidaire

C'est pourquoi la logique des moyens supplémentaires dans le système éducatif n'est en rien suffisante. Il faut en même temps réorganiser les méthodes de formation autour de principes plus collectifs, plus divers, plus responsables pour les acteurs. Pour les enseignants par exemple que l'on oblige encore à travailler seuls face à des classes et à qui on demande de l'autorité, alors qu'il leur faudrait une solidarité de tous les jours, une vision commune adap-

tée à la situation des élèves avec qui ils travaillent, un soutien, des correctifs, une imagination qu'on a fini par tuer chez bon nombre de volontaires. Le dispositif de l'enseignant seul face à sa classe est un modèle patriarcal de transmission qui n'est plus adapté à la diversité du public scolaire. Ce qui ne veut pas dire que certains moments de ce type ne sont pas utiles mais qu'ils doivent être pédagogiquement motivés.

Bien sûr, tous les critiques des « pédagoges » croient savoir comment « tenir une classe », voire même motiver leurs élèves (ce qui est déjà plus rare). Mais ils ont tellement vécu dans des mondes protégés qu'ils n'ont pas idée de la difficulté à transmettre aujourd'hui face à des élèves qui n'ont aucune envie d'apprendre et qui seraient restés hors de l'école il y a seulement 20 ans. C'est une vraie politique institutionnelle qui est nécessaire pour que la transmission soit à nouveau possible, celle qui mettra deux collectifs (voire plus) ensemble pour progresser vers un horizon qui n'est jamais réduit au « programme ». Collectif d'enseignants certes indispensable, à condition que l'on admette qu'il doit prendre vraiment le pouvoir et le reprendre sur l'administration centrale. Mais aussi collectif d'élèves, dès qu'ils ont l'âge du collège pour vraiment exercer ces responsabilités, collectif qui reprendra lui du pouvoir sur les enseignants, sans aucun doute. Cet exercice a déjà été tenté et réussi dans de nombreux collèges et lycées expérimentaux : c'est à eux qu'il faut laisser l'initiative d'apprendre et de trouver les meilleures voies de composition d'un monde éducatif apprenant collectivement. On pourra alors plus aisément intégrer les autres personnels qui forment la supposée « communauté éducative » mais aussi les parents d'élèves, voire des professionnels voisins. Les expériences locales pourront alors être validées et diffusées dans les réseaux extérieurs auxquels les personnels appartiennent, ne serait ce que pour se former, eux aussi.

L'enjeu énergétique : la mutation inévitable

■ Chronique d'un épuisement annoncé : le pétrole

La fin des ressources pétrolières est en vue et ce n'est pas un hasard si la guerre prioritaire pour l'empire américain doit se dérouler en Irak. L'organisation géopolitique des alliances et la configuration de la gouvernance mondiale reposent largement sur cette dépendance au pétrole, qu'il devient vital de rompre. Si l'on suit la courbe de Hubbert que tous les géologues considèrent comme crédible, la production de pétrole augmente fortement au début de la découverte des réserves, atteint son maximum lorsque les réserves sont à leur moitié et décline ensuite. Cette courbe s'est avérée exacte pour anticiper la production mondiale comme pour la prédiction de la production aux USA par exemple : la difficulté à exploiter les fins de gisement augmente leurs coûts et ralentit la production. Selon ces modèles, la courbe de production atteindra son pic vers 2010 pour les optimistes, ou vers 2030 pour les pessimistes. Cela dit, à 20 ans près, tous sont d'accord pour admettre la fin des réserves aisément accessibles dans cette période. Les découvertes successives, dans les grands fonds marins ou dans les schistes bitumineux, ne changent rien au modèle car leurs coûts sont très élevés et rendent insupportable économiquement cette dépendance énergétique.

Double dépendance à l'automobile et aux pays producteurs

Cette dépendance a généré deux modèles organisationnels dominants qui finissent par entrer en contradiction. D'un côté, le développement de l'automobile et plus généralement des transports à moteurs thermiques, reposant entièrement sur le pétrole, a permis de créer une fluidité accrue des biens et des personnes. Elle répond ainsi aux nouvelles exigences de souplesse du capitalisme et géné-

re une demande incessante de mobilité de la part de tous les acteurs eux-mêmes (d'où l'importance du tourisme - 11 % du PIB mondial- et des secteurs des transports dans toutes les économies, même celles du Sud). De l'autre, la relative rareté des énergies fossiles, leur localisation dans certaines régions du globe et la concentration du pouvoir d'exploitation de ces richesses entre les mains de quelques compagnies créent un contexte oligopolistique dont la maîtrise politique échappe totalement à tous les gouvernements. Le Moyen-Orient détient les deux tiers des réserves mondiales (dont 90 % pour le Golfe persique parmi lesquels 26 % pour l'Arabie Saoudite), les Etats-Unis consomment 25 % de ces ressources pour 5 % de la population mondiale, trois des 7 plus grosses sociétés cotées en bourse sont des sociétés pétrolières (« Super majors et entreprises d'Etat confondues, dix à douze sociétés dominent à elles seules l'énergie mondiale », Rifkin). La dépendance des pays producteurs de pétrole est tout aussi importante que celle des pays consommateurs puisque les revenus du pétrole permettent non seulement à la classe dirigeante de s'enrichir mais aussi de distribuer des services publics de santé, d'éducation ou de protection sociale gratuits dans la plupart des pays du Golfe.

Les autres fausses solutions

La solution du gaz naturel, de plus en plus exploitée, repose sur une même centralisation des ressources, la Russie venant compléter les 40 % du Moyen Orient pour dominer les ressources mondiales disponibles. Les calculs actuels prévoient là aussi un pic de production pour 2020 et une baisse par la suite. Les craintes sur ces pannes successives du modèle pétrolier ou gazier ont remis en selle le charbon que l'on dit « propre » maintenant, et permettent de maintenir en survie un programme nucléaire dans quelques pays comme la France, le Japon et les USA principalement. Aucune de ces solutions ne peut tenir les performances économiques du pétrole si l'on intègre l'ensemble des coûts externalisés: celui du démantèlement des centrales et des

déchets radioactifs que l'on ne sait pas éliminer et qu'il faudra pourtant surveiller ou celui du CO2 et de ses effets sur le réchauffement climatique. Pour autant, il n'est pas aussi aisé de se débarrasser de ces fausses solutions: techniquement et politiquement, il faudra bien composer avec elles pendant tout un temps de transition au moins.

Peur du cataclysme ou raison économique ?

Alors que d'un strict point de vue de gestion prévisionnelle des ressources disponibles, une diversification énergétique serait indispensable, ce sont apparemment les changements climatiques qui constituent pour l'instant un argument majeur pour obtenir une transformation des modes de production et de transport fondés sur ce gaspillage de ressources non renouvelables. L'argument écologique reste souvent critiqué en raison de son absence de calcul économique, on lui attribue toujours des surcoûts exorbitants. Mais lorsque les arguments sont d'ordre économique eux-mêmes (la fin des ressources pétrolières et l'augmentation intolérable des coûts d'exploitation des autres ressources ou des schistes), on préfère ne pas les entendre et jouer à ce moment sur les délais: « nous verrons bien quand le pétrole sera effectivement épuisé » et, comme dans tout dogme moderniste, « nous aurons trouvé des solutions techniques pour ne rien changer à notre mode de vie ».

On peut ainsi observer comment des croyances durablement constituées, même sur le mode scientifique et industriel, sont difficiles à réviser, que ce soit de leur propre point de vue (l'efficacité économique) ou par effet d'une peur du réchauffement climatique, peur que l'on croit parfois salutaire comme le préconise Hans Jonas (mais pour l'instant sans cesse refoulée). La prédominance du court terme n'était pourtant pas dans l'optique du capitalisme industriel, même s'il refusait de penser les conséquences à long terme de son pillage des ressources. L'écologie a étendu la portée de la visée temporelle en parlant des générations futures, qui peuvent être cependant assez proches. Mais le capitalisme financier a saboté toutes les bases de prévision à long terme.

La dérive financière de la gestion d'énergie

Le scandale Enron, la plus grosse firme de production d'électricité du monde, est un indice des effets délétères du capitalisme financier sur la régulation et sur les choix énergétiques. La transformation de cette entreprise, pour des raisons de spéculation financière, en simple entreprise de courtage, accompagnée de manipulations comptables confondant l'actif et le passif, va de pair avec l'incapacité technique des compagnies américaines à assurer un approvisionnement de qualité à leurs abonnés, comme l'ont montré notamment les coupures d'électricité en Californie. L'énergie est devenue un facteur d'incertitude majeur dans le mode de production contemporain car elle est soumise à la fois aux aléas géopolitiques (d'où l'exigence d'une guerre de régulation pour reprendre la maîtrise de réserves significatives) et aux aléas financiers de compagnies de plus en plus engagées dans la vente et revente de ressources qu'elles ne maîtrisent pas ou qu'elles n'ont même pas produites. C'est bien la concentration en quelques entreprises et dans quelques pays qui conduit à cette instabilité. Mais elle entraîne aussi le maintien de la captivité générale et le refus de changer de modèle énergétique.

La dépendance énergétique et la concentration des pouvoirs constituent ainsi un facteur d'incertitude et de déstabilisation majeure du régime économique dominant.

■ Réseaux distribués d'énergie renouvelable et non centrales

C'est pourquoi la solution énergétique alternative ne saurait être uniquement une solution technique et un changement simple de ressource. Les consommations sont directement liées à des modes de vie (déplacements), qui demanderaient à eux seuls une analyse approfondie pour engager les sociétés vers une esprit d'économie d'énergie étendue. On peut même considérer que le calcul économique devrait tout entier basculer vers une référence à la TEP (tonne équivalent pétrole) pour réellement mettre en évidence les coûts réels de tous nos modes de vie et rendre

comparables les différents choix techniques ou sociétaux. Nous nous limiterons cependant ici à la production d'énergie. Les énergies renouvelables constituent des alternatives autant par leur durabilité, par leur caractère propre que par le modèle organisationnel et technique qu'elles peuvent générer. Le solaire aussi bien que l'éolien (14 % de la production nationale d'électricité au Danemark) ont encore de grandes marges de progression : leurs avantages seraient encore plus évidents si la recherche était massivement orientée vers leur adaptation à des situations variées, notamment pour le solaire. La mise en place de centrales solaires ou éoliennes finirait cependant par créer les mêmes modèles de réseaux techniques centralisés (gérés là encore par de grandes firmes à tendance monopolistique si on n'y prend garde). On connaît la faiblesse des réseaux centralisés (cf. la tempête de 1999 en France, le coût et la déperdition générés par le transport de l'énergie sur de longues distances, les atteintes aux paysages). Sans parler des enjeux sécuritaires du nucléaire qui indiquent bien qu'il existe un lien direct entre le « format » de nos infrastructures techniques et notre capacité à les contrôler démocratiquement. Ce ne sera jamais le cas pour le nucléaire, archétype et chant du cygne du modèle productiviste moderne. Ce sont des solutions distribuées qui doivent être explorées dès lors qu'on se situe dans un cadre écodémocrate.

Les piles à combustible en réseaux

Les perspectives offertes par les piles à combustible à base d'hydrogène sont de ce point de vue remarquables, parce qu'elles permettent de stocker de l'énergie, exploitable dans les transports qui sont la source essentielle des émissions de carbone (17 %).

On peut produire cet hydrogène à partir du gaz naturel (vaporisé) mais il est certain que du CO₂ est encore produit. On peut le produire à partir de l'électrolyse mais il faut dès lors de l'électricité : elle doit être produite elle-même par des énergies renouvelables, sous peine d'incohérence ! En 1995, une centrale solaire de production d'hydrogène s'est ainsi

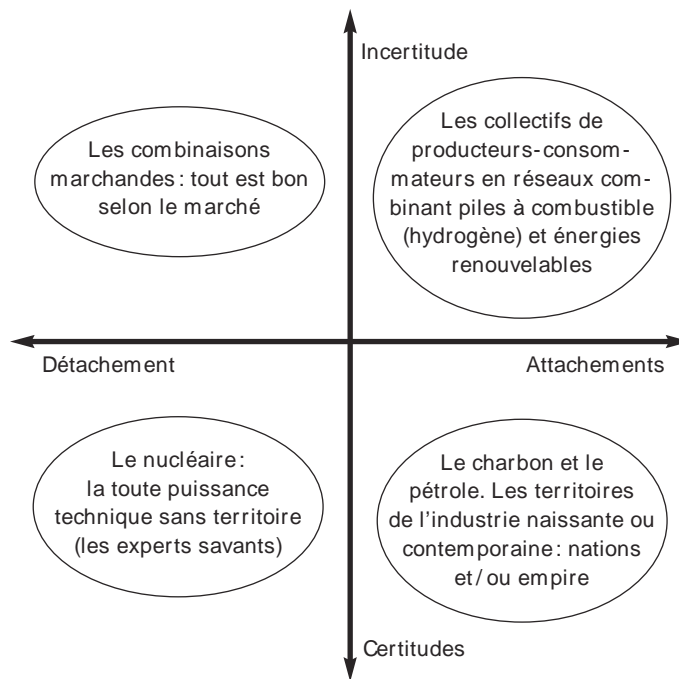
ouverte à El Segundo, en Californie. Mais ce sont des installations réparties qui doivent aider à imaginer un autre mode de production énergétique.

En dehors du caractère faiblement producteur de CO₂ de toute l'opération, c'est avant tout le changement du rapport producteur-consommateur et l'architecture du réseau qui doivent retenir notre attention politique. Nous avons en effet une illustration parfaite de la sortie possible des débats sur service public/marché, par une réintroduction d'un acteur oublié, les consommateurs. Ici, l'opération technique leur permet de se transformer en producteurs et, organisés en réseau distribué, lui-même piloté par une informatique et des télécommunications performantes, de répartir la production et la consommation au plus près des demandes. Les micro-centrales peuvent même s'appuyer sur l'automobile équipée en pile à combustible, qui reste le plus souvent immobile et peut donc alimenter la maison. La récupération des pouvoirs et de la prise en charge de sa propre production/consumption d'énergie n'est plus une affaire morale individuelle, elle s'inscrit dans un modèle économique mis en œuvre par des collectifs de taille variées mais dont la coordination à des échelles plus larges est possible (et assistée par les TIC). C'est ce que Rifkin appelle « l'empowerment » en jouant sur les mots. Le coût de ces technologies reste 4 fois plus élevé que l'emploi du gaz naturel. L'argument peut servir à discréditer toute la filière dans une logique de captivité bien connue. Pourtant des ruptures techniques ont déjà eu lieu, notamment sur le plan énergétique. La solution n'est pas pour autant l'hydrogène à tout prix et de façon garantie.

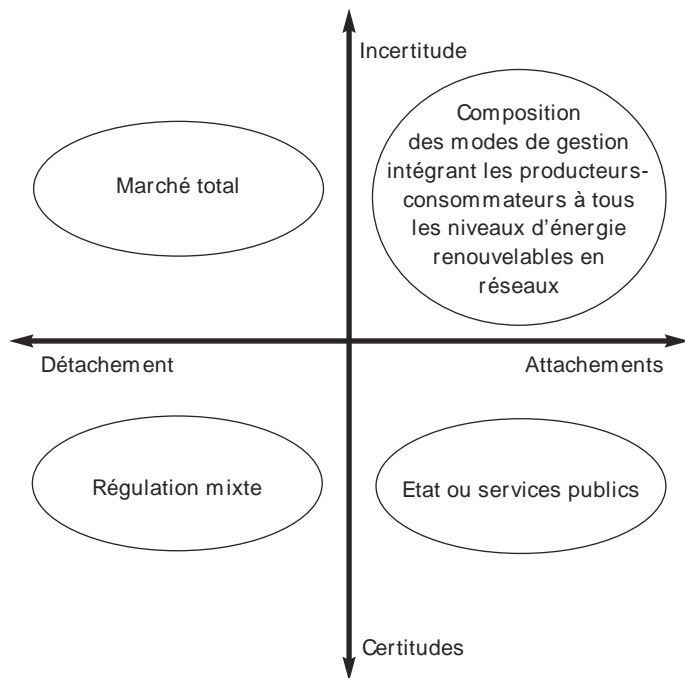
Cette perspective constitue avant tout un nouvel élément dans le débat car elle permet d'ouvrir le spectre des solutions, là où chacun cède à la fatalité technologique, même les plus critiques. Mais pour avancer vers une ouverture des choix, il est essentiel de recomposer la question dans son ensemble sans se focaliser sur une solution miracle. Nous devons convaincre de la nécessité de changer de modèle

énergétique, sans prétendre là non plus faire table rase ou faire le bonheur des gens malgré eux. Il est donc indispensable de prendre en compte aussi bien le pétrole que le nucléaire pour composer différemment le modèle énergétique. Pour faire bouger cette domination établie, le point clé reste politique mais au sens d'une sub-politique à la Beck, c'est à dire de celle qui s'appuie sur des pratiques citoyennes, qui manifeste l'exigence de contrôle de chacun sur ses propres consommations.

Nous pouvons mobiliser la boussole écodémocrate pour comprendre comment les différents points de vue se placent réciproquement dans une opposition tranchée. En réalité les solutions politiques passeront par une reprise de toutes les énergies pour les recomposer, dans le cadre de modes de gestion participatifs décrits plus loin.



Les formes de gestion déjà présentes dans le schéma précédent doivent être intégrées dans une confrontation claire entre orientations, pour montrer l'apport spécifique d'une approche centrée sur les collectifs de consommateurs-producteurs.



On peut ainsi observer à quel point les collectifs qui se dessinent ne sont pas seulement des formes sociales, ils intègrent des solutions techniques, des méthodes de gestion, des supports matériels, etc.. Les techniques ne sont pas détachées de nous, elles ne nous surplombent pas, elles ne sont ni fatales ni miraculeuses. Nous pouvons enfin traiter avec elles sérieusement et avec prudence pour faire un monde commun, composé inévitablement de société, de nature et de techniques, mêlées et requalifiées dans le débat lui-même.

La question de la sortie du nucléaire représente un test pour les écologistes de leur capacité à embarquer les sociétés européennes dans une autre approche des questions d'énergie. Il faudra bien trouver les leviers pour déstabiliser certains lobbies et convaincre même certains intéressés à la survie de la filière, comme on le ferait pour tout abandon de secteur industriel. Les raisonnements économiques sont sans doute à terme les plus puissants, dans la logique actuellement dominante, alors que la mobilisation des peurs, souvent utilisée par le mouvement antinucléaire, constitue une ressource plutôt contre-productive si on n'offre pas de cadres pour reprendre en mains son avenir. De ce point de vue, les propositions de JP Dupuy qui font suite à celles de H. Jonas sur une « heuristique de la peur », que l'on doit distinguer des peurs médiatiques diffusées quotidiennement, demandent à être prolongées par des propositions de mise en place des collectifs associant groupes humains et technologies. Sans ce complément, on ne produirait qu'une paralysie plus grande encore.

■ **L'eau, c'est la vie, la fin de l'eau c'est la mort**
 Quelques remarques sont nécessaires sur l'eau, car l'enjeu est aussi important que le pétrole. Il est révélateur de notre productivisme que l'on en soit à manquer d'eau même dans des régions tempérées. Celle qui est disponible devient impropre à la consommation sans des traitements de plus en plus coûteux. Dans nos pays du Nord, la reprise collective de la maîtrise sur la qualité et la quantité d'eau devient aussi urgents car elle est actuellement confisquée et détruite par quelques productivistes de l'industrie agro-alimentaire et chimique. Nous sommes prêts à créer des réseaux de tankers d'eau pour acheminer cette ressource dans les pays qui en manquent. Les entreprises de production et de gestion de l'eau pourraient même se présenter comme les sauveurs des pays du Sud en faisant de cette ressource naturelle un bien marchand comme elles l'ont fait pour toutes les ressources!

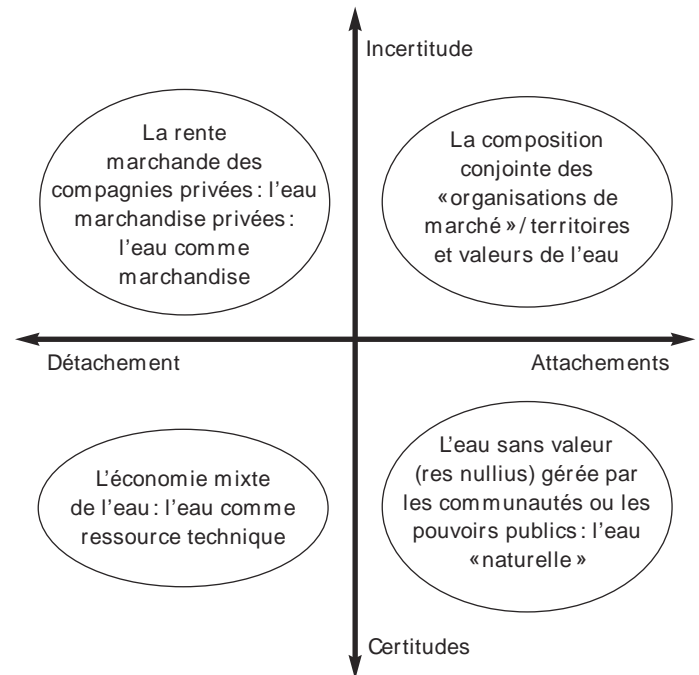
Des collectifs sur la base de bassins versants ?

Un bassin versant, c'est un espace de solidarité forte, entre des acteurs qui ne se connaissent sans doute pas mais dont les activités des uns influent sur la vie des autres. C'est en ce sens que l'organisation de la gestion de la ressource en eau est un autre exemple de construction de collectifs qui doit être à la base de la politique écodémocrate. Ce ne sont plus les capacités de producteurs qui sont mises en évidence comme pour les piles à combustible, ce ne sont plus les réseaux techniques qui créent les liens, mais des configurations dites naturelles. En réalité, dès lors que l'on traite vraiment des réseaux de solidarité (au sens large d'échange réciproque voire de dépendances) dans un bassin versant, on se rend compte que la boucle des actions et rétroactions ne mobilise pas seulement les habitants du bassin ni même les agriculteurs ou les industriels concernés par l'utilisation de l'eau. Elle prend en compte aussi tous les réseaux économiques auxquels sont attachés tous ces acteurs, elle prend en compte toutes les réglementations édictées à des niveaux nationaux ou européens, elle prend en compte des traditions anciennes qui vont bien au-delà des habitants actuels (comme dans les traditions d'irrigation et de répartition de ces droits), elle prend en compte tous les services techniques, qu'ils soient municipaux, privés ou ministériels, et les scientifiques qui donnent leurs avis, leurs évaluations, leurs recommandations, sans oublier ceux qui sont chargés de prélever des taxes qui serviront de levier pour d'autres actions.

La composition des collectifs de l'eau

Les liens ne sont pas à créer comme dans le cas des piles à combustible, ils existent et, dans de nombreux cas, ils paralysent toute possibilité d'action. Le problème n'est plus complexe, il est épineux et les chevelus de la rivière n'en finissent pas de se ramifier dans des problèmes multiples. Dès lors, ce ne sont plus de simples réseaux de coopération qui peuvent espérer obtenir des résultats. Il faut un cadre institutionnel adapté, possédant des leviers réglementaires et financiers,

tout en possédant un grand savoir-faire politique. Or, on constate que ces espaces de référence qui ont un sens pour l'interaction entre les acteurs et avec leur environnement ne sont jamais très équipés du point de vue des compétences et de la légitimité pour prendre des initiatives durables. Voilà encore une façon de donner du pouvoir à des corps intermédiaires d'un autre type, ceux qui sont constitués par les acteurs fédérés par un cadre de fait (ce qui pourrait aussi être le cas pour les habitants d'un quartier). Les définitions des pouvoirs locaux demanderaient alors à être revues et certaines délégations de compétences pourraient ainsi mettre en évidence les réelles priorités.



La fiscalité pollueur-payeur étendue et appliquée
Sur ces deux dossiers, eau et pétrole, les choix de fiscalité nouvelle sont une condition de la réorientation des pratiques. Le principe pollueur-payeur doit s'appliquer aussi bien à l'eau qu'au pétrole mais aussi au nucléaire (dont le coût de traitement et stockage des déchets et de démantèlement doit être dès maintenant répercuté sur les coûts de production de l'énergie). Il doit être étendu à une écotaxe généralisée pénalisant des consommations élevées d'énergie. La responsabilité énergétique vaut à toutes les échelles, elle peut devenir une contrainte politiquement insupportable et mobiliser contre elles des lobbies puissants, mais il est possible d'avancer, avec les acteurs et non contre eux, lorsque des solutions sont proposées, solutions fiables et adaptées au contexte des divers usages, avec gain de certains avantages et non contraintes cumulées, avec des plans de changement progressifs de pratiques.

Enjeu géopolitique et économique : la clé régionale-continentale

Les divergences actuelles entre puissances mondiales ne sont pas conjoncturelles. Elles sont la manifestation d'une vraie désorientation du monde occidental face au vide créé par la disparition du monde bipolaire centré sur l'opposition Est-Ouest. Désormais, l'opposition Nord-Sud reprend le devant de la scène et elle est la clé des formes d'organisation des relations internationales. Les débats sur unilatéralisme ou multilatéralisme faussent la perspective : ils ne parviennent pas à mettre en évidence que nos relations avec le Sud peuvent être de plusieurs types. Selon les choix que nous ferons, nous entrerons dans une déstabilisation durable ou au contraire dans une phase pacifiée des relations internationales.

La défaite de l'Est : une victoire à la Pyrrhus ?

La crise, en fait, surgit faute de combattants. Le communisme et l'empire soviétique se sont effondrés : l'adversaire

idéologique et le cadre géostratégique de pensée des conflits disparaissent. Les survivants que sont la Chine, la Corée du Nord, le Viet Nam ou Cuba sont en phase de compromis plus ou moins difficile mais inéluctable. Or, cette victoire par quasi KO, sans guerre ni conquête, est malgré tout déstabilisatrice : ces pays « libérés » adoptent des politiques qui miment les systèmes démocratiques et capitalistes sans avoir toujours, dans le cas de la Russie, les cadres institutionnels qui leur permettent d'organiser la transition, encouragés en cela par des Chicago Boys qui ont cru nécessaire de démanteler tout l'appareil d'Etat pour faire émerger un libéralisme pur et dur. Les mafias sont les seuls vainqueurs de l'incertitude libérale érigée en dogme (ce qui est un paradoxe pour une incertitude!).

■ Le mur du Sud s'est renforcé, au Sud et au Nord

La démocratie et le capitalisme n'ont pas gagné parce qu'ils étaient meilleurs et qu'ils ont convaincus les peuples des pays de l'Est, ils ont gagné car le communisme était miné de l'intérieur par ses propres aberrations, fondées sur l'émancipation collectiviste autoritaire et scientiste. Dès lors, la responsabilité de l'état du monde incombe totalement à nos pays démocratiques et développés. Et cet état du monde n'a rien de reluisant : les échanges inégaux qui structurent les relations avec le Sud n'ont cessé de produire tous leurs effets. L'appauvrissement des pays du Sud s'est accru durant les 20 dernières années, à l'exception de quelques dragons asiatiques. Pendant ce temps, dans les pays du Nord, les écarts entre riches et pauvres ont pris des dimensions encore inconnues, les populations passant sous le seuil de pauvreté se sont multipliées alors que les plus riches ont encore plus concentré la richesse produite, et cela quels que soient les régimes en place, de gauche ou de droite. C'est dire qu'une dynamique de concentration de la richesse et d'exploitation généralisée au profit de quelques-uns s'est mise en place indépendamment des choix politiques. Le signe le plus net en est la surconsommation aux Etats-Unis, moteur de la

croissance, alimentée grâce à des déficits qui sont, dit Emmanuel Todd, l'équivalent de « prélèvements impériaux » (1,5 Milliards de dollars par jour sont nécessaires pour couvrir les déficits américains). Le système financier qui fait la loi sur les échanges économiques est tout entier tourné vers les USA et, au sein des USA, vers quelques grandes firmes et quelques élites qui accumulent à une échelle rarement atteinte et qui doivent donc consommer de façon somptuaire, même en frais de domesticité.

Un système qui dure et qui s'aggrave

Pendant ce temps, le mur du Sud s'est renforcé et il reste à abattre. Il est probable qu'il ne s'effondrera pas comme le mur de Berlin car les ressources internes à ces pays, naturelles, humaines et financières, ont été ponctionnées jusqu'à l'os. On le sait, les seules ressources dont disposent ces pays sont des matières premières et des produits agricoles: tous ces marchés sont soumis à des spéculations qui permettent aux pays du Nord de maintenir un coût particulièrement bas, à coups de subventions à leurs propres agricultures et de barrières douanières, pour protéger leurs producteurs de coton, de cacao ou de tabac mais aussi de nickel ou de cuivre. Aucune organisation collective des pays producteurs (à part pour le pétrole) ni aucune organisation parallèle ou équitable du commerce ne se mettent en travers de cette organisation asymétrique des marchés, qui prétendent être libérés. La seule aide internationale -qui n'a cessé de diminuer- sert soit à rembourser la dette soit à payer les achats de produits manufacturés souvent vendus avec les accords d'aide eux-mêmes dans ce qu'on appelle l'aide liée.

Ce sont des civilisations entières qui ont été déstructurées par cette logique de pillage depuis longtemps dénoncée. L'urbanisation galopante de ces pays est due à la disparition de tout espoir à la campagne pour des familles entières. Pourtant l'accroissement démographique se ralentit et ce n'est pas la surpopulation qui est la cause du sous-développement mais bien la désorganisation brutale des économies et des cultures locales.

Le Sud n'est pas ailleurs, c'est notre monde commun. Cet écroulement des pays du Sud finit par revenir comme un boomerang dans les pays du Nord. Car malgré toutes ces ponctions, l'alphabétisation n'a cessé de progresser et dans ce cas, d'une part la main-d'œuvre locale devient exploitable par les industries les plus performantes (d'où les délocalisations), et d'autre part l'immigration, autorisée ou non, risquée ou non, devient le seul espoir pour ceux qui ont désormais les moyens de s'informer et donc des attentes nouvelles. Après le déracinement rural-urbain, la tendance se prolonge par un déracinement national vers les pays du Nord. Le problème n'est plus là-bas, il est ici, toujours présent, lancinant comme le montrent Sangatte, les sans-papiers, les trafics humains en tous genres. Nous importons ainsi les problèmes que nous avons cru exporter et nous devenons ainsi des civilisations encore plus cosmopolites, en espérant pourtant faire des politiques d'affirmations nationales.

Plus encore, nous récupérons ainsi de longues histoires passées. Les immigrations ne se font pas au hasard. Les liens culturels et linguistiques tissés durant la colonisation servent aux immigrés du Sud comme maigres ressources: on émigrera d'autant plus facilement que l'on peut au moins espérer utiliser une langue que l'on connaît. Mais en même temps, tous les contentieux, toutes les rançœurs et toutes les culpabilités remontent comme on le voit dans le cas des relations franco-algériennes.

Le paradoxe des liens coloniaux comme ressource pour des solidarités régionales

Pourtant, nous pouvons dire avec une certaine provocation que c'est précisément notre passé colonialiste qui nous donne une chance de pouvoir abattre le mur du Sud. En effet, on constate que les américains, particulièrement habiles à faire cohabiter sur leur territoire des communautés d'immigration différentes qu'ils maintiennent pourtant dans une inégalité certaine, sont incapables de constituer des relations autres qu'impériales avec les pays du Sud. Les

empire colonial du XX^{ème} siècle ont été défaits et la défaite est une leçon d'humilité. La connaissance et la reconnaissance des cultures des pays anciennement colonisés ont progressé au point même de pouvoir faire partie des atouts dynamiques des pays du Nord, si « les beurs » ou « les blacks » étaient acceptés avec leurs compétences, leurs dynamismes, leurs aspirations et non nivelés dans un moule d'intégration assistée.

Nous avons un devoir de développement solidaire envers les pays du Sud et plus particulièrement pour ceux que nous avons colonisés, parce que ces liens mêmes font partie d'une forme de tradition. La réorganisation d'un ordre mondial n'a aucun sens si elle ne prend pas comme objectif la destruction du mur du Sud. Dans le même temps, elle ne peut être orientée tous azimuts ou donner lieu à des attributions arbitraires de protectorats. Nous devons penser en « ensembles régionaux » et traiter entre ensembles régionaux, comme l'indiquait Gilpin, cité par E. Todd. Les atouts en faveur de cette position sont l'expérience européenne, si originale dans l'histoire, porteuse de paix, face au projet impérial américain, porteur de guerre.

■ Le savoir-faire européen pour réinventer des solidarités régionales

L'expérience européenne n'est pas assez souvent vantée comme effet d'un volontarisme politique peu usité. On peut certes déplorer les insuffisances de ce volontarisme actuellement mais on ne saurait oublier le résultat rare auquel il a abouti. Cette construction délibérée, économique puis de plus en plus politique, constitue à elle seule une leçon pour la construction d'ensembles régionaux ailleurs dans le monde. Elle doit certes être approfondie : un véritable fédéralisme doit être mis en place à condition d'être capable en même temps d'inventer un statut aux fonctions des états-nations qui gardent du sens pour les citoyens. Mais pour qu'il tienne, il est indispensable de lui donner une justice, une armée et un gouvernement élu communs.

Pourtant, ce fédéralisme ne serait pas à la hauteur des exi-

gences d'invention qui sont celles de l'Europe. Elle qui a inventé les Etats-nations doit devenir celle qui invente un autre mode de solidarité continentale que l'Empire. Le fédéralisme ne doit pas chercher à recomposer quelque chose comme un supernationalisme continental. Inventer les formes institutionnelles et la citoyenneté qui permet de vivre dans un monde commun mondialisé, voilà un défi européen plus fondamental. Le constat de départ selon lequel le Sud est déjà au Nord doit servir de base pour recomposer des formes politiques et institutionnelles nouvelles et extensibles. La question des étrangers, des migrants, devient une question clé, et non seulement un problème de solidarité ou d'ordre public qui furent les modes de traitement des sans papiers en France. Définir la citoyenneté par le sang ou par le sol ne suffit plus. C'est à partir de ce nomadisme étendu, de cette interpénétration du Nord et du Sud que nous devons inventer des principes de citoyenneté nouveaux. Les attachements qui avaient été créés de force par le colonialisme reviennent désormais dans les pays européens eux-mêmes. Ce n'est plus seulement une question de présence sur le sol, c'est une question d'histoire partagée. Il nous faut dès lors aller au bout de ce « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », en précisant que nous ne savons pas a priori ce qu'est un peuple européen ni un européen, ni dès lors un étranger, mais que tous ceux qui ont « voté avec leurs pieds » en venant en Europe, pour quelque raison que ce soit, ont vocation à devenir des citoyens européens. L'Europe serait ainsi la première à prendre en compte ce nomadisme (cf. Attali), à l'assumer et à en faire une base de citoyenneté, sans doute non exclusive d'autres citoyennetés, mais élément essentiel de composition politique d'un nouveau type.

Dès lors, la responsabilité de l'Europe est énorme pour accompagner des ensembles régionaux ailleurs dans le monde et surtout pour tisser des liens privilégiés avec l'Afrique qui fut sa terre de colonisation privilégiée. L'expérience de l'Europe pour intégrer des pays à développement inégal mérite aussi d'être exploitée. La Grèce, le Portugal,

l'Irlande et, dans une moindre mesure, l'Espagne, présentaient des écarts considérables en matière de niveaux de vie et de PNB avant leur entrée dans l'Europe. Ces écarts sont loin d'être tous résorbés et l'on constate des différences entre ces pays en matière de chômage notamment (entre l'Irlande et Grèce par exemple). Mais l'Europe a été capable de mobiliser des ressources à travers ses fonds structurels, malgré le poids exorbitant de la PAC, de façon à aider au développement de ces pays. Cet effort a-t-il pesé de façon négative sur la croissance européenne ? On peut dire en fait que ce développement a permis d'activer les échanges grâce à l'augmentation générale du pouvoir d'achat des ménages et des entreprises de ces pays. C'est en fait une politique de relance keynésienne qui s'est ainsi mise en place avec cet avantage crucial qu'elle permettait de résorber une zone périphérique. Admettons cependant que, même si tous se sont enrichis, ce sont surtout les populations les plus aisées de ces pays qui ont bénéficié de cette intégration, car dans le même temps, les écarts entre riches et pauvres, comme dans tous les autres pays, s'aggravaient. Cet élargissement pourrait déjà donner des idées pour des politiques de relance intérieure en direction des populations les plus pauvres.

La panne de la croissance est durable tant qu'on ne s'attaque pas le mur du Sud

L'économie capitaliste contemporaine a accru les écarts entre riches et pauvres mais elle a ainsi scié la branche de la croissance sur laquelle elle était assise. La pression sur les salaires est telle que les populations les plus pauvres ne sont plus solvables et tirent la demande vers le bas, entraînant, même dans les périodes florissantes, des croissances faibles, sans commune mesure avec celle des Trente Glorieuses.

Pourquoi n'avons nous pas les moyens de le faire actuellement ? Parce que les profits financiers à court terme sont devenus la règle et le développement industriel, fondé sur une consommation élargie et des investissements à long terme, l'exception, pourrait-on presque dire. L'arbitrage entre profits pour les actionnaires (et non pour l'investisse-

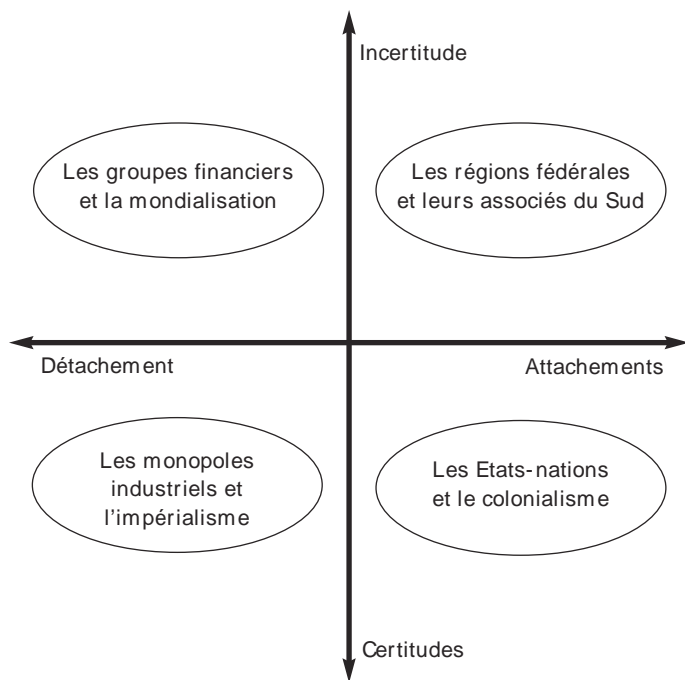
ment) et salaires s'est systématiquement dégradé en défaveur des salariés et la croissance ne peut donc plus être au rendez-vous.

L'un des ressorts privilégiés et durable de cette relance, profitable au système lui-même, à condition qu'il sorte du modèle financier libéral, consiste à élaborer un projet de « développement régional mutuel » non seulement avec les nouveaux pays qui intègrent l'Europe mais directement avec l'Afrique, en s'appuyant sur les organismes fédérant les pays africains mais aussi sur des organisations civiles structurées à l'échelle plus locale. Cela suppose bien entendu en premier lieu d'abolir la dette des pays du Sud car aucune croissance n'est possible avec un tel boulet. Les investissements ne doivent en aucun cas être liés à des consommations ou à des avantages pour les entreprises européennes. Pour éviter qu'ils aillent dans la poche des dirigeants africains ou dans celle des multinationales américaines, il est nécessaire de les lier à des montages démocratiques avec participation des citoyens africains à des échelles diverses. Là encore, c'est la vitalité des collectifs locaux qui sera la seule garantie contre des dérives mafieuses ou néocoloniales. Cela suppose aussi de prendre le risque de faire confiance aux populations ! Mais les échelles doivent être variables selon les problèmes. Il est ainsi nécessaire de traiter avec des ONG nationales ou internationales à certains moments mais aussi avec des groupes et des représentants locaux pour tel dossier particulier. De même, cette vigilance apportée par les ONG ne suffira pas lors de négociations où les États sont impliqués. Les propositions de « formats » des collectifs internationaux à construire pour prendre des décisions sont parmi les questions les plus difficiles à résoudre. Il faut des institutions internationales et faire en sorte que leurs pouvoirs s'étendent. Mais selon les questions traitées (santé, réseaux, éducation, espèces, matières premières, etc.) les configurations doivent être différentes. C'est en cela que le mélange des genres dans des institutions de troc généralisé genre OMC ne peut jamais faire avancer le traitement de chacune des questions. La question des changements d'échelle et la capacité à propo-

ser les cadres nécessaires selon les enjeux constitue une des méthodes que l'écodémocratie doit apporter. Car nul ne sait a priori comment débloquent une question en partant d'une échelle ou d'une autre. Pour autant, la proposition des ensembles régionaux que nous faisons constitue le volet de stabilisation politique nécessaire pour que l'apprentissage de la composition collective puisse se faire plus aisément.

■ Vers des ensembles régionaux solidaires

Ce projet est clairement orienté vers la création d'ensembles régionaux et même d'ensembles régionaux solidaires Nord-Sud. Cela suppose une forme de répartition du monde qui peut déplaire avant tout aux américains mais aussi aux pays du Sud et qui s'inscrit dans une rupture historique.



L'état de pauvreté absolue en Afrique justifie des moyens sans doute différents de ceux employés par exemple en Amérique du Sud. Le Brésil semble avoir vocation à assurer un leadership géopolitique, qui devrait dynamiser la coopération régionale, d'autant plus que Lula affiche des intentions qui peuvent encourager la coopération avec les autres pays. Il a notamment proposé un Fonds pour la pauvreté qui serait un projet politique majeur pour donner aux pays du Sud un véritable espoir. Mais, dans le cadre spécifique des Régions du Monde, la question des surplus se pose car le Brésil ne possède aucun levier pour générer des surplus qui lui permettrait de peser sur un développement régional volontariste. Les surplus du continent américain sont concentrés aux Etats-Unis (mais le Canada pourrait jouer un rôle original dans un tel scénario).

Le trou noir financier des USA, source de sa force et de sa dépendance

La question centrale revient à celle de l'utilisation des surplus américains, non seulement pour le continent mais pour le monde entier, car ces surplus sont en fait des crédits fournis par les autres pays sous forme d'achat de billets verts ou d'actions de firmes américaines. Alors qu'en 1990, le déficit budgétaire US était de 100 milliards de dollars, il est passé en 2000 à 450 milliards de dollars ! Comme le montre Emmanuel Todd, l'empire américain est avant tout un grand consommateur des surplus générés ailleurs, grâce à la performance de son système financier. Or, nous prévenons, Enron a montré le peu de fiabilité des comptes dans cet univers financier, alors que tous les indices de bonne santé de l'économie américaine reposent majoritairement sur la rentabilité des services (finances, assurances, immobilier et services personnels) et non de l'industrie, concurrencée même dans ces secteurs de pointe.

La financiarisation de l'économie constatée dans le monde entier vaut avant tout pour l'économie des USA eux-mêmes, qui ont ainsi construit des « pompes à finances » particulièrement performantes. La prétention impériale des

USA se justifie non pas par une hyper puissance mais par la nécessité de préserver une asymétrie de flux financiers qui a fini par créer une dépendance américaine à l'égard du reste du monde. Cette évolution, analysée par Todd, devient précisément dangereuse au moment où les USA perdent leur puissance, alors que chacun a pu reconnaître les effets bénéfiques d'opérations impériales comme le plan Marshall, dont l'époque est révolue. Le modèle libéral américain ne cherche à se diffuser et à devenir la règle qu'en raison de sa nécessité vitale pour le maintien de l'inégalité des flux : dès lors qu'il supposerait des frontières ouvertes pour les produits agricoles étrangers, les administrations américaines successives ne se sont jamais gênées pour le balayer au profit d'un protectionnisme pur et dur. Ce n'est donc plus au nom d'un universalisme que l'empire américain prétend exporter sa vision de la démocratie, c'est avant tout pour maintenir tous les partenaires ou concurrents dans sa dépendance.

L'avenir de l'Europe dépend de son projet avec le Sud

Le projet européen devrait trouver ainsi un souffle décisif et constituer un projet majeur. Mais il court deux risques :

- être ramené à une nécessité économique interne à l'Europe, voire même politique, mais cela ne donnera jamais de vision au-delà d'une forme locale de la globalisation, qui oblige sans cesse à grossir pour pouvoir se défendre.
- être mobilisé pour faire pièce à la tentation unilatérale américaine, en maintenant un contre-poids géostratégique européen. On notera que pour l'instant, l'Europe reste un nain militaire et que seule la Russie peut faire contrepoids. La relance européenne par anti-américanisme a peut-être de beaux jours devant elle pour les démagogues, mais elle ne mène nulle part.

Le projet européen ne prendra statut de vision mobilisatrice qu'à la condition de se fonder sur l'enjeu historique majeur du point de vue géopolitique, celui du mur du Sud,

et en le traitant comme un problème quasiment interne à l'Europe. Les écologistes ont toujours été parmi les plus sensibles à cette vision globale des problèmes et à la solidarité avec le globe et dans sa diversité. En devenant écodémocrates, ils doivent étendre ce souci à une vision géopolitique. L'Europe fédérale n'est pas en elle-même désirable, ni plus rationnelle ! C'est la puissance économique et l'effet de stabilité d'un grand ensemble régional comme l'Europe qui nous permettront de renverser l'échange inégal avec le Sud. Non seulement pour des raisons de justice mais pour des nécessités du développement du centre et de l'Europe elle-même. Mais ce sont aussi des principes de citoyenneté et de liens à la fois plus assumés (les attachements historiques) et plus incertains (le nomadisme) qui donneront une puissance de transformation à ce projet. Peut-on être citoyen européen sans être né ni habiter en Europe et sans conflit avec ses autres appartenances ? Voilà qui donnerait une toute autre portée à tous les projets de développement solidaire et qui sortirait tout projet institutionnel de ses références impériales. « Être européen aujourd'hui, dans un sens ambitieux, c'est concevoir la révision du principe d'Empire comme la plus haute mission de la théorie comme de la pratique » (P. Soterdijk, *Si l'Europe s'éveille*, 1994, p.74).

Un modèle économique européen non financier

Notre modèle européen doit s'opposer au modèle américain dit unilatéral qui n'est qu'une forme de maintien d'un prélèvement impérial financier. L'Europe peut prétendre mettre en œuvre un autre modèle de relations internationales, fondé sur l'intérêt mutuel du développement de la demande dans les pays du Sud, dans le sens d'une fédération de fédérations (Morin). L'effort déjà réalisé pour les pays européens les moins développés montre la voie. Mais ce modèle européen possède des dimensions politiques internes aussi : on le sait, le libéralisme américain a généré une ségrégation toujours maintenue pour les Noirs et s'est fondé sur une insécurité sociale générale. Les tentatives

d'exportation de ce modèle en Europe ont produit de grandes désorientations et souffrances durant les 20 dernières années et ont conduit à l'émergence de l'extrême droite. Or, le capitalisme dit rhénan possède des impératifs et des méthodes de cohésion sociale qui, par comparaison, ont fait leurs preuves et que l'on doit maintenir et faire évoluer et non démanteler. Ce n'est pas un hasard si la domination du capitalisme financier finit par attaquer des économies du modèle rhénan fondées, elles, sur une vraie politique industrielle de production de biens et sur des formes diverses de protection sociale, comme en Allemagne (et aussi au Japon, d'ailleurs). L'Europe peut donc être porteuse d'un modèle de solidarité interne aux pays développés, cohérent avec une solidarité avec les pays du Sud. Et c'est pour cela qu'elle doit se construire comme puissance régionale, contrebalançant la prétention américaine à représenter l'unique modèle, libéral-dogmatique (et non libéral-libertaire, notons le bien).

De grands ensembles régionaux

On peut dès lors imaginer une organisation du monde par associations volontaires d'états nations constituant des ensembles régionaux, avec pour objectifs de traiter en leur sein les inégalités de développement mais en veillant aussi à assumer leurs responsabilités vis-à-vis d'une partie du Sud voisin qui vit déjà dans des formes de dépendance qui les maintiennent dans la pauvreté. Il n'est pas nécessaire de tracer des frontières mais d'exploiter les liens historiques et de fixer des exigences pour chacune de ces zones. Des formes de citoyenneté différentes peuvent ainsi être mises en place qui sont l'indice de cette solidarité au plus près de chacun des membres de ces « zones ». Au-delà, le principe de monnaie commune, comme cela se fait déjà pour certains pays avec le dollar, serait sans doute une garantie de stabilité et de solidarité, avec au moins des taux de change fixes, éliminant la spéculation. La dette devra être annulée par tous les pays du Nord mais on peut ensuite considérer que les formes d'aide devront privilégier certai-

nes zones et prendre des formes totalement différentes des aides précédentes, avec un engagement marqué des collectifs de populations dans chacun des cas, sous forme des syndicats, des ONG, de communautés diverses. En incluant l'obligation de solidarité avec une certaine zone du Sud, les pays du Nord se voient tout d'un coup devenir aussi porteurs des problèmes que rencontrent ces pays, non plus de façon générale mais dans des relations particulières qui finiront par constituer un monde commun et qui se marqueront dans des institutions communes régionales.

Le discours de la méthode

Le projet écodémocrate ne peut se contenter de reprendre les façons classiques de « faire de la politique » qui ont subi un tel désaveu ces dernières années. Il ne prétend pas pour autant s'engager dans la voie de la dénonciation de la politique dite politicienne au nom de la défense de la société civile par exemple. L'écodémocratie reconnaît les vertus des institutions démocratiques et assume dès lors les traductions nécessaires pour transformer un projet collectif en méthode de gouvernement. Car c'est bien là où se situera la différence des pratiques politiques des écodémocrates. Les programmes ne suffisent pas à fournir les guides pour gouverner. Mieux même, ils peuvent mener au pire s'ils sont respectés et mis en œuvre à la lettre : voilà un paradoxe qu'il faut assumer et que nous expliquerons.

■ La maladie infantile de l'écologie ?

Les partis politiques écologistes sont intéressants à observer (mais parfois fatigants à fréquenter !) parce qu'ils constituent le symptôme aigu de la crise de tous les partis politiques dans nos démocraties. Pour tout dire, ils sont aussi fondamentalement rebelles à tout modèle autoritaire de fonctionnement et leur côté libertaire les encourage fortement à refuser tout unanimité, voire même toute majorité. Ces querelles, les autres partis les vivent aussi, avec ces réserves

qu'ils recrutent en beaucoup plus grand nombre et qu'ils savent arrêter les controverses par des arrangements au sommet ou par un coup autoritaire de l'un ou de l'autre.

L'essoufflement de la forme « parti »

Ce qui est commun à tous les partis, c'est leur perte d'influence et d'attraction. Les associations, elles, se portent bien, les syndicats difficilement (mais certains recrutent malgré tout), les partis voient les militants vieillir sur pied ou subissent en plus un turn-over important. Bref, tout se passe comme si le modèle même du parti politique devait être remis en cause. Les partis de notables, les partis populistes, les partis de masse, ou les partis protestataires sont tous dans le même cas, à des degrés divers. Plus largement, on peut même penser que beaucoup de citoyens doutent de l'utilité de l'action politique, de sa spécificité ou de son pouvoir réel, ce que les politiques confirment souvent en avouant leur impuissance face aux « réalités du marché », comme pour Vilvoorde... Les politiques ont alors beau jeu de critiquer ces mêmes citoyens pour leur repli sur leurs seuls intérêts particuliers ou sur des actions spécialisées éphémères. C'est donc un inventaire des fonctions des partis que nous voudrions faire pour restituer le pluralisme des buts d'un tel groupement social et par là vérifier si la forme « parti » reste ou non adaptée.

Les répertoires d'action politiques contemporains

Un parti politique lance des campagnes d'action, pour faire pression en vue de résultats précis mais aussi pour faire changer les mentalités et diffuser à cette occasion sa vision du monde. L'action doit donc être à la fois convaincante et efficace. La forme parti apporte-t-elle quelque chose sur ce plan ? Une campagne doit être coordonnée efficacement, préparée, relayée, équipée, etc. et les militants sont souvent bien d'autres choses à faire, dont la préparation des élec-

tions n'est pas la moindre ! Une campagne est éphémère alors qu'un militant de parti s'inscrit de façon durable. Une campagne est thématique et touche de ce fait des personnes précises non nécessairement intéressées par l'approche globale d'un parti (même si c'est précisément à ce déplacement des centres d'intérêt que nous visons). Bref, le parti, en termes de méthodes, de public et d'échelle de temps, est plutôt inadapté pour conduire des campagnes. Plus important, chaque parti définit ses campagnes en fonction du « répertoire d'action collective » (Tilly) qu'il maîtrise, celui qui fait sa particularité. En réalité tous les partis et surtout à gauche tendent à reproduire le même répertoire. Il faut alors reconnaître que les pratiques politiques écologistes les plus quotidiennes n'ont rien d'originales, qu'elles ne font que reproduire, plutôt mal, des méthodes, des outils, des principes issus d'autres traditions.

■ Le mouvement ouvrier et la grève

Le mouvement ouvrier possédait une arme essentielle, la grève. Grève locale, spontanée, devenue une forme d'action syndicale classique parfois très contrôlée et dosée mais aussi programme politique associé à la prise du pouvoir, à travers la grève générale. Ce mythe de la grève générale continue de mobiliser les imaginaires gauchistes mais, avouons-le, beaucoup d'autres, seulement romantiques ou nostalgiques, ne serait-ce que de Mai 68. La grève reste en tous cas une forme d'action fort adaptée au statut de salariés, plutôt industriels, plutôt grandes entreprises, mais de plus en plus, à des groupes sociaux occupant des « points de passage obligés » dans l'activité socio-technique d'un pays (ex : aiguilleurs du ciel).

■ Les consommateurs et le boycott

Le boycott est devenu l'arme favorite des consommateurs. Ralph Nader est devenu célèbre à cette occasion. Le pouvoir ne réside pas ici dans la force de travail mais dans la force d'achat, c'est au fond le pouvoir d'achat ou de non-achat qui s'exprime. L'important est ici de sélectionner la cible de façon claire car l'action ne procède que de la contagion, par

les médias et par actes individuels cumulés. Avec le boycott de Danone, on a pu mesurer la difficulté à concilier boycott et défense des salariés : le conflit, qui pourrait avoir un effet cumulatif (ouvriers + consommateurs), peut se retourner en division générale. On sous-estime souvent l'importance de cette arme du boycott ainsi que le mouvement des consommateurs, toujours suspecté au fond de ne pas critiquer radicalement le modèle productiviste mais de demander seulement de meilleurs produits ou de ne pas se soucier des salariés et des impératifs de sauvegarde de l'emploi.

■ Les activistes environnementalistes et l'interposition non-violente

Greenpeace a inventé une autre forme d'action particulièrement bien rodée, l'interposition non-violente. Cette forme d'action nécessite une grande préparation car elle n'intervient qu'à un moment d'une campagne plus large, comportant des dossiers, des courriers, du lobbying classique, des appels aux médias. Seuls des activistes formés, dirigés selon un plan très calculé pour ne pas déraiper ni être interprété de façon erronée, peuvent mener ces actions. Greenpeace admet clairement ne pas être à l'aise avec les actions de masse. Cela ne condamne en rien ce mode d'action, c'est au contraire reconnaître que chaque mode d'action possède sa sphère de validité, son cahier des charges et donc ses limites. L'expertise sur les dossiers traités, l'appui sur les médias et sur l'opinion font aussi partie des compétences de Greenpeace nécessaire au succès de ses actions. Il faut encore insister sur les deux notions de stratégie et d'action mesurée qui font leur force. Il y a là matière à inspiration pour trouver ce qui sera l'action spécifique propre à l'écodémocratie, sans pour autant prétendre le reproduire.

■ L'opinion et les manifestations

Les manifestations sont encore l'action la plus largement répandue parmi tous les partis des démocraties. Le principe de la manifestation, c'est la force du nombre (d'où les batailles de comptage). C'est un principe apparemment

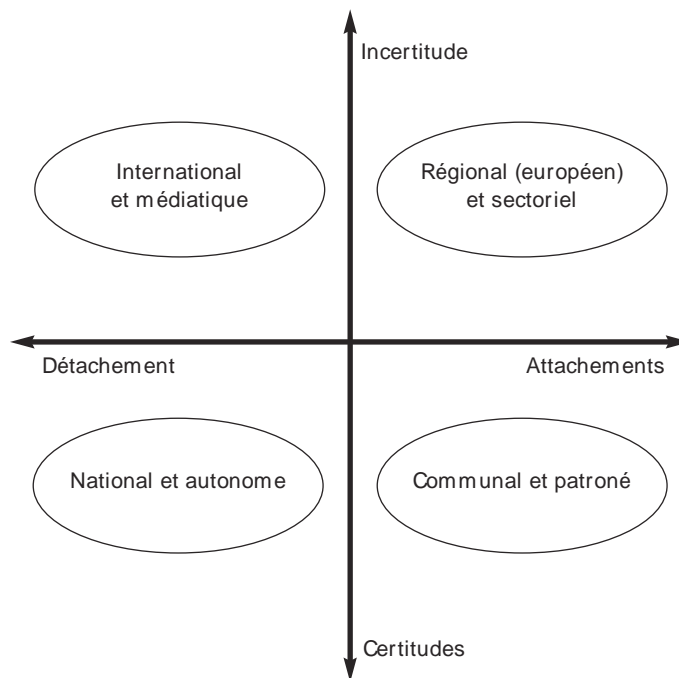
démocratique mais dont le sens reste fort ambigu. Les manifestations doivent agréger des collectifs fort hétérogènes et de vives discussions portent souvent sur le respect des slogans collectifs, mais aussi sur l'ordre de préséance entre organisations. Les débordements violents ont souvent l'effet d'un sabotage en règle des bénéficiaires d'une manifestation. Mais dans certains cas, ces débordements créent un cycle répression/solidarité que certains n'hésitent pas à manipuler. Aujourd'hui, le critère du nombre a largement été supplanté par celui des médias (voir P. Champagne à ce sujet). Et l'on voit les véritables shows que certains syndicats peuvent organiser pour attirer l'attention. Les manifestations ne sont en fait la propriété d'aucun mouvement social : le mouvement ouvrier en a fait largement usage, le mouvement anti-mondialisation les reprend abondamment mais toutes les catégories sociales, toutes les tendances (cf. « la » manif du privé contre Savary en France dans les années 80), tous les objets de préoccupations peuvent faire l'objet de manifestations. On peut dès lors se demander si l'écodémocratie a quelque chose de spécifique à apporter à cette forme d'action. Elle trouve d'ailleurs rapidement ses limites lorsqu'aucun slogan unificateur présentant des buts clairs et atteignables n'est proposé.

Les répertoires d'action éco-démocrates

■ Les échelles d'action écodémocrate : l'Europe et le sectoriel

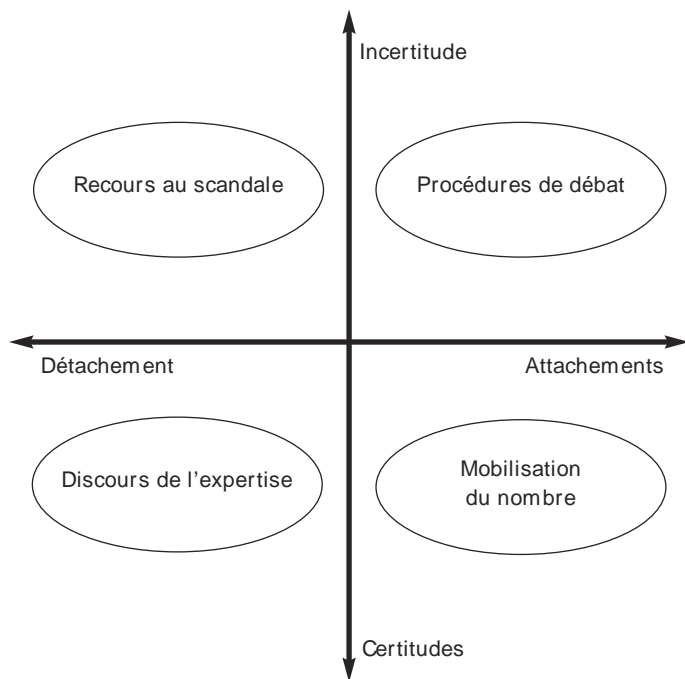
L'action écodémocrate vise un objectif politique et ne peut donc espérer agir que sur une échelle correspondant à des pouvoirs politiques institués, qui doit désormais être l'Europe, là où se prennent les décisions les plus importantes et qui constitue le seul poids véritable au niveau international. Elle ne peut se résumer à un mouvement d'opinion, sans pour autant ignorer tout le travail nécessaire fait dans ce domaine par d'autres. Mais ce qui est vrai pour l'action poli-

tique instituée ne l'est pas nécessairement dans les phases d'exploration d'un problème. L'action écodémocrate doit rester toujours liée à l'émergence de collectifs à des échelles beaucoup plus variables et indécidables a priori. En effet, l'action écodémocrate doit opérer à des échelles sectorielles beaucoup plus que n'ont pu le faire les pratiques politiques existantes. Les activistes écologistes ont montré la voie sur ce plan : il n'est pas nécessaire de promouvoir des slogans généralistes pour mobiliser, c'est au contraire en visant des cibles identifiées (ex : l'arrêt des exportations de bois des forêts tropicales) que des victoires peuvent être obtenues et par là un effet de renforcement et de confiance des collectifs.



■ Le répertoire propre à l'écodémocratie : le débat

Or, c'est avant tout ce répertoire d'action collective propre aux écodémocrates qui doit être inventé car la répétition des cadres anciens ne produit que de l'ancien et conduit à se faire reprendre par les logiques classiques des appareils de partis, fort expérimentés en matière de manifestations, de pétitions ou de grèves. Offerlé distingue trois répertoires contemporains : celui de la mobilisation du nombre, celui des discours d'expertise et celui du recours au scandale. Ces trois répertoires peuvent être mobilisés par l'écodémocratie, mais on voit d'emblée qu'ils n'ont rien de spécifique et qu'ils présentent même des risques de glissement grave pour les méthodes même de l'écodémocratie.



L'écodémocratie peut provoquer une nouvelle émergence de forme d'action collective autour de son exigence de débat. Ce n'est pas un hasard si les associations de riverains, celles qui combattent les choix techniques majeurs comme le nucléaire ou les OGM, les associations de quartier, etc. demandent toujours et avant tout un débat. Elles finissent par devenir expertes dans le domaine, elles parviennent à mobiliser parfois des milliers de personnes dans des réseaux nationaux, elles savent jouer aussi des actions spectaculaires et médiatiques. Mais leur force tient non pas tant au refus a priori qu'à la volonté de débattre, d'organiser la confrontation des points de vue et de faire avancer la décision publique en prenant en compte toutes les contraintes. Cette revendication peut devenir un savoir-faire et devrait constituer pour les porteurs du projet écodémocrate leur trait distinctif. Parce que l'écodémocratie admet l'incertitude et ne prétend pas imposer des solutions qu'une avant-garde éclairée ou des experts tout-puissants auraient trouvés. Parce que pour l'écodémocratie, le débat manifeste l'exigence de prise en compte, il représente une méthode pratique pour faire avancer la solidarité, la rendre visible, et recomposer le problème avec tous les êtres concernés.

■ **Collectifs instituants : procédures de débat public et déclaration d'ouverture de controverse**
La nécessité du débat ne peut être posée comme principe général sans tenir compte des niveaux institutionnels, des conditions dans lesquelles cela peut se dérouler et des techniques de mise en œuvre opérationnelle. Le niveau institutionnel le plus connu porte sur les procédures de débat public, dites parfois aussi conférences de consensus. De nombreuses observations et analyses ont été faites à ce sujet (Callon, Lascoumes et Barthe, Reber). Un projet écodémocrate doit déboucher sur des propositions de procédures qui tiennent compte de toutes ces expériences et qui visent à les faire inscrire dans les formes reconnues de la vie politique des pays démocratiques. La « déclaration d'ouverture de controverse » est à ce titre une opération impor-

tante pour marquer le moment où les boîtes noires peuvent et doivent être réouvertes, à condition que les limites du questionnement ne soient pas a priori définies de façon étroite. Si un débat sur les OGM ne peut pas prendre en compte les modèles agricoles productivistes et ce qui pousse les firmes et certains agriculteurs à ces choix techniques, le débat n'a aucun intérêt. Les limites du collectif doivent rester ouvertes pendant toute une période pour être sûr qu'on n'oublie pas un acteur majeur dans l'investigation. Il s'agit alors d'exploration des mondes possibles, des points de vue et cette exploration peut déboucher sur le constat de l'insuffisance des recherches et sur leur relance, ce qui peut prendre des années: des moratoires durant les phases de controverses doivent être institués pour éviter des décisions contraires.

Ce niveau institutionnel du débat public doit faire l'objet d'expériences multiples pour arriver à cumuler des savoir-faire et des méthodes généralisables. Il ne peut être résumé sous la forme d'un vote référendaire, car ce serait d'emblée aller à la clôture du débat avant même de l'avoir mis en place, mais la question de sa clôture sera posée plus loin. Il demande donc du temps, des moyens, un choix de société pour considérer que cette participation citoyenne fait partie des contributions que chacun peut apporter et pour lesquelles il doit avoir du temps disponible. S'il y a bien une justification fondamentale à la réduction du temps de travail, c'est bien cette nécessité d'intensifier la participation de groupes sociaux plus divers à toutes les instances de la vie démocratique et notamment à ces formes de débat.

■ Collectifs de soutien

Il ne faut jamais craindre de faire intervenir les « petites voix » ou les voix improbables ou encore les voix qui refusent de débattre. Les écomodémocrates doivent être ceux qui développent des savoir-faire et des méthodes d'écoute les plus exigeantes, c'est en cela que c'est une approche combative et non marquée par le consensus mou. C'est l'écou-

te qui permet de se laisser interroger, sans perdre de vue le travail d'exploration en cours mais en admettant de se mettre en danger car on a pu collectivement mal poser la question depuis des années. L'irruption de propositions insolentes ou iconoclastes ou politiquement incorrectes est toujours la bienvenue pour l'écodémocratie car c'est la seule chance de refonder les principes qui permettent de faire le monde commun. Ce n'est pas possible à tous moments mais au moins durant ces phases de controverses, il faut l'admettre. Nous veillerons donc à différencier des collectifs d'écoute, qui sont un préalable pour garantir à chacun que sa position est entendue, et qu'on cherche à se mettre à sa place. Cela se fait dans des instances assez proches finalement des collectifs de self-help, ou d'entraide que l'on trouve particulièrement dans le monde anglo-saxon, pour les malades notamment. Il est essentiel de ne pas court-circuiter cette phase de mise en forme des émotions, d'expression des peurs et des rancœurs et de ne pas les disqualifier a priori comme on le fait toujours dans les débats politiques officiels. On repousse des arguments qui sont émis de façon véhémence, ou avec un langage peu châtié, ou qui mettent en cause des personnes, etc. et on évite ainsi d'entendre ce qui cherche à se dire. Si ces formes d'expression sont employées, c'est aussi bien souvent parce que l'expérience a montré que l'écoute n'existait pas. Pour éviter cela il faut précisément créer, multiplier et soutenir ces groupes de parole que l'on dira collectifs de soutien, sans leur demander de faire déjà le travail d'exploration. Les collectifs d'exploration engagent des démarches d'argumentation et de création de connaissances, en même temps que d'extension de leurs réseaux qui sont différents du soutien et de l'expression. Il s'agit déjà de composer avec d'autres.

■ Collectifs d'exploration

Les groupes concernés ne sont pas délimités a priori par quelques porte-parole officiels de certains de ces groupes: cette confiscation du débat au profit des spécialistes ou des professionnels d'un domaine est le plus sûr moyen de faire

échouer une procédure. Les questions qui intéressent les agriculteurs, les sage-femmes ou les homosexuels intéressent toujours directement d'autres groupes. Bien sûr, l'expérience qui leur est propre doit être prise en compte, mais le problème ne prendra une autre dimension qu'à la condition de le relier à tous ceux qui se sentent concernés, voire même à ceux qu'il faut solliciter pour vérifier qu'ils sont ou non concernés.

■ Les vertus du nimby

A l'autre extrême de l'échelle institutionnelle, se trouvent des situations dites locales, souvent relativisées comme luttes de riverains, défense d'intérêts privés, défense catégorielle ou communautaire, Nimby (Not in my backyard, qu'on peut traduire par « n'importe où sauf derrière chez moi ! ») etc... Ces citoyens sont pourtant les vigiles qui peuvent alerter sur des questions que personne ne peut entendre et qui les touchent directement. Et ce n'est pas parce qu'ils sont touchés directement qu'ils n'ont pas droit à être entendus. Les riverains d'un aéroport, d'une future décharge, les parents d'élèves d'une école qui ferme, les patients touchés par une maladie, les ouvriers d'un secteur industriel qui disparaît, les défenseurs d'une forme d'art qui dérange, etc. tous ont prétention, dès lors qu'ils se groupent, à demander l'ouverture d'une controverse. Les échelles ne sont pas les mêmes au départ, mais la question posée peut parfois déboucher sur des enjeux nationaux, comme on l'a vu pour les patients atteints de myopathie. Le savoir-faire de certains porte-parole de ces associations ne doit pas être la seule chance d'émergence de ces problèmes. C'est le rôle des écodémocrates de proposer sur toutes ces questions, les plus locales ou les plus momentanées, la création de collectifs et l'ouverture de débats. Les problèmes soulevés dans le cadre des débats plus généraux vont se retrouver à nouveau : l'exigence d'écoute, la consultation et la perplexité, l'exploration, le temps nécessaire et la diversité des formes d'expression.

Les porteurs de l'action écodémocrate

■ L'école du gouvernement

Les différentes tâches requises pour composer un collectif, pour faire émerger un problème, pour faire admettre l'ouverture de la controverse, pour réguler les tensions internes, pour constituer un dossier et des expertises diverses, etc... demandent des qualités qui peuvent s'apprendre mais qui ne relèvent en rien d'un simple bon sens. De la même façon que les partis de gauche repéraient et formaient leurs cadres sur le terrain des grèves et des luttes, les écodémocrates doivent repérer et former leurs porte-paroles dans les procédures de débat. On conçoit dès lors que ces débats sont aussi une école de gouvernement non seulement pour leurs animateurs mais pour tous les participants. Lorsqu'une association accepte de réviser ses objectifs de lutte contre une déviation routière pour prendre en compte les exigences d'autres riverains chez qui elle prévoyait de la repousser, un vrai travail politique a commencé : les solutions ne sont pas immédiates, la prise de responsabilité s'élargit, la lutte dépasse le stade du « nous » contre « tous les autres », on apprend à faire des alliances et à déplacer en même temps la compréhension du problème. C'est grâce à ce travail quotidien, sur le terrain, que la participation politique progresse, même si elle ne se traduit pas dans les urnes.

Cette capacité à lancer et à animer des débats n'est pas spontanée, elle n'est pas permanente. Ces deux notions devraient être à la base même d'attentes réalistes de la part des partis. Il est vain de supposer que l'importation de « leaders naturels », de « professionnels de la politique » ou autre recette miracle pourrait changer quelque chose.

■ Une nouvelle éducation populaire

La formation était en revanche la clé du succès et de la cohésion du parti communiste. Il est certain qu'on ne regrettera pas le type de loyauté que suscitaient les organisations communistes bureaucratiques et autoritaires. En revanche, leur offre de formation a permis d'ouvrir les rangs des cadres du

parti à des personnes sans parcours scolaire reconnu. Cette possibilité était aussi offerte par tout le mouvement d'éducation populaire qui a fourni tant de responsables pour la gauche et pour les associations. La formation est la clé pour se forger des cadres communs d'analyse, des méthodes d'action partagées et pour être vraiment opérationnels dans les campagnes qui sont conduites. C'est ce que réussit Attac dont l'éducation populaire est devenue peut-être la principale fonction. Cette formation ne peut reposer seulement sur la transmission de l'histoire et de savoirs formalisés comme cela se fait dans les partis dogmatiques. Elle doit consister en une mise à l'épreuve du terrain, plus ou moins réaliste : à travers des mises en scène de cas, des jeux de rôle et d'autres formes d'intervention directe, la compréhension des mécanismes du pouvoir, la capacité à argumenter, à redéfinir sa position, à entendre et à convaincre peuvent être exercées.

■ La fin des militants : la démocratie intermittente

Il serait aussi bon de prendre en compte le reflux définitif du militantisme traditionnel, qui, comme le nom l'indique bien, relevait plus d'un embrigadement total, d'une adhésion forte que d'une contribution politique. Les partis étaient aussi des cadres de socialisation, toutes les relations amicales pouvaient tourner autour d'eux, le temps de loisirs était tout entier pris par cette activité. Or, les citoyens contemporains rejettent cette forme d'engagement comme ils rejettent d'ailleurs toutes les adhésions trop définitives, trop prenantes et qui ne leur donnent pas l'impression de pouvoir à tout moment choisir. Mais les partis continuent pourtant selon le même schéma, ils continuent à réclamer un engagement personnel qui entre en contradiction avec la vie professionnelle ou familiale, ils n'admettent pas les critiques de celui qui n'est qu'adhérent et ne peut pas participer aux actions. Les partis n'ont pas compris que nous sommes entrés dans une ère de « démocratie intermittente ». En réalité, il n'y a là rien de nouveau, puisqu'Aristote le soulignait déjà (in La politique p283) et en faisait d'ailleurs

un des problèmes clés de la démocratie, puisque la disponibilité pour participer aux assemblées n'était pas également répartie, d'où le risque d'oligarchie à terme.

■ Statut de l'élu et reconversion

Cette exigence de militantisme total fait fuir la plupart des sympathisants et conduit par ailleurs à maintenir au pouvoir toujours les mêmes, ceux qui ont certes fait des sacrifices de carrière professionnelle pour militer mais qui, du coup, se sont convertis à une carrière politique, qu'ils n'ont aucune envie de lâcher, même lorsqu'ils sont battus au sein de leurs partis ou devant les électeurs. Un statut des élus politiques mais aussi associatifs serait un levier essentiel pour ouvrir les postes internes ou électifs à d'autres groupes sociaux et pour faciliter la récupération d'un poste professionnel après avoir occupé des fonctions associatives de quelque ordre que ce soit, bien au-delà des partis. La reconnaissance de la démocratie intermittente doit aussi se faire pour les citoyens les plus ordinaires : il est normal qu'après des phases de mobilisation sur un sujet, d'engagements sur des dossiers civiques, la plupart des citoyens reprennent une posture plus désengagée et souhaitent déléguer ces charges.

■ Pour une agence activiste du débat

On peut cependant comprendre, dès lors, que les « ressources humaines » dont disposent les partis soient finalement assez faibles malgré leur nombre d'adhérents. C'est pourquoi une organisation écodémocrate doit pouvoir confier la gestion de ces campagnes à des personnes détachées à temps plein et financées par les cotisations d'un courant fort large, comme parvient à le faire Greenpeace. Il est possible de créer ainsi des agences, une nouvelle forme d'organisation qui traiterait certaines des tâches spécialisées d'un parti. Dans le cas précis des campagnes, l'agence serait composée d'activistes, formés pour cela et réellement compétents dans leurs domaines du point de vue de l'agitation et de la stratégie (et non seulement sur le plan théorique ou technique dans un domaine précis). Le noyau restreint d'activistes peut

s'appuyer sur des donateurs en grand nombre mais aussi sur un réseau de correspondants plus larges, qui pourraient décider de se former et de participer à certaines des actions, sur certains thèmes ou pour une durée limitée. Le statut de membre d'une organisation écodémocrate pourrait ainsi être fort diversifié et reposer sur des motivations différentes.

■ Le savoir-faire de la société civile

Les campagnes que mène cette agence visent à la fois à gagner l'opinion mais aussi à faire pression sur les décideurs et surtout à constituer des collectifs qui peuvent alors représenter le véritable socle de la vie démocratique. C'est pourquoi la façon dont sont menées les campagnes, dès lors qu'elles sont impulsées par des écodémocrates, est tout aussi décisive que leurs résultats: si un succès est obtenu par des manœuvres et des influences occultes, c'est toute la démocratie qui en souffre au bout du compte. Lorsqu'un collectif se constitue sur un problème, qu'un débat prolongé a lieu permettant l'exploration et le déplacement des positions des uns et des autres, qu'il en ressort des propositions crédibles mais aussi des acteurs qui ont repris confiance dans leurs propres capacités à participer au gouvernement de la cité, le gain est durable, même si au bout du compte les mesures ne sont pas appliquées comme prévu. Des réseaux se sont constitués, des savoir-faire ont été diffusés, une autre vision de l'action politique a été rendue crédible. La compétence spécifique des activistes écodémocrates n'est donc pas celle des militants de Greenpeace, centrée sur les médias, elle doit être centrée sur l'organisation des débats, sur leur impulsion, sur la combinaison entre formes de collectifs, de soutien, d'exploration et instituants (sans pour autant négliger les autres dimensions telles que les médias). L'expérience n'est guère à chercher en ce domaine chez les militants des partis qui ont souvent (mais pas tous!) perdu ce savoir-faire pour se concentrer sur les enjeux électoraux ou sur les cartels d'animation de campagnes classiques. Elle est en revanche présente dans des collectifs communautaires, dans des groupes locaux, dans des organisations d'éducation populaire, dans des réseaux spécialisés dans la défense d'une cause,

dans les réseaux d'entraide, humanitaire, psychologique ou autre. Tous ces médiateurs spontanés savent faire vivre des collectifs, soutenir des révoltes ou des peurs, aider à explorer des solutions, à mettre en forme des arguments. Reprenons auprès d'eux, auprès de ce qu'on nomme la société civile, des leçons pour « faire société ».

Les fonctions de sélection des élus

La deuxième fonction ou activité d'un parti consiste à sélectionner des candidats pour des postes électifs dans les institutions. C'est souvent même la seule fonction des partis classiques. Les tendances à la bipolarisation existent dans tous les pays démocratiques mais l'appoint des partis secondaires est nécessaire et les camps en présence ont tendance à se reproduire à l'identique. Les méthodes de recrutement et de sélection varient mais on sait que traditionnellement, il faut « avoir fait ses preuves » dans l'animation interne au parti pour pouvoir prétendre à la sélection.

La fonction de sélection des candidats est essentielle pour les partis et elle finit par surdéterminer tous les débats internes, tous les choix d'action, les prises de position, les mesures organisationnelles. La désignation dépendant soit de règles de proportion entre tendances, soit d'adoubement par les éléphants de service, chacun se place dans certaines écuries par avance, en estimant ses chances de succès. Les appétits sont innombrables et la jouissance de faire des petits scores ou d'être à coup sûr battu aux élections semble vraiment mobilisatrice pour certaines personnalités. Toute la qualité des partis repose en fait sur leur capacité à attirer des candidats potentiels de qualité. Mais la qualité en question doit être diverse, sinon, ce sont les élites qui s'auto-reproduisent ! Cela suppose de la part des partis une capacité à éliminer les cas pathologiques et à former les novices pour devenir des politiques reconnus.

La forme « parti » est-elle la plus adaptée pour cette opération ? Notons déjà que dans certaines démocraties, la dési-

gnation de certains candidats se fait à l'échelle des électeurs qui se déclarent électeurs d'un parti donné et non à celle des militants, dans le cadre de primaires. La forme « parti » que nous connaissons n'a sans doute guère d'avantages dans la sélection des candidats puisque les critères sont liés à la présence dans les postes ou les tendances (ou écuries) dès pour la désignation.

■ Sélection des candidats selon leur savoir-faire des alliances

Or, cette sélection est essentielle pour des organisations qui visent la conquête du pouvoir. On peut comprendre que des organisations purement protestataires soient indifférentes à ce critère mais pas des partis qui acceptent de jouer le jeu de la représentation démocratique pour prendre le pouvoir. Ce qui veut dire accepter en même temps qu'il n'existe pas d'autre voie de conquête du pouvoir que les élections, en faisant son deuil de toute grève générale, de tout putsch par une avant-garde éclairée, ou de tout appel à un sauveur suprême. Mais la question de la sélection des candidats, dès lors qu'elle se pose dans le seul cadre du parti, permet d'éviter de poser la question des alliances. Or, ce savoir-faire des alliances doit être à la base des compétences reconnues des politiques, sans pour autant que cela dégage des spécialistes à vie de cette pratique puisqu'il faut au contraire veiller à renouveler les liens directs avec la société et sa diversité.

■ Pour une sélection et de formation des candidats

Tout ce savoir-faire des alliances, alliances qui ont du sens et qui font avancer la prise en compte de la solidarité, de l'incertitude et la prise de pouvoir des collectifs, devrait donc constituer le critère essentiel de sélection des candidats à des postes électifs. La candidature aux postes électifs serait largement ouverte à toute personne se prétendant écodémocrate, au-delà des membres des partis comme c'est le cas actuellement lorsqu'on parle de candidats de la « société civile ». Il s'agirait bien d'élections internes, comme actuellement,

à la différence près que des critères précis devront être établis, des scores atteints sur différentes échelles de qualité, des formations obligatoirement suivies auparavant pour prétendre être candidat. L'expérience réelle au contact des militants est bien sûr un critère important, car il est vrai que l'on apprend déjà beaucoup en animant un collectif interne, mais bien souvent les seules qualités retenues tiennent souvent à cette capacité à durer malgré les coups de Jarnac entre courants, à choisir la bonne écurie, à devenir incontournable dans l'organisation interne. Mais ce n'est jamais le seul critère.

Le corps électoral non plus ne doit pas être limité aux membres du parti : ce sont tous les électeurs qui se déclarent électeurs écodémocrates qui peuvent prétendre voter dans des primaires, organisées par courrier. Dès lors les frontières de ce que l'on a coutume d'appeler « parti » sont amenées à évoluer considérablement. Les cercles des souscripteurs pour les campagnes de l'agence activiste, les électeurs des primaires font ainsi partie d'un réseau politique : quelques uns d'entre eux seulement peut prétendre s'associer aux campagnes ou encore aider ou être candidats aux élections.

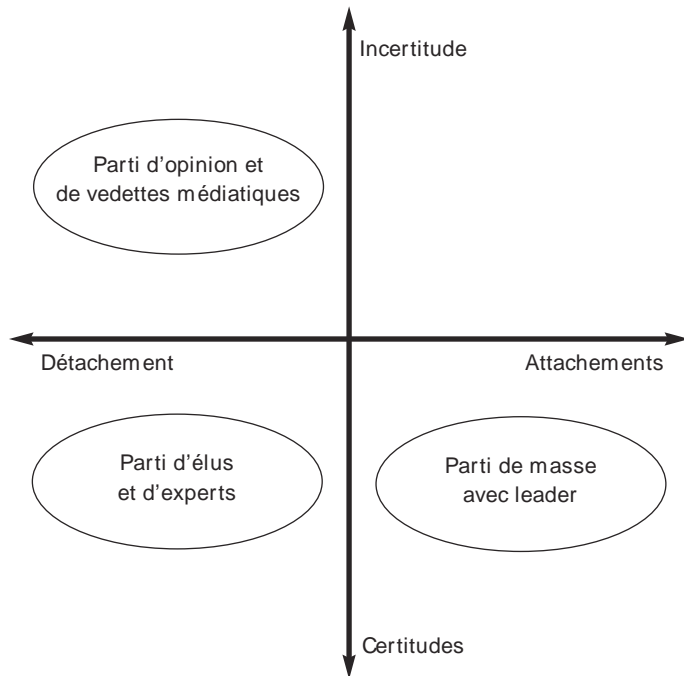
■ Des cercles écodémocrates plutôt qu'un parti : un parlement, un gouvernement et des agences

Les partis ont tendance à mêler des pouvoirs qu'ils souhaitent distinguer dans le gouvernement politique lui-même. Distinguons plus clairement, au sein de « cercles écodémocrates » (car le mot parti a vécu), qui ensemble formerait l'Alliance écodémocrate car l'alliance est au cœur de leur méthode, les fonctions exécutives des fonctions délibératives. Les agences sont, elles, l'équivalent de véritables administrations. L'organe dirigeant doit piloter ces agences politiquement. Il n'a pas en charge l'administration mais le gouvernement, au sens politique du terme, en fixant précisément les choix d'orientation et en contrôlant l'action des agences. Pour sa désignation, c'est bien un Parlement qui peut le faire, et cela sous la forme d'un congrès tous les deux ans. Il n'existe aucune nécessité d'avoir un parlement permanent dès lors que l'on a un gouvernement vraiment politique assisté d'une vraie

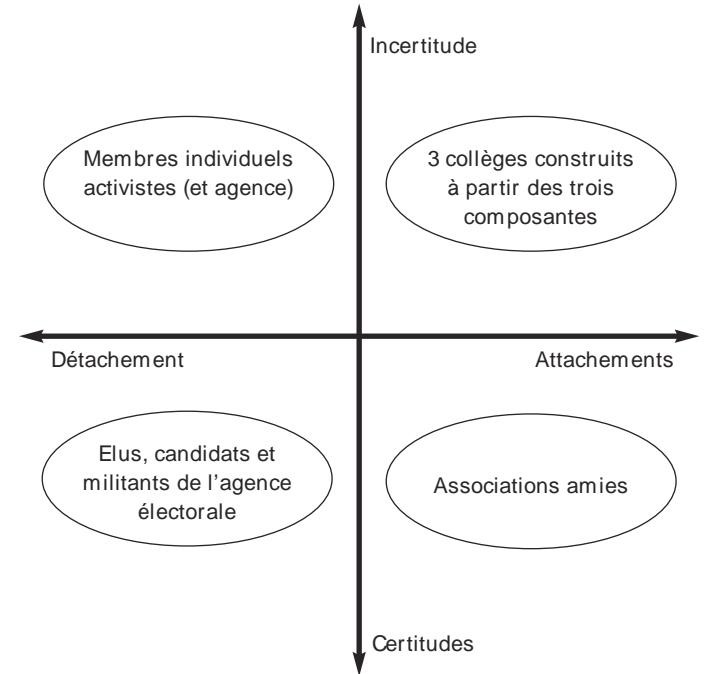
administration par agences. Ce gouvernement des cercles écodémocrates doit être cependant large de façon à assurer une représentativité des pays et des régions (on peut penser à un gouvernement de 30 personnes maximum cependant, pour qu'il puisse encore travailler). Ce projet devrait être d'emblée structuré à l'échelle européenne.

Ce congrès regroupe trois collègues: membres individuels, associations, élus. Les liens avec les citoyens se font de plusieurs façons. Rappelons-le, seuls quelques-uns acceptent de faire plus que de la politique intermittente et il n'y a pas de raison que cela déclenche automatiquement des rentes de situation ni qu'un parti s'appuie uniquement sur eux.

Les risques de dérive d'un parti classique sont connues et peuvent être résumées de la façon suivante:



L'écomodémocratie doit y répondre à chacun des niveaux en admettant que les principes qui lient les personnes à l'organisation sont à chaque fois différents.



■ Le lien avec la société civile à réinventer

C'est dans la composition des trois formes de participation et de regroupement que les cercles écodémocrates peuvent s'élargir en évitant la dérive. Nous proposons aussi que les membres individuels des cercles écodémocrates (qui participent aux campagnes ou aux élections, ou aux deux) ne constituent qu'un collège et que toutes les organisations qui se prétendent intéressées à la cause écologiste et aux thèses de l'écologie politique constituent un

second collègue. On a souvent glosé sur les liens entre les mouvements associatifs et les partis politiques et les traditions de courroie de transmission héritées des pratiques communistes ont eu un effet repoussoir qui continue à s'exercer. Les associations en question ne sont pas membres du gouvernement de l'Alliance écodémocrate mais seulement de son congrès, ce qui différencie bien les rôles. Cela oblige les écodémocrates à vraiment aller vers elles, à prendre en compte leurs points de vue. Cette orientation permettrait de changer la nature même des partis dans leurs liens avec la « société civile », sans confondre les rôles, à condition de préciser les formes pertinentes. On sait que pour la social-démocratie le poids des syndicats a toujours représenté un atout essentiel.

■ La spécificité du statut d' élu

Un troisième collègue doit être créé pour bien prendre en compte la différence des rôles au sein des cercles écodémocrates : le collègue des élus. De fait, les élus changent leur façon de voir les problèmes, ils ont une responsabilité légale, alors même que la collectivité dont ils sont membres n'appliquent pas toujours la politique qu'ils souhaiteraient : c'est une école de négociation et de compromis inévitablement, ce qui explique pourquoi certains protestataires préfèrent rester en dehors de toute responsabilité d' élu. En revanche, cette posture d' élu et ses contraintes ne doivent pas devenir la seule grille de lecture d'une situation politique : la vie du mouvement, à travers ses actions de terrain, notamment menées par « l'agence activiste », doit rester centrée sur les objectifs de toujours gagner des alliés, et par là des électeurs. Cela suppose parfois de ne pas être totalement en phase avec les élus et c'est normal. Dès qu'ils sont simples conseillers municipaux, ces élus doivent participer à un collègue particulier. Des désaccords peuvent se produire entre ces trois collègues, et c'est même probable et l'on verra bien alors que les statuts de départ jouent un rôle dans ces positions. Mais il peut aussi exister des débats et des divages transversaux.

Que faire des programmes ?

Quelle est la fonction de ces programmes qui font le cœur du travail d'élaborations d'idées dans les partis ? Catalogue de promesses attrape-électeur ? Démonstration de compétence gestionnaire pour gagner ses galons ? Règlement de compte avec les adversaires qu'il faut marquer à la culotte ? Discours visionnaire pour enflammer les foules ? Liste de slogans à répéter sans écart dans tout débat ? Feuille de route pour le gouvernement à venir ? Contrat contraignant entre un parti et ses élus ? C'est toujours un peu tout cela et dès lors un programme ne dit quasiment plus rien, car cela ne remplit aucune fonction. C'est pourquoi nous proposons d'abandonner la notion même de « programme » ou même de propositions pour lui préférer l'expression de Charte qui renvoie à des principes fondateurs plus généraux.

■ Discours de la méthode

C'est donc plus un discours de la méthode et le rappel de principes qui peuvent être présentés sans escroquerie. Car le programme fonctionne comme une illusion de clarté pour tous, militants des partis, partis alliés, électeurs. Jamais un parti n'a pu respecter les promesses qu'il avait faites avant d'arriver au pouvoir. Ceux qui auraient pu le faire ne sont que des partis totalitaires qui se sont crus capables de faire plier la société à leur vision en refusant de remettre leurs orientations en cause lorsque les contestations sont apparues. Prétendre faire le bonheur des gens malgré eux constitue un grand danger pour les démocraties. Faire preuve à tout prix de volonté politique au point d'imposer une vision qui refuse tout démenti de la réalité, c'est retomber dans les travers autoritaires que l'on connaît bien, aussi libéral soit-on.

■ S'engager oui mais sur la prise de pouvoir des collectifs

Dès lors, le programme devient contre-productif.

- C'est un exercice de simulation de la maîtrise du monde alors qu'aucun parti ni aucun élu ne peut avoir cette prétention.

- C'est un carcan pour déplacer les alliances et les élargir lorsqu'il faut faire avancer.
- C'est une garantie d'immobilisme puisqu'on doit camper sur des positions préparées à l'avance quelque soit l'environnement.
- C'est prendre les électeurs pour des idiots et certains partis ne se privent pas de le faire en promettant tout et son contraire : moins d'impôt et plus de services publics, plus de police et moins de contrôles, plus de solidarité et plus de liberté de choix, etc..

Le programme et sa qualité n'ont jamais constitué une garantie quelconque. Des engagements en matière de méthodes de gouvernement sont en fait plus exigeants car il faut s'assurer que chacun des gouvernants possède les capacités et le style personnel adapté : or, la sélection des gouvernants repose rarement sur ce critère ! On finit par penser que le seul fait d'avoir survécu dans le marigot politique devient un gage de savoir-faire.

■ L'art de l'action suffisante : renforcer les pouvoirs intermédiaires

Tout l'art politique tient finalement dans la prudence, non pas au sens de refus d'agir mais au sens de l'art de l'action proportionnée et suffisante, comme l'aurait dit Aristote. L'action doit être suffisante au sens où elle vise bien plus à relancer les capacités de pouvoir de tous les acteurs qu'à manifester l'autorité de l'Etat. Dès lors, toutes les grandes négociations bien menées avec suffisamment de temps (parfois plusieurs années comme en Suède pour les retraites) sont des constructions plus durables que toutes les bonnes mesures qui court-circuitent les collectifs ou qui ignorent leur rôle dans la mise en œuvre. Ainsi la loi sur les 35 heures en France, aussi justifiée soit-elle, a dû être votée sans passer par un accord entre partenaires sociaux (le patronat ayant certes mistoute la mauvaise volonté que l'on peut lui connaître en France). La démocratie en est sortie affaiblie et cela a été redoublé par l'incapacité à prendre en compte le rôle des organisations syndicales dans l'application de ces 35

heures : de ce fait, dans les secteurs où les syndicats sont les moins puissants, les entreprises ont pu remettre en cause tous les avantages possibles pour les salariés, au point de les rendre hostiles à la loi.

L'affirmation du pouvoir de l'Etat constitue souvent un échec dans la régulation entre acteurs sociaux dans tous les domaines. Il peut au contraire être le tiers qui oblige à négocier, à prendre des responsabilités lorsque ces acteurs ne cessent de se dérober et ne peuvent produire des compromis. Cette culture existe dans certains pays où la social-démocratie a pu exister véritablement et elle constitue malgré ses défauts, un atout incontestable. Mais de nombreux pays en Europe n'ont pas cette culture, privilégiant le conflit direct comme préalable pour engager éventuellement des négociations. L'écodémocratie doit se donner comme objectif de fonder ses actions politiques sur la capacité des acteurs à se constituer en collectifs larges pour repenser et traiter les problèmes. L'Etat doit être un cadre pour cela et fixer des règles pour ces négociations mais il doit éviter de se substituer à ces forces. Pour atteindre cet objectif, il est indispensable qu'une véritable politique de renforcement des « corps intermédiaires » et plus largement de tous les collectifs, soit instituée, en fixant les moyens pour assurer leur activité (ex : prélèvements directs de cotisations syndicales, déductions fiscales élargies aux collectifs, obligations de consultation renforcées sous forme de vrais débats).

■ Une carte stratégique plus qu'un programme

Une carte stratégique doit expliquer comment, avec quels leviers, les écodémocrates peuvent gagner des alliés, faire progresser leur cause, quitte à la retraduire pour trouver des compromis. Il faut donc pour le préparer des analyses politiques, sociologiques, électorales, mais aussi et surtout des retours d'expérience sur les façons de faire de groupes locaux, sur des innovations qui ont réussi à convaincre des couches plus larges que les gens de gauche ou les écologistes habituels, etc. Ce document permet de vérifier en l'explicitant la cohérence des orientations fortes et des

stratégies. Il est attentif à identifier de véritables leviers d'action, ce qui lui permet de rentrer aussi dans les tactiques selon la situation donnée, et de fournir des objectifs intermédiaires possibles à atteindre. Deux publics au moins sont intéressés directement à ce type de production : ceux qui pratiquent sur le terrain des alliances et les intellectuels en général. Ce sont eux qui peuvent à la fois contribuer et répercuter ces analyses, ce sont des leaders d'opinion dans leurs différents domaines. La carte stratégique doit avoir des effets de lisibilité du monde comme toute carte, et la boussole est aussi là pour aider à cette lisibilité rapide. Mais elle doit être combinée à la Charte écodémocrate pour constituer ensemble la Magna Carta de l'Europe de demain.

Ré instituer la société

L'affaiblissement de l'Etat a certes toujours été un objectif des libéraux, par souci démocratique rappelons-le au départ. Il a été accentué par les désorientations des politiques incapables d'admettre que toutes les décisions essentielles se passent ailleurs, à la Bourse ou dans les laboratoires des grands groupes industriels, mais aussi dans les actions coordonnées ou conflictuelles entre acteurs, entre lobbies sur le terrain. La politique réduite à la sphère des institutions élues n'est plus centrale, comme y insiste U. Beck. Pourtant, les leviers institutionnels permis par les Etats peuvent être encore utilisés, même si le travail de réinvention de ces leviers est tout aussi nécessaire pour les adapter à une politique écodémocrate dans un contexte européen, dont le statut institutionnel reste incertain. Les réformes des institutions représentatives à toutes les échelles mais aussi celles des administrations sont indispensables : sur ce plan, les idées ne manquent pas notamment en empruntant à chaque pays européen des méthodes originales, nous n'entrerons pas ici dans les détails. Les leviers des institutions et de l'administration doivent tous être orientés par l'impératif de devenir des aides voire des obligations pour composer, pour

refuser tout diktat d'une minorité ou d'un lobby, pour créer le cadre et les repères qui rassurent tout en autorisant le mouvement. Ce savoir-faire n'est pas vraiment de droite ou de gauche, certains hommes politiques sont capables de s'engager et de se mettre en danger suffisamment pour faire avancer les compromis : c'est ce qu'ont fait M. Rocard, L. Le Penec, JM Tjibaou et même J. Lafleur pour les accords de Matignon pour la Nouvelle-Calédonie, ou B. Kouchner au Kosovo. Mais c'est aussi ce qu'ont fait successivement Chevènement, Vaillant et Sarkozy avec l'Islam de France. Ou encore Blair en créant les parlements écossais ou gallois et en traitant la question irlandaise. Tout cela n'est jamais « satisfaisant », « idéal », mais dès lors que ces procédures, à chaque fois inédites, permettent de créer des cadres pour composer ensemble le monde commun, quitte à entrer en conflit à l'intérieur de ce cadre, la démocratie a avancé, les questions se sont déplacées, l'humiliation d'une partie a été évitée et la confiance dans le pouvoir des collectifs s'est accrue. Ce travail-là ne suppose pas de l'autorité ou au contraire de la ruse et de la souplesse : cela suppose d'être ferme sur le cadre démocratique et sur le respect des places de chacun, et dans le même temps d'être ouvert aux formes concrètes que peut prendre un accord précis, en trouvant le temps de vérifier que chacun peut être entendu. L'existence de contre-pouvoirs pour contrôler le suivi des décisions et remettre en débat la qualité des compromis ainsi trouvés reste une exigence fixée depuis longtemps dans le programme de toute société démocratique mais parfois oubliée.

■ Le saut de l'institution

Nous rejoignons ainsi le moment où les controverses se ferment. Elles se ferment bien souvent en créant les instances et les procédures qui vont reconnaître à chacun sa place et son rôle dans un débat. Une décision juste à un instant donné peut se voir remise en cause par des changements dans l'environnement général : si aucun cadre institutionnel, aucune procédure n'ont été fixés pour rouvrir rapidement le débat, la guerre peut reprendre. C'est pourquoi il est vain

de résoudre les problèmes par des solutions démagogiques, des promesses ou des secours immédiats, qui sont cependant nécessaires parfois. Seule l'avancée de la démocratie par la participation durable de nouveaux collectifs et de nouvelles procédures constituent des chances réelles de gérer l'incertitude à venir. Donner une prime de Noël ou non a-t-il changé durablement les conditions de vie des précaires et la reconnaissance de leurs organisations? Non. Or, les deux vont de pair. Tant qu'institutionnellement ne seront pas trouvés des leviers et des cadres pour faire exister les collectifs des plus démunis, ils resteront les plus démunis dans ce qui ne devrait jamais leur être ôté, le statut de citoyen. On voit bien dès lors qu'un passage et qu'une traduction importante s'effectue à partir de l'émergence d'un problème. C'est ici qu'il faut reconnaître les différences entre cette politique qui ouvre les débats, les controverses, qui explore et qui mobilise et celle qui clôt, qui décide, qui prend des orientations et qui institutionnalise.

■ Les termes et les acteurs de l'exploration ne sont pas ceux de la clôture

Dès lors, la boussole écodémocrate doit pouvoir se mettre en quatre! Le repérage des positions débattues sur un thème ne sera pas le même que celui des positions arrêtées au moment de l'institutionnalisation. C'est ce que nous avons appelé souvent ici l'exploration et la composition (B. Latour parle de perplexité et de consultation). On se définit en même temps qu'on fait évoluer le problème. La mobilisation de nouveaux acteurs fait poser de nouvelles questions et l'on sait bien qu'oublier l'un d'eux c'est à coup sûr éviter de mettre à l'épreuve des catégories que l'on trouve déjà bien solides.

Mais lorsque l'on passe au moment de la politique faite, au moment de la clôture, il faut alors entrer dans un double travail de hiérarchisation et d'institutionnalisation (Latour). Il faut hiérarchiser entre les différentes visions d'un problème et plus encore entre tous les problèmes qui viennent en même temps sur l'agenda politique. Et il faut en même temps trouver les cadres et les procédures qui vont permet-

tre à ce collectif émergent de durer au-delà de la consultation pour marquer durablement la reprise de pouvoir sur une partie du monde.

Or, les collectifs qui émergent ne possèdent pas pour autant de référents communs, de critères supérieurs partagés qui permettrait de se rassurer en renvoyant à toute la tradition juridique ou aux principes fondateurs inviolables. La perte de toute transcendance «révélée» n'est pas pour autant la fin des institutions. C'est ce que montre le travail de B. Latour sur le conseil d'État en France, qui finalement procède avant tout comme un contrôle de cohérence interne tout au long de son histoire mais qui prend en compte des révisions possibles à partir de cas. Cela suppose d'accepter la spécificité du statut du droit et des institutions, qui ne peuvent en aucun cas dépendre des enjeux conjoncturels mais toujours obliger à justifier toute révision des principes de base des accords. Ces instances de clôture ou d'enregistrement qui semblent être parfois les institutions lorsqu'elles fonctionnent en routine, possèdent aussi leurs fonctions de révision et de justification, qui permettent d'évoluer en reprenant son histoire. C'est en cela que nous ne sommes plus dans le relativisme, qui suspend tout impératif de justification en relation avec l'histoire, puisque tout se vaut. Nous ne sommes pas non plus dans la tradition qui ne peut que répéter les cadres et les principes hérités. Nous ne sommes pas plus dans le modernisme qui, en instituant un principe rationnel spécifique, celui de la science, comme principe unique pouvait prétendre parfois instrumentaliser le droit lui-même, en l'adaptant à une seule justification, celle du progrès. Les institutions, du point de vue écodémocrate, contraignent au débat entre justifications, à la révision contrôlée des choix effectués. Le lien des collectifs émergents avec ce travail de contrôle instituant doit sans cesse être resserré. Mais les associations écologistes sont parmi celles qui ont fait le plus avancer le droit, en posant des questions inédites sur le statut d'être jusqu'ici négligés. Nous pouvons dire ainsi que le débat et le recours au droit sont des méthodes d'action et des sphères complémentaires pour les écodémocrates et par là pour tous les collectifs émergents.

Les quatre cartes fournies par la boussole

La boussole écodémocrate doit donc aider sur les quatre plans à la fois, ce qui complexifie la lecture mais peut aider ceux qui veulent entrer dans des stratégies fines.

- Il faut cartographier le problème et ses définitions au moment où il émerge, où il est débattu dans un forum très ouvert, en veillant à ne pas oublier des dispositions qui ne trouvent guère d'échos.
- Il faut parallèlement placer les groupes et les êtres qui sont porteurs de visions de ce problème. Les cartes ne correspondent pas toujours aussi facilement : les partis sont divisés, des micro groupes peuvent émerger, des acteurs non-humains peuvent jouer un rôle clé, etc. Dans ces décalages, pourront se constituer les alliances sur un problème donné, alors qu'une position qui respecterait l'état des lieux des forces politiques instituées serait souvent stéréotypée.
- Mais une troisième carte doit être ensuite réalisée sur les positions défendues dans l'arène politique instituée, une fois que la clôture est en cours : les termes mêmes du problème ont changé et souvent les acteurs dits de base ne s'y retrouvent plus. Et surtout, c'est l'occasion de mettre en relation les solutions possibles d'un problème avec tous les autres problèmes qui attendent : là encore la hiérarchisation doit fonctionner, sous forme de ce que l'on appelle souvent « les priorités ».
- En parallèle, les alliances et les procédures instituées là aussi doivent être placées sur la boussole de façon à mesurer les oppositions et l'éventail des choix. Il n'existe jamais, même à ce stade de clôture, une seule solution institutionnelle mais il faut alors accepter d'entrer dans les techniques propres au gouvernement, à la fabrication de la loi et aux procédures de l'administration aussi, pour espérer être entendu et surtout pour « accrocher » avec le dispositif institutionnel existant.

La compétence des politiques doit aussi se loger là, dans

l'espace du droit, de sa technicité et de sa dimension héritée. On ne peut faire de politique en prétendant faire « table rase », il faut l'admettre comme la condition même de l'institution qui seule peut garantir à chacun une place, fictive certes car il s'agit toujours de représentation, mais au moins une place.

Nous devrions prendre en compte un niveau suivant dans l'institutionnalisation, celui de l'administration, celle qui permet le suivi et qui exploite les procédures pour faire tenir les collectifs institués. Ce travail est lui aussi spécifique, il peut devenir décisif dans les liens tissés avec les citoyens au quotidien, dans la documentation des problèmes mis en forme pour les politiques de l'exécutif (qui ont bien souvent du mal à sortir du cadre qui leur est proposé par l'administration). Or, cette administration possède ses propres règles de recrutement, elle demeure relativement indifférente aux changements politiques en Europe, mais est soumise au « spoiling system » aux USA (mais en France aussi de plus en plus). On sait aussi que certains pays autorisent le passage entre cette haute fonction publique et les entreprises privées et que cette confusion n'est pas des plus saines pour la démocratie et le contrôle que les citoyens peuvent espérer exercer via leur administration. Sur tous ces points aussi une politique écodémocrate est possible qui permettrait sans doute de redorer le blason d'une administration en reconnaissant son rôle particulier dans le traitement des choix politiques.

Des alliances et des ennemis

La méthode des alliances

La culture des alliances constitue une base fondamentale de l'écodémocratie. Dès lors que le débat constitue son répertoire d'action principal, l'écodémocratie admet que le changement social ne peut être engagé par quelque avant-garde que ce soit ou en posant comme préalable l'accord de toute une société sur ses propositions. C'est pourquoi la boussole permet aussi de repérer parmi les autres quadrants ce qui constitue des voies d'alliances possibles. Tous ces adversaires dans le champ politique représentent en revanche des acteurs et des électeurs qui, eux, ne sont en rien des adversaires mais qui doivent être convaincus.

Les alliances ne reposent pas prioritairement sur les forces politiques instituées que sont les partis. Les stratégies d'alliance doivent prendre en compte les arguments, les revendications, les souffrances de groupes sociaux différents et la méthode du débat est déjà une occasion de tester la faisabilité de ces alliances. On peut ainsi trouver des compromis dans le traitement d'un problème local qui constituera un cas d'école pour proposer des mesures et pour les présenter d'une façon qui permettent de convaincre plus largement. L'incapacité des forces de gauche notamment à faire la différence entre des ennemis et des adversaires et entre adversaires et concurrents constitue un mystère pour tous les citoyens ordinaires.

■ Faire la carte des alliances possibles

A chaque expérience de débat, les positions des uns et des autres se donnent plus aisément à voir. Les modernistes, les relativistes et les traditionalistes apparaissent. Mais ce ne sont pas toujours les mêmes selon les problèmes, comme on le voit dans le regroupement possible entre les postures autoritaires en matière d'économique et de social et les postures libertaires en matière de mœurs chez les écologistes même. Les alliances doivent donc être à géométrie variable lorsqu'il s'agit de mobiliser des groupes sociaux et de s'adresser à des électeurs. Nous avons à maintes reprises souligné à quel point les arguments de la tradition, du modernisme ou du relativisme pouvaient parfois être entendus, non pas pour être agrégés comme tels mais pour comprendre les inquiétudes, les peurs, les souffrances même qui en sont à l'origine et pour y répondre.

■ Les alliés « naturels » de l'écodémocratie

Les alliances doivent donc constituer l'objectif principal des écodémocrates et reposer sur une analyse stratégique des proximités entre groupes sociaux, entre thèmes, entre acteurs. Elles peuvent déjà être identifiées a priori pour une bonne part d'entre elles. Le programme de l'écodémocratie doit attirer ceux qui manifestent (ou pourraient manifester !) des exigences de participation, de prise de responsabilités. Il ne s'agit plus d'une définition de classe sur la base du mode de production mais d'une définition sur la base d'un statut de pouvoir, que G. Mendel appelait dans un souci d'analogie avec le marxisme qui ne doit plus nous préoccuper, des classes de pouvoir. Ce sont donc tous ceux qui à un titre ou un autre et d'une façon plus ou moins directe ont prétention à récupérer du pouvoir qui leur est confisqué que l'on peut associer à la démarche écodémocrate. Le tissu associatif dans sa diversité mais aussi tous les milieux à organisation plus autonome et collective sont un premier cercle intéressé puisque ce projet reconnaît, valorise et étend leur activité courante. Tous ceux qui sont dans des positions de responsabilité brimées par les organisations bureaucratiques et auto-

ritaires et qui souvent finissent désabusés sont un deuxième cercle intéressé : or, on trouve ces groupes aussi bien dans les grands groupes privés que chez les fonctionnaires.

■ La reprise de pouvoir des sans voix

Mais le travail de constitution des alliances ne commencera à produire ses effets que si l'on peut sortir de l'impasse tous ceux notamment qui ont été persuadés par des années d'oppression et de relégation qu'ils n'auraient jamais voix au chapitre. C'est le cas de ceux qui ne veulent que la sécurité, qui exigent qu'on leur donne des garanties sur l'avenir. C'est aussi le cas de ceux qui se révoltent et veulent revenir à des repères traditionnels, de lutte de classe, de solidarités aujourd'hui mal en point, ou de replis culturels identitaires, et qui pour cela refusent tout compromis, toute prise de responsabilité. Ce sont ces groupes, emprunts de traditions qui font le socle de l'électorat de gauche protestataire et conservateur à la fois, qui attendent trop des politiques et qui en sont par avance déçus car ils n'attendent plus rien d'eux-mêmes. Ces groupes qui se vivent en victimes de la société du risque sont les plus demandeurs de protection, de solidarités, parfois de façon restreinte d'ailleurs. Or, le projet écodémocrate ne peut pas leur apporter cette garantie de protection conservatrice et sera souvent perçu comme menaçant. Ce n'est que par la force de la démonstration des collectifs solidaires, des débats avec prises de responsabilité que l'on peut espérer inverser leur attitude profonde. Au début, ce ne sont que quelques leaders dans un quartier, dans une entreprise ou dans une école. Mais grâce à eux ces collectifs peuvent tenir et faire avancer chacun vers une prise de pouvoir sur son environnement. Le travail des syndicats est indispensable sur ce plan mais il doit se combiner avec toutes formes de regroupements dans les organisations (par service, par atelier) ou dans les quartiers (par cage d'escalier, par type de problèmes, etc.). C'est ce tissu d'exploration des pouvoirs collectifs qui doit finir par toucher tous ces groupes qui ont perdu espoir, qui vivent l'avenir comme une menace perpétuelle, qui se vivent perdants d'avance. Les « sans » de toutes sortes, sans abri,

sans papiers, sans droits, sans emploi sont les plus susceptibles de bénéficier de ces politiques. C'est avant tout parce que leur organisation, même provisoire, dans des collectifs en lutte leur permet de reprendre confiance qu'ils peuvent abandonner leur sentiment de défaite, voire d'humiliation, profondément intériorisé parfois. Les professionnels de la médiation vivent au contact de ces populations : c'est parce qu'ils modifieront leurs façons de faire en permettant à ces groupes de « sans » de devenir des « avec pouvoir » que les alliances pourront se forger.

■ Le stress et le désarroi des professionnels intermittents et indépendants

Il est important de noter que le désarroi ne touche pas seulement ceux qui ont adopté une posture traditionnelle de repli et de demande de protection : les relativistes sont engagés dans une course à l'invention de leur existence qui les épuise et fait souffrir bon nombre d'entre eux. De nombreux groupes sociaux se sont retrouvés, apparemment par choix mais en fait par effet de la structure de l'offre de statuts, dans des positions où ils doivent valoriser l'instabilité. Le prototype de ces groupes est celui des « intermittents du spectacle » en France, dont le statut est fondé sur cette flexibilité exigée par le capitalisme partout mais qui est ici perçue aussi comme une valeur par les artistes et par les professionnels qui vivent dans ce secteur. L'économie Internet a généré les mêmes statuts instables. L'activité indépendante est devenue une valeur recherchée par certains, rétifs à toute organisation bureaucratique ou autoritaire. Pour autant, tous ces intermittents, ces indépendants, ne continuent pas à vanter ce modèle de vie et à prétendre le faire adopter par tous. Ils sont en effet rapidement usés par la pression qu'ils doivent se mettre eux-mêmes, ils vivent les effets de l'insécurité, de la recherche de contrats, de l'absence de vision à long terme. De ce point de vue, ils se retrouvent finalement plus proches des salariés d'entreprises privées qui se sentent désormais à la merci du moindre coup de bourse, du raid réussi ou raté de patrons purement financiers.

■ **Reprendre le pouvoir sur sa vie collectivement**
 Si l'écodémocratie est à l'écoute de ces anxiétés, ce n'est pas pour faire du misérabilisme ou pour faire des promesses démagogiques: son discours principal tient à l'exigence de récupération de pouvoir sur sa vie, non pas par des individus qui se concurrencent comme cela peut être vanté dans la flexibilité généralisée, mais par des collectifs solidaires, capables d'édicter des règles et de prétendre prendre les responsabilités à la place des dirigeants soumis au capitalisme financier. Si l'on pense seulement solidarité à tout prix, on en revient à des solutions de prises en charge bureaucratique qui étouffent toutes les singularités et les initiatives (d'où la critique libérale de l'Etat). Si l'on pense seulement incertitude, on en revient au laissez-faire des individus atomisés dans une concurrence farouche pour la survie (d'où la critique de gauche classique du libéralisme). Les réponses de l'écodémocratie valent ce que vaudront la capacité des collectifs reconstitués à prendre le pouvoir sur leurs domaines respectifs en contrôlant l'incertitude et en réinventant les solidarités.

■ Les forces sociales qui composent l'écodémocratie

Ce sont donc les noyaux suivants qu'il faut agréger autour du projet écodémocrate :

- Les professionnels de la médiation, du service, les « nouveaux hussards de la république » pourrait on dire en France (qu'ils soient associatifs, privés ou publics, éducateurs ou policiers, aux urgences de l'hôpital ou dans les transports publics) qui ont déjà le savoir-faire pour créer des mondes communs vivables et qui voudraient voir reconnaître leur travail et leur compétence ;
- Plus généralement, tous ceux qui exercent des responsabilités, même minimales, et qui ne les voient pas reconnues, dans les associations, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les institutions, là où il faut combattre la bureaucratie, l'autoritarisme, les arrangements et l'individualisme ;

- Tous ceux qui ont perdu confiance en eux pour exercer ces responsabilités mais qui seraient prêts à le faire collectivement (et qui le font d'ailleurs dans certaines situations exceptionnelles, de lutte notamment), à condition qu'on leur offre les cadres de sécurité collective pour le faire sans risquer la sanction, l'humiliation ou l'indifférence ;
- Tous ceux qui ont dû prendre leur destin en mains, volontairement ou non, en se retrouvant seul maître à bord mais en réalité subissant une pression et un stress important dûs à l'insécurité profonde et qui pourraient réguler cette incertitude par l'intermédiaire de collectifs solidaires.
- Tous ceux enfin qui ont été capables de prendre des risques en s'engageant dans la voie de la modernisation, dans l'agriculture, l'artisanat, le commerce, les entreprises ou même la fonction publique et qui se sont retrouvés floués, dupés, dépossédés des initiatives qu'ils avaient prises, intégrés à des logiques financières ou bureaucratiques qui les ont profondément déçus ou rendus amers: lorsqu'ils ont encore gardé cet esprit d'innovation et cette envie de changement qui les avait mis en mouvement, il est possible de s'appuyer aussi rapidement sur eux.

■ Les niveaux de pouvoir : pour des collectifs civiques et non catégoriels

Lorsque l'on définit ainsi une carte des alliances possibles, il est clair qu'il ne s'agit pas d'une liste de catégories socio-professionnelles qu'il faudrait attirer par des revendications spécifiques. C'est avant tout à l'occasion d'émergence de problèmes que les propositions écodémocrates doivent se faire entendre pour encourager la récupération du pouvoir par des collectifs solidaires. Les collectifs doivent tendre à devenir des collectifs civiques et non catégoriels ou communautaires: ils doivent admettre que leur prise de pouvoir sur un niveau jusqu'ici supérieur peut aussi s'accompagner de prises de pouvoir par un niveau supposé inférieur. Que l'on songe aux revendications des consommateurs, des patients,

des usagers des transports, qui sont mis à l'écart des choix de produits, de soins, ou de politiques, décidés parfois « pour leur bien » mais qui sont même écartés des grèves ou des exigences des salariés et des professionnels de ces secteurs. Le savoir-faire écodémocrate consistera précisément toujours à admettre les remises en cause par d'autres collectifs de façon à repenser le problème et à redéfinir la place de chacun, pour composer un monde plus responsable.

De la nécessité des ennemis

Inévitablement, se constituent des ennemis face à ces reprises du pouvoir. La culture des alliances de l'écodémocratie n'est pas une culture du consensus à tout prix, de l'eden fusionnel. C'est au contraire la reconnaissance que le conflit est vital et qu'il constitue même la seule dynamique de l'histoire, à condition d'admettre contrairement à tous les modèles modernes, y compris marxistes, que cette histoire n'a rien d'orientée. La fin des classes sociales se marque par des inégalités accrues, la mondialisation s'accompagne de nationalismes revigorés, etc. Il ne sert à rien de chercher la justification d'une orientation politique dans un supposé sens transcendant de l'histoire. Ce qui n'est pas dire non plus que « la fin de l'histoire » nous guette, au contraire. Les lignes de conflit et d'évolution sont certes moins claires et c'est l'incertitude que nous admettons, mais les conflits sont bien vivants et doivent seulement être orientés. C'est pourquoi les ennemis de l'écodémocratie doivent être identifiés. Comme tout ennemi, nous visons à leur anéantissement, non pas par violence ou par négation dialectique mais par dépérissement progressif car l'écodémocratie est réformiste, radicale mais réformiste et non-violente.

Les relativistes, les modernistes ou les traditionalistes ne sont pas des ennemis: ce sont des visions du monde, des postures politiques qu'il faut combattre mais qui ont leur raison d'être et dont nous devons entendre les impasses pour constituer des alliances. Mais au sein de ces univers certains pas-

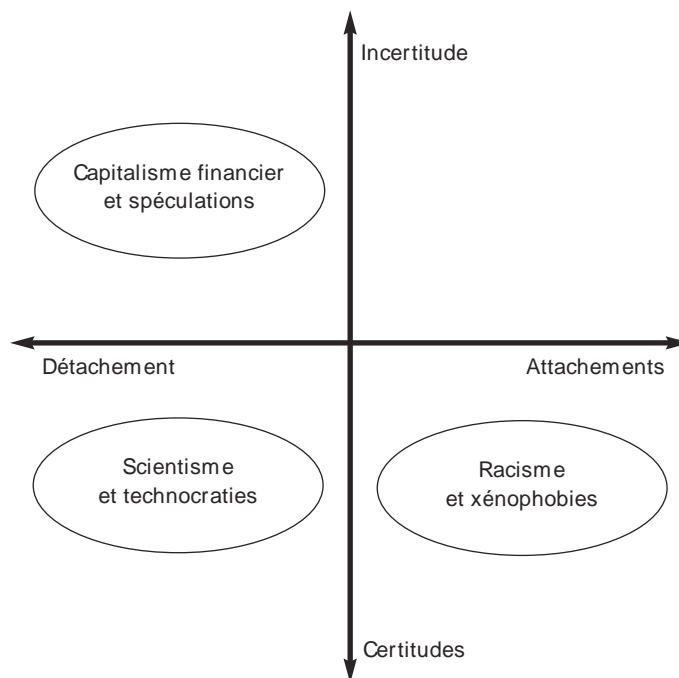
sages à la limite sont à combattre radicalement car ils bloquent tout compromis possible, tant leur principe nie la composition possible d'un monde commun. Ce sont :

- le capitalisme financier,
- le scientisme
- et le racisme

dont on peut dégager des formes secondaires

- la spéculation,
- la technocratie
- et la xénophobie.

Ces trois ennemis (qui se dédoublent) ont en commun de rendre toute composition d'un monde commun impossible parce qu'ils reposent sur des principes absolus qui ne peuvent que s'imposer pour exister. Voici la boussole qui les résume :



La perversion du relativisme : le capitalisme financier et les spéculations

Le relativisme possède une grande force actuellement parce qu'il est soutenu par un fort mouvement idéologique libéral et libertaire, même si l'un et l'autre sont apparemment parfois en conflit. Mais son fonctionnement repose sur une force qui génère une instabilité délibérée et une incertitude menaçante pour tous, à savoir le capitalisme financier. Le statut de la sphère financière dans le capitalisme n'a pas toujours été celui que l'on connaît actuellement. C'est avant tout la nature du lien avec la production des biens industriels qui a été progressivement bouleversé. Dès lors que les échanges boursiers ne peuvent plus tenir compte des richesses des entreprises cotées, en termes d'immobilisations, de compétences ou de marchés, mais uniquement des anticipations sur la future valeur boursière elle-même, se crée un phénomène d'autoréférence totalement destructeur. Cette économie ne repose plus que sur l'opinion, comme le dit Orléan, sur les informations diffusées plus ou moins à bon escient tous les trimestres par les entreprises et par les sociétés de cotation elles-mêmes. Le syndrome Enron est un résultat explicite de cette domination du capitalisme financier. On voit d'ailleurs que c'est aussi le passage à une économie de services qui a rendu plus difficile l'appréciation des biens et des valeurs sur les marchés. Les technologies d'information conduisant à une extrême rapidité d'action et de réaction surtout, tous les phénomènes de court terme sont amplifiés. Aucune relation avec les stratégies à long terme ne peut plus être détectée, la dimension spéculative est devenue la règle.

■ **La mise en danger du capitalisme industriel**
Dès lors il est possible de prôner, comme l'a fait le PDG d'Alcatel, l'entreprise sans usines, une pure fiction financière qui atteint ainsi la flexibilité maximale, la circulation permanente et accélérée : les humains comme les machines sont encore trop liés au territoire, ils sont trop attachés. Nous

sommes au stade où le capitalisme financier commence à détruire les bases même du capitalisme industriel : le produit manufacturé n'est qu'un prétexte dont il faut se débarrasser pour faire circuler encore plus vite les « bits » plus que l'argent qui n'a lui-même plus besoin de se matérialiser hors du réseau d'information. On connaît les effets désastreux de ces politiques marquées par des exigences de taux de retour immédiat pour les dividendes des actionnaires et par le mépris pour les savoir-faire ou les investissements matériels réalisés. Les salariés licenciés en quelques minutes pour des jeux sur la cote du marché financier sont non seulement menacés par la perte de leur emploi mais en plus révoltés par le gâchis de savoir-faire que cela représente. L'incertitude atteint ici son point destructeur extrême quand aucune justification rationnelle classique ne permet de comprendre les choix effectués : une usine bien équipée, avec une productivité élevée, avec des marchés stables, etc. ne vaut rien, même pas un franc comme a pu le dire, avec toute son arrogance, un premier ministre français à propos de Thomson.

■ Couper les ressources de la dictature financière

L'écodémocratie doit donc chercher à dévitaliser le système financier actuel du capitalisme. Les mesures de taxation des mouvements de capitaux (taxe Tobin) sont parmi les plus connues et portées par les courants alter-mondialistes : elles doivent être mises en œuvre à l'échelle des places boursières européennes notamment. Les États-Unis profitent de cette financiarisation du capitalisme pour prélever les capitaux nécessaires à leurs déficits. Mais l'Europe doit affirmer un modèle économique différent, ce qui est déjà le cas en partie mais qui doit se traduire par une rérégulation de ces marchés contre toutes les politiques internationales actuelles. Mais il faut aussi toucher au cœur de l'influence du système financier sur tous nos comportements : l'actionnariat populaire doit être découragé car il constitue l'arnaque nouvelle du capitalisme et la meilleure garantie d'une adhésion contrainte aux principes mêmes de la financiarisation. L'ac-

tionnariat salarié doit lui aussi être combattu et les chutes vertigineuses de l'économie des télécoms mais aussi de la bourse en général devraient servir de leçon définitive à ce mode de placements. De même, les stocks options devraient être interdits puisqu'on voit bien, notamment pour Enron, comment ils ont influencé les politiques des dirigeants contre les intérêts industriels de leur entreprise, au mépris des retraites de leurs salariés.

■ Contrôle démocratique, éthique et solidaire des placements

Il faut accepter de revenir sur cette erreur du capitalisme populaire qui n'a fait que soutenir ce mythe de la croissance infinie des revenus grâce aux placements boursiers. Ce dérivatif est une arnaque dans la mesure où le pouvoir des petits actionnaires est sans cesse bafoué malgré leurs batailles de plus en plus fréquentes pour récupérer un peu de poids et de contrôle. L'actionnariat ne peut pas être démocratisé dès lors qu'il vit sur un modèle de profit purement financier, dépendant à l'extrême d'informations particulièrement volatiles et surtout toujours confidentielles. C'est donc un mouvement profond de réorientation des placements populaires vers des fonds d'économie solidaire et éthiques qui doit être proposé. La rémunération des placements doit être modérée et garantie dès lors qu'il y a contrôle par les sociétaires et engagement dans des opérations non spéculatives et socialement utiles.

Par extension, toutes les opérations spéculatives, comme c'est le cas sur le marché des matières premières, devraient pouvoir être condamnées ou tout au moins découragées par des taxes et un ralentissement des opérations. C'est le principe même de la taxe Tobin qui doit être étendu pour décourager des spéculations et réintroduire l'obligation du long terme, utile pour les entreprises. On évitera ainsi qu'une cargaison soit vendue cinquante fois entre son point de départ et son point d'arrivée, dans la plus totale incertitude pour le producteur qui de toutes façons ne verra pas la couleur des éventuels profits réalisés dans ces transactions par les courtiers.

La perversion du modernisme : le scientisme et la technocratie

Le modernisme s'est fondé en même temps que s'affirmait la démarche scientifique. Il en est quasiment indissociable. Nous avons déjà indiqué comment l'écodémocratie pouvait apprendre de la pratique scientifique et reprendre ses méthodes, voire même ses façons de composer des collectifs et de produire des énoncés collectivement validés. C'est sans aucun doute l'une des particularités de l'écodémocratie comme orientation politique que de prendre en compte précisément la profonde insertion des sciences dans toutes les décisions politiques : aucune technophobie ou scientophobie ne doit avoir sa place dans le positionnement des écodémocrates (1). C'est le principe démocratique qui doit garder la préséance dans les méthodes et ce sont les solidarités nécessaires qui permettent d'évaluer tous les choix. De ce fait, toutes les pratiques scientifiques peuvent être soumises à débat, et l'écodémocratie doit être capable d'exiger un principe d'autolimitation dans les recherches dès lors qu'elles peuvent menacer des solidarités fondamentales avec des éléments du cosmos.

■ Pratique scientifique et scientisme

Dès lors, l'écodémocratie se trouve en opposition frontale avec le scientisme. De même que le capitalisme financier est une prolongation des pires travers du capitalisme, de même le scientisme prolonge les risques inhérents à la posture scientifique dans les rapports avec le monde.

Les scientifiques refusent toute remise en cause de la pureté de leur démarche, et refusent même à d'autres qu'à eux-mêmes le droit et les compétences pour dire ce qu'ils font. Cette posture est alors totalement opposée à l'attitude scientifique qui vit avec l'incertitude, avec le doute, avec les remises en cause : le scientisme prétend ne s'appuyer que sur de la science déjà faite, dont les énoncés sont naturels et indiscutables. Ces évidences ne sont produites que par quelques uns qui constituent au bout du

compte une nouvelle oligarchie. Mais n'oublions pas que l'attitude scientifique peut être adoptée à tout moment par un citoyen ordinaire, un politique ou un scientifique qui se croyait « immunisé ».

■ La caste des experts

Plus influente encore est l'extension hors des laboratoires que se sont autorisés ces scientifiques qui par ailleurs prétendaient précisément opérer la plus grande coupure avec le monde. La technocratie et l'expertise en sont deux rejets, différents mais qui peuvent produire les mêmes effets de confiscation du pouvoir de débat. La technologie permet, dit-on, de mettre en « pratique » des savoirs produits par les sciences. Et les technocrates, pour une part ingénieurs mais pour une large part généralistes possédant des méthodes pour traiter le monde et tout problème à la mode scientifique, sont là pour faire progresser la rationalité dans les modes de production comme dans les modes de décision. Cette rationalisation de tous les processus souffre d'un grave défaut : elle présuppose que les humains ne possèdent qu'une seule rationalité, celle issue, après de nombreuses traductions, il faut bien le dire, de « la science ». Fort de cette conviction et de ce point d'appui, il est alors possible d'imposer à tout système les mêmes grilles d'analyse et surtout la même autorité, pour couper court à toute controverse. A tel point que l'on peut dire désormais que la science elle-même et ses objectifs ne sont pas définis (si tant est qu'ils l'ont jamais été) par les impératifs internes de progression et de discussion des connaissances mais par des impératifs technocratiques, liés à des rentabilités de divers types et à des stratégies directement couplées au système financier par ailleurs. C'est le règne de ce que l'on appelle la technoscience, terme qui a parfois tendance à verser dans une nostalgie d'une supposée connaissance détachée de tout contexte ou à prendre des allures de toute puissance indiscutable, tant le monstre est devenu opaque.

■ Contre l'extension de la raison technocratique et pour sa réinvention

Il est au contraire très important de montrer qu'il s'agit bien d'une forme historique, qu'elle dispose de leviers d'action et de procédures bien concrètes et qu'il est possible de les contester dans leurs fonctionnements internes mêmes aussi bien que dans leurs finalités. L'écodémocratie doit appliquer les procédures de composition du monde, avec exploration et démocratie, à toutes les activités dont les plus « sacrées » comme l'activité scientifique. Dès lors tous les dérivés à caractère technocratique qui utilisent la science comme argument d'autorité rationnelle (!) doivent être mis en cause. Plus insidieusement, les gestions scientifiques, les rationalisations budgétaires, les systèmes de gestion intégrés, les systèmes d'assurance qualité, apparemment figures de la rationalité unique, doivent être systématiquement examinés, critiqués, réinventés pour répondre à d'autres objectifs, pour montrer la pluralité des rationalités et la nécessaire mise en débat. On constatera d'ailleurs rapidement que c'est la seule solution, si l'on veut que les informations recueillies aient encore un rapport avec la réalité. Si l'on contraint trop les opérateurs, ils fourniront les informations conformes aux attentes mais ne diront rien de ce qui se passe réellement. On mesure les conséquences dans une société de traçabilité généralisée, de sécurité permanente. Et pourtant, de nombreux systèmes d'information d'entreprises (gestion, qualité, sécurité, etc..) sont dans le même état que le capitalisme financier : ils ont perdu tout contact avec le réel, tout pouvoir d'action sur lui d'ailleurs, ils n'enregistrent que leur propre écho, ils sont devenus autistes. La rationalité se boucle sur elle-même pour être sûre de la fiabilité de ses modèles. C'est un dérivé du scientisme qui ne peut accepter la mise en cause de ses énoncés de base, alors que toute l'activité scientifique ne vit que de cela.

La perversion de la tradition : le racisme et la xénophobie

La tradition s'appuie sur des identités qui ont fini par sédimenter, par devenir quasiment naturelles: les groupes ethniques, les nations, les classes, les religions constituent ainsi la base d'un monde social que l'on pense immuable. Et pourtant, chacun sait que ces religions ont eu une histoire, que les classes sont un concept qui n'a sans doute plus guère d'existence subjective, que les nations peuvent disparaître bien plus vite qu'elles n'ont été créées, que les groupes ethniques sont toujours mixtes et métissés. Mais il est plus aisé de vivre sur ces certitudes à tel point que dans un monde aussi instable que le nôtre, les traditionalistes prétendent se replier sur ces identités « naturelles », et en faire le pilier de la reconquête pour arrêter cette dérive de tous les repères. Certains poussent à l'extrême cette sortie du politique, cette naturalisation au point de générer un ordre des places, une hiérarchie établie de tous temps et fondée sur une nature particulière, les races. Le racisme est un ennemi majeur de l'écodémocratie car il pousse à l'extrême la recherche de certitudes et de dogmes de tous les traditionalistes en en faisant là encore une pseudo théorie scientifique. Et c'est en cela qu'il possède un lien direct avec la modernité et qu'il ne doit pas être confondu avec la xénophobie. Le racisme ne doit pas non plus être étendu abusivement à tout rejet de l'autre, comme le supposé « racisme » anti-jeune et anti-vieux ou le sexisme, etc.. Mais on voit bien que le saut que représente le racisme comme fondement dit scientifique d'une hiérarchie des humains pourrait fort bien être étendu à d'autres formes de hiérarchie, dite aussi naturelles « scientifiquement », comme le sexisme ou le « générationnisme ».

■ Le risque scientifique associé au racisme

La notion même de race a fait l'objet de débats scientifiques et a été critiquée puisque la diversité au sein de ce qu'il est convenu d'appeler « race » à partir des apparences exté-

rieures est aussi importante que par rapport aux dites races différentes. Bref, la diversité humaine est un continuum et c'est seulement par naturalisation sociale que l'on crée des groupes sur la base de supposées races. Et c'est pour ces raisons qu'il doit être particulièrement combattu car il empêche tout débat politique, il assigne définitivement à une place inférieure ou supérieure définie par une supposée nature. L'écologie est d'ailleurs parfois convoquée pour exploiter ce filon à travers l'analogie avec les différents règnes du vivant, avec la supériorité « naturelle » de certains et les lois de l'évolution qui en découlent. Or, l'écodémocratie, pour le vivant en général comme pour les humains, ne s'en remet jamais à des justifications scientifiques dites « pures »: elle sait que ces faits sont aussi liés à des valeurs et qu'il faut donc en débattre. Dès lors, même pour les lois naturelles, l'incertitude doit être la règle de façon à comprendre ce qui peut changer et comment de nouvelles façons de composer notre monde peuvent émerger.

■ Racisme n'est pas xénophobie qui n'est pas communautarisme

Le racisme n'est sans doute pas si répandu qu'on l'imagine dans sa version naturalisante extrême. Il constitue pourtant l'un des ennemis à éliminer, sans faire appel à des réflexes moraux fondés sur la tolérance, tout aussi condescendant et qui fait souvent le lit à ces représentations. C'est un combat politique qu'il convient de mener contre une imposition de places qui empêche a priori tout débat et toute composition d'un monde commun. Malgré sa faiblesse, il doit être combattu parce qu'il se trouve prolongé par la xénophobie et que le passage de l'un à l'autre reste possible. L'étranger est alors considéré comme une catégorie générale qui ramène tout individu à un stéréotype et éventuellement à une hiérarchie (on peut rejeter des étrangers que l'on considère comme supérieurs mais en général tout groupe social tend à se placer comme référence normative, comme standard à atteindre). Dès lors, il devient très difficile de recomposer le monde, d'entrer dans un processus

politique. On comprend dès lors la crainte des républicainistes, en France surtout, vis-à-vis du communautarisme : dès lors qu'on laisserait place à l'expression de toutes les différences culturelles, voire au regroupement spatial, les stéréotypes ne pourraient qu'être renforcés et la constitution d'une société civique rendue impossible. En revanche, tout doit être fait pour éviter le passage à la xénophobie et l'on doit s'affronter ici tout autant au communautarisme qu'au nationalisme qui possède les mêmes traits mais à une échelle élargie. Ses ravages récents dans l'ex-Yougoslavie devraient nous mettre en garde car on y vit aussitôt ressortir une violence communautaire et un nettoyage ethnique qui se fonde là aussi sur le racisme : l'ennemi est donc bien chez nous, en Europe aussi.

Pour autant, il est possible que ce sont les situations de menace, de déséquilibre progressif entre groupes qui, dès lors qu'elles sont exploitées politiquement, finissent par créer des réactions xénophobes : déséquilibre démographique, spatial, statutaire, d'accès en général à des ressources communes. On voit bien que lorsque la xénophobie voire le racisme envahissent les banlieues, c'est dans le cadre d'une misère partagée, entre « petits blancs », immigrés anciens, ou immigrés récents. Dès lors que l'ascenseur social, l'accès aux ressources de l'emploi, de l'école ou du logement n'est pas fermé, il est toujours possible de sortir de cette rancœur vis à vis de celui qui devrait hiérarchiquement avoir moins que soi (qui n'a déjà pas grand chose!).

Le combat contre le racisme vise à la fois ces conditions d'émergence et ceux qui mettent en forme politique cette doctrine : les deux doivent être menés de front sans être confondus.

Conclusion : Ne pas voir des ennemis partout !

Les ennemis sont ainsi désignés et doivent être des cibles constantes vis-à-vis desquelles aucun compromis ne sera possible. La désagrégation progressive du capitalisme financier, du scientisme et du racisme repose à la fois sur des batailles idéologiques et sur des mesures précises pour cont-

rer ce qui leur permet d'exister. Mais il est impossible de confondre ceux qui souhaitent être indulgents avec le capitalisme financier et ces financiers eux-mêmes, de même qu'il est impossible de confondre ceux qui ont du respect pour les scientifiques et ces scientifiques eux-mêmes, de même aussi qu'il est impossible de confondre ceux qui votent pour des partis racistes et ces partis eux-mêmes.

Quelques exemples d'usage de la boussole écodémocrate

La méthode proposée par la boussole écodémocrate ne fournit pas un programme ni encore moins des recettes. Elle permet seulement d'orienter l'espace d'exploration et de situer les choix de façon cohérente parce qu'appuyés sur des principes de solidarité et de démocratie, prenant en compte à la fois les attachements et leur incertitude.

Il serait contradictoire avec le projet de l'écodémocratie de prétendre faire le catalogue de toutes les questions actuellement présentes sur l'agenda politique et de donner ainsi des réponses alors que tout l'enjeu consiste à recomposer des collectifs et des problèmes en même temps avec l'incertitude qui est celle de la démocratie. Mais il est important aussi que chacun puisse s'emparer de la boussole pour la faire fonctionner sur des niveaux de question très hétérogènes. Pour cela, un mode d'emploi qui ne traiterait pas d'exemples concrets ne serait pas d'une grande utilité. Aussi prenons nous le risque de montrer ce que peut donner une

exploration politique conduite à l'aide de la boussole écodémocrate. Dans la plupart des cas, nous ne pousserons pas la démarche jusqu'au détail des dispositions politiques conjoncturelles instituées, car elles sont différentes d'un pays à l'autre et d'un moment à l'autre.

Les retraites

Le débat sur les retraites est général en Europe mais les procédures adoptées et les capacités des différents pays à faire adopter collectivement une réforme sont fort différentes. La Suède a mis 15 ans à modifier ses règles du jeu, la France tente de le faire en quelques semaines.

■ Une étrange solidarité « moderne » entre générations !

L'argument démographique paraît incontournable à tous : les générations actuelles sont moins nombreuses que celles du baby boom de l'après guerre qui vont arriver à la retraite, il sera donc impossible de couvrir le paiement des retraites dans les conditions actuelles. Le report des problèmes sur les générations futures est à la base même de toute la critique écologiste. Or, c'est le système par répartition lui-même qui consiste à faire payer les générations futures pour les retraités. Ce sont les actifs d'une période donnée qui payent pour ceux qui ont travaillé avant. La répartition n'est en rien un modèle fondé sur une tradition de solidarité entre générations, elle est plutôt le modèle de l'imprévision classique de tout le modernisme : les modernes de l'Etat-Providence fixent des retraites espérées et demandent aux actifs de demain de les prendre en charge quel que soit leur nombre et leur situation économique. C'est exactement l'inverse du rôle que l'on préconise pour les générations futures dans tous les modèles de développement durable : elles n'ont pas à payer les conséquences de nos actes. Le principe de responsabilité devrait là aussi s'appliquer.

Mais on peut comprendre pourquoi ce modèle a été élaboré : il est typique d'une foi aveugle dans le progrès, au sortir pourtant de l'épisode le plus barbare de toute l'histoire humaine, après la guerre 39-45. Les générations de l'après-guerre ne pouvaient pas imaginer que leurs enfants pussent ne pas vivre mieux ni gagner plus qu'eux : « l'ascenseur social », à partir du socle de la paysannerie pauvre notamment, fonctionnait à plein, et l'avenir ne pouvait qu'être meilleur pour les enfants. Ce rêve s'est brisé sous les coups du choc pétrolier, de la massification de l'enseignement et du capitalisme financier sauvage à rentabilité immédiate. Comment se projeter dans l'avenir désormais ? La crise des retraites, c'est la crise de la valeur de l'avenir, c'est la crise d'une flèche du progrès qui s'est retournée contre ses promoteurs et surtout contre leurs enfants. Car la moyenne des retraités vit désormais bien mieux que leurs enfants ou petits-enfants qui entrent dans la vie active par la précarité.

■ Les impasses libérales

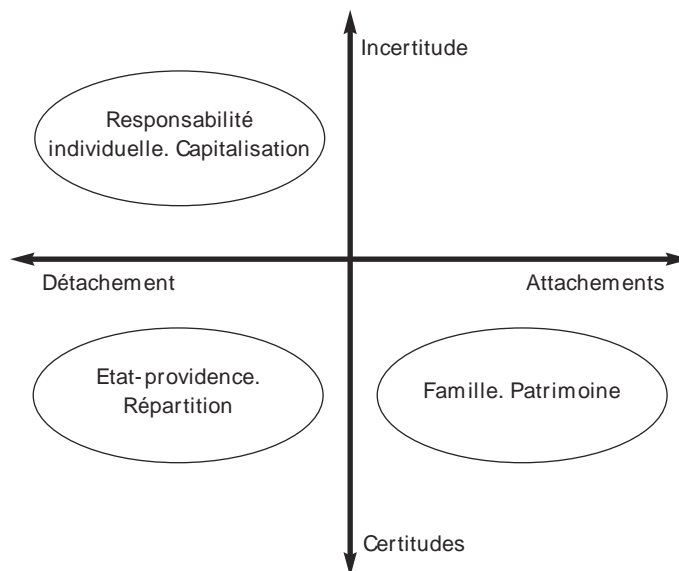
Les libéraux et Tony Blair approuveraient cette critique, demanderaient qu'on en finisse avec cet Etat-Providence, qui génère l'assistance, et qu'on encourage la responsabilité individuelle, sous la forme des régimes de capitalisation. Qu'importe si il est démontré que certains ne peuvent économiser que 4 % de leurs revenus mensuels pour une retraite complémentaire lorsqu'ils sont payés au SMIC et que les autres pourraient aisément en mettre 25 % de côté : l'écart entre les retraites réelles serait dès lors encore accru par rapport aux salaires actuels. Les salariés d'Enron ont aussi un avis nettement plus critique sur l'intérêt d'une telle stratégie et les fonds de pension ne pourront guère tenir les discours du type « poule aux œufs d'or » maintenant que la confiance dans leurs promesses a disparu. La capitalisation, c'est par excellence la responsabilité individuelle et le risque maximum, avec toute l'incertitude assumée par les individus en question et surtout par les plus démunis.

La tradition du patrimoine

Or, ce que ne supportent pas les futurs retraités, c'est de devoir subir cette incertitude de la vieillesse. Il faudra donc qu'une position écodémocrate réponde aussi à cette attente légitime. C'est pourquoi nombreux sont les retraités qui ne misent que sur le patrimoine accumulé, immobilier notamment mais aussi assurances-vie, qui sont autant de formes de capitalisation individuelles et plus sûres. Ce patrimoine peut aussi se transmettre et la solidarité va souvent dans l'autre sens actuellement, les retraités aidant leurs enfants de leur vivant ou transmettant des biens qui augmentent la sécurité de la famille en général.

La boussole des retraites

Nous avons ainsi les trois pôles de notre premier état du débat mais bien d'autres points n'ont pas encore été soulevés. Notons que nous avons établi à la fois l'état de la question et des solutions d'une part et le tableau des collectifs mobilisés par chacune de ces solutions d'autre part : la famille, l'Etat ou les individus.



■ Travailler plus quand il y a moins de travail !

Plusieurs points doivent cependant être repris pour affiner ce schéma. Le déséquilibre démographique évoqué au départ est en réalité plutôt un déséquilibre dans le rapport actifs/retraités, c'est-à-dire dépendant directement du taux de chômage d'une époque donnée. Les solutions débattues régulièrement, en France ou ailleurs en Europe, relèvent d'ailleurs toujours de ce même cadre de pensée : plus de travail produit plus de cotisations et donc de meilleures retraites. Et tout le monde de communier dans le culte de la croissance qui seule permettrait de nous sortir de cette situation. Le patronat et les gouvernements de droite proposent de faire travailler plus longtemps les salariés, alors même que les entreprises font déjà tout pour se débarrasser de leurs salariés les plus âgés. Les syndicats de salariés et la gauche préconisent, eux, le plein emploi et, en attendant, acceptent l'augmentation des cotisations, salariés comme employeurs, ce qui semble quand même quelque peu contradictoire avec l'objectif de rendre moins coûteux l'emploi. Ces arguments misent tout sur la croissance qui pourtant, depuis la domination du capitalisme financier, n'a fait qu'accroître la précarité et n'a jamais réduit durablement le chômage.

Dans tous les cas, le travail reste la référence unique : les modèles traditionnels reposaient pourtant sur le patrimoine, et les modèles relativistes sur la capitalisation à travers des fonds de pension, deux modes de financement découplés du travail. La fixation que l'on dira « moderne » sur le lien absolu entre travail salarié, sa durée et le niveau de retraite conduit le débat dans une impasse. Pourquoi ? Parce que le travail diminue en volume absolu depuis 100 ans et que sa productivité, plus élevée, ne génère en rien des cotisations supplémentaires mais au contraire du chômage. Cette tendance n'a aucune raison de s'inverser. Il y aura de moins en moins de travail dans les pays développés, et ce n'est pas une catastrophe ! On comprend à quel point les mesures d'augmentation de la durée du travail au-delà de 60 ans paraissent aussi incongrues.

■ Moins de travail mais plus de richesses : découpler travail et retraites

Le problème n'est pas pour autant que nos pays européens s'appauvrissent. Moins de travail, mais plus de productivité, et aussi plus de machines, continuent à produire plus de richesses, certes à un rythme de croissance moins élevé qu'avant. Mais pourquoi faudrait-il lier croissance et richesse ? La croissance accompagnée des déficits et du chômage n'a rien d'un enrichissement semble-t-il mais bien plutôt d'une répartition des richesses et des surplus totalement déséquilibrée et surtout injuste. Admettons qu'il y aura moins de travail, qu'on peut se le répartir et surtout que ce sont les richesses et les surplus qui doivent constituer la ressource fondamentale des financements des retraites et non le travail, denrée de plus en plus rare.

Découpler retraites et travail serait sans aucun doute le premier pas vers une politique durable des retraites. La couverture médicale universelle a bien été créée en France comme principe de solidarité indiscutable, indépendant du statut salarié. Il faut aller encore plus loin dans ce découplage et considérer que le revenu d'existence peut commencer à exister sous la forme des retraites généralisées, pour découpler plus largement travail et revenu. Pour cela, le niveau de ce qui deviendrait même un « minimum vieillesse » étendu (et donc par personne même non salariée) doit être mis à hauteur respectable permettant une véritable dignité et c'est actuellement le niveau du SMIC qui en France correspond à cela.

■ Le recours à l'impôt

Dès lors, le mécanisme de redistribution ne peut plus être assis sur des cotisations payées par les salariés. Certes, cela conduit à remettre en cause le système par répartition présenté comme le modèle parfait et juste de la solidarité entre générations. Or, c'est un modèle de report sur les générations futures qui finit par être perçu comme un système d'assurance personnelle, de salaire différé, ce qui génère des attentes ingérables pour chacun (« j'ai cotisé, j'y ai droit, c'est mon argent ! »). L'impôt constitue une assiette de coti-

sation générale ne reposant plus du tout sur le travail et sa durée: c'est le cas de la CSG en France, qui constitue vraiment l'amorce d'un autre système fiscal général à vocation de répartition sociale. De ce fait, le coût du travail s'en verrait largement allégé. (Notons qu'en France les retraites des fonctionnaires d'Etat sont directement payées par l'Etat et que le système beveridgien reposait aussi sur l'impôt mais avec des prestations très limitées).

■ Le complément des retraites d'entreprises

Le lien avec le travail salarié restreint peut cependant ne pas être coupé totalement, dès lors que, grâce à l'impôt, on assure à chaque retraité les bases d'un revenu décent. Au-delà de ce seuil élevé mais limité, il reste impensable d'obliger toute une société à reproduire les inégalités existantes durant la vie de travail, en finançant des retraites élevées, qui permettent pour certains retraités un niveau de vie très confortable, alors qu'ils ont eu, par ailleurs, les moyens de financer un patrimoine personnel durant leurs années de travail (et avoir un loyer à sa charge à la retraite ou non, cela change beaucoup de choses!). Prétendre défendre la catégorie des « retraités » en général comme on défend parfois « les agriculteurs » sans voir les écarts considérables entre eux, c'est encore une fois vouer la solidarité à l'échec. Les versements effectués pour ces salariés à revenus élevés sont autant de moyens prélevés sur d'autres solidarités (notamment pour les jeunes) et qui débouchent sur une consommation d'abondance que l'on doit aussi interroger. Cela dit, ce qui pose problème, ce sont moins ces modes de vie que le fait que la solidarité devrait les assumer.

Or, au-delà de la retraite de base assurée à tous à un niveau correct par l'impôt, il existe d'autres voies pour financer ces retraites que l'on veut garder élevées et proportionnelles à son salaire précédent. Les entreprises pourraient ainsi offrir des retraites mutuelles complémentaires à leurs salariés, retraites dépendantes du travail: ce serait alors une façon de s'attacher des professionnels de meilleure qualité et plus durablement. Ce serait surtout aller à l'encontre de toute

la démarche actuelle qui ne vise que le court terme et la flexibilité. Une organisation coopérative et démocratique des décisions de gestion dans l'entreprise serait la condition pour aboutir à des propositions de ce type. L'offre de retraites reliée à la durée du travail serait alors directement reliée à des collectifs précis. La retraite de chacun serait alors composée à partir de différentes briques: l'une directement issue de la solidarité par l'impôt, désindexée du travail et assurant le niveau de dignité élémentaire, l'autre dépendant encore du travail fourni sous forme de cotisation plus proche d'une capitalisation collective à court terme que d'un fonds anonyme ou d'un placement personnel. C'est ce qui peut être en germe dans les plans d'épargne salariaux, qui font encore tant peur, alors qu'ils permettraient aux collectifs mutualistes ou syndicaux de se reconstituer. Des mesures fiscales peuvent encourager aussi cette solution.

Un troisième élément, le patrimoine, n'est pas à négliger et il serait nécessaire d'évaluer en quoi il peut être juste de faire reposer une partie de la sécurité des retraités sur ces ressources (ce qu'ils ont déjà) et à partir de quel moment cela entraîne des effets inégalitaires abusifs.

■ Prendre en compte l'incertitude pour les générations futures

Il reste cependant un volet à considérer qui doit permettre de gérer l'incertitude et les variations des équilibres d'une société. Les temps peuvent être meilleurs, ils peuvent être aussi plus durs. Les arbitrages ne peuvent pas être faits maintenant pour des situations incertaines dans 40 ans. Dès lors que les bases sont assurées par l'impôt, il est toujours possible à une société d'arbitrer en faveur de ses retraités si elle en a les moyens. Une partie supplémentaire des pensions supérieures au SMIC, serait ainsi dépendante de la conjoncture et permettrait de retrouver cette marge de manœuvre qui manque aujourd'hui. Ce qui veut dire en fait que cette partie serait reconnue comme discutable et mise en débat collectivement en fonction des choix de société: mais on l'aurait annoncé

ainsi dès le départ tout en assurant une sécurité beaucoup plus favorable pour les plus faibles revenus. On tient ainsi les deux principes d'une politique écodémocrate : attachements à travers la solidarité étendue, et incertitude reconnue.

■ Le tableau de composition des retraites gérées collectivement

Cependant, ces arbitrages ne peuvent pas faire l'objet de simples mesures administratives ou relever d'argumentaires politiques conjoncturels. Il est nécessaire de faire émerger une autre arène où ces arbitrages sont possibles en créant les liens avec tous les collectifs que l'on met dans la négociation. En France, le rôle de l'actuel Conseil d'Orientation des Retraites devrait être repris pour qu'il soit en position de décider des arbitrages nécessaires en fonction d'une appréciation de la situation du moment. On voit ainsi qu'on ne fait plus peser sur les générations futures que l'exigence de solidarité vitale, inscrite dans la loi, sous la forme d'un droit à un revenu minimum d'existence.

Lorsque ce cadre général est fourni, nous disposons d'une quatrième orientation qui consiste en une composition à partir de ce qui existe déjà :

- un revenu garanti pour les retraités, indépendant de l'activité et des salaires perçus, financé par une forme de CSG étendue (ce revenu serait de fait plus favorable que les conditions de retraite actuelle pour plus de 50 % des salariés, ceux qui touchent des salaires voisins du SMIC)
- un supplément puisant à la même source mais adaptable en fonction de la conjoncture économique et décidé par un organisme élu
- un complément fourni par des mutuelles d'entreprise
- un volant de sécurité patrimoniale (tel qu'il existe aujourd'hui), dont les effets sont limités par des dispositifs fiscaux.

Ces solutions ont l'avantage de ne pas faire peser de charges trop lourdes sur les générations futures, de donner un volant d'adaptation, de préparer la dissociation du travail et du revenu.

L'urbanisation

L'urbanisation n'est plus un phénomène particulier, localisé, c'est le milieu où vit la moitié de la population mondiale. Les approches écologistes ne peuvent donc plus être réduites à des questions de « nature », même si elles y ont trouvé leur origine. C'est au contraire, comme chez René Dumont, le constat de la déstructuration avancée du tissu rural, de ses qualités environnementales et du déséquilibre des échanges Nord-Sud qui seul permet de comprendre l'urbanisation galopante du Sud. Les conurbations de Sao Paulo ou de Calcutta sont-elles encore des villes ? On peut en douter, elles sont en tous cas fort éloignées de notre modèle européen industriel. Ce qui nous importe donc, c'est de penser les choix d'aménagement dans tous leurs liens et de comprendre en quoi les discours que l'on tient sur la ville européenne sont cohérents avec ceux que l'on peut tenir pour le reste du monde. Ce qui est en cause au Nord comme au Sud, c'est bien l'urbanisation et non la ville. Qui dit urbanisation dit extension continue des espaces habités concentrés ou aménagés à d'autres fins que l'agriculture. D'ores et déjà, le lien avec la campagne est posé. On peut dire désormais qu'il n'existe aucun moyen de traiter les questions des villes sans traiter celle des campagnes. Prenons même comme point de départ que la ville et la campagne ont disparu en même temps, au Nord comme au Sud pour des raisons différentes, et que s'est substitué un continuum « d'urbanisation avec trous ».

■ L'urbanisation contre la société ?

Pour le Nord, les campagnes ont vu dans les 40 dernières années du XX^{ème} siècle leur mode de production agricole s'industrialiser, avec le dépeuplement, la productivité, la destruction de l'environnement que l'on connaît. Mais le niveau de vie et les références des agriculteurs sont totalement urbanisés désormais et leurs exigences en qualité de services est du même ordre (enseignement, loisirs). Cette exigence est d'autant plus étendue que les « campagnes » en question se sont peuplées aussi de « rurbains », qui tra-

vaillent à la ville ou qui y vivent même pendant la semaine, et qui sont ainsi amenés à produire cette continuité, favorisée par les autoroutes et les voies rapides automobiles (plus rarement ferroviaires!). L'habitat a créé cette suburbanisation générale. Mais cette continuité urbaine est redoublée par un étalement de banlieues et de zones industrielles et commerciales qui remettent en cause le modèle de la ville européenne, intégrant dans un même espace des fonctions multiples autour d'un centre bien identifié.

Pour le Sud, la spécialisation agricole forcée des pays sur certaines ressources a entraîné une dépendance totale à un marché international entièrement soumis à la loi de quelques multinationales et aux Etats producteurs du Nord. Le déclin des cultures vivrières, l'épuisement des terres provoquée par la monoculture intensive ont entraîné des vagues d'émigration sans fin vers les zones urbaines, supposées porteuses d'opportunités, aussi vagues soient-elles. Les favelas ou les extensions de banlieues infinies rendent instables les délimitations de la ville voire même toute cartographie.

■ Le triomphe moderne : le zoning

Il faut le rappeler pour ceux qui auraient encore le culte du progrès : l'extension de l'urbanisation a généré une déstructuration spatiale et sociale qui renforce des inégalités criantes et une misère durable. L'espace n'a aucune véritable valeur dans un système productiviste, il est une ressource disponible. Les transports rendus nécessaires par cet étalement urbain sont producteurs de richesses dans les calculs du PIB et non de coûts. Pourtant, la concentration sur quelques pôles indique bien que les relations sociales et l'accélération des échanges ont encore besoin d'une certaine proximité, tant entre producteurs qu'avec les consommateurs. Polarisation et étalement urbain aboutissent à des déséquilibres territoriaux énormes, dont l'Europe a pu limiter les effets en raison de l'attractivité des centres historiques, même si elle vit les mêmes extensions. Le modèle de la ville européenne est en crise, celui de la ville américaine tend à s'imposer mais génère des effets pervers terribles et les conurbations du Sud

inventent un milieu qui n'est ni l'une ni l'autre.

L'organisation dominante de l'espace entraîne des catastrophes écologiques, en raison de la captivité vis-à-vis du transport automobile notamment. Mais il génère une perte de repères sociaux que symbolise bien la disparition du centre, remplacé par la notion de zones, voire même de banlieues. Le zoning fonctionnel sépare toutes les activités, oblige à un déplacement domicile-travail toujours plus long et répartit inégalement les charges entre les communes. Organiser l'espace en zones, c'est dire par avance que plusieurs lois s'imposent sur différents territoires et que la ville n'est pas un cadre commun pouvant permettre de faire société : les entreprises dictent leur loi dans les zones industrielles, les commerces dans les zones commerciales, les opérateurs de loisirs désormais pour les zones de loisirs. Il ne reste plus en responsabilité réelle du pouvoir politique que la gestion de l'espace public et de la résidence. La politique intégrée de l'espace s'écroule face au zoning et c'est la communauté politique qui est mise en cause. On voit même désormais fleurir un zoning résidentiel riche soumis à des lois privées, avec gardiennage et dôtore, comme dans les condominiums aux Etats-Unis ou au Brésil. Cette privatisation de la fonction résidentielle dit clairement à quel point il n'est plus souhaitable de faire société, de vivre ensemble. Dans le même temps, en effet, s'étaient développées de telles zones d'habitation hors de contrôle des pouvoirs politiques (et notamment de la police ou des services publics en général). On pourrait y voir le retour du ghetto, la richesse de la vie communautaire. La plupart du temps, c'est avant tout l'expression d'un repli sur soi, d'une sortie de l'urbanité.

■ Retour au village ?

Mais face à ces ségrégations urbaines multiples, fonctionnelles et culturelles, riches et pauvres, les propositions de solutions les plus répandues ne sont pas très encourageantes. La plupart de ceux qui se lamentent sur la disparition de la ville prônent un retour à un passé mythique de l'interconnaissance villageoise. Le village, soit rural soit sous forme de

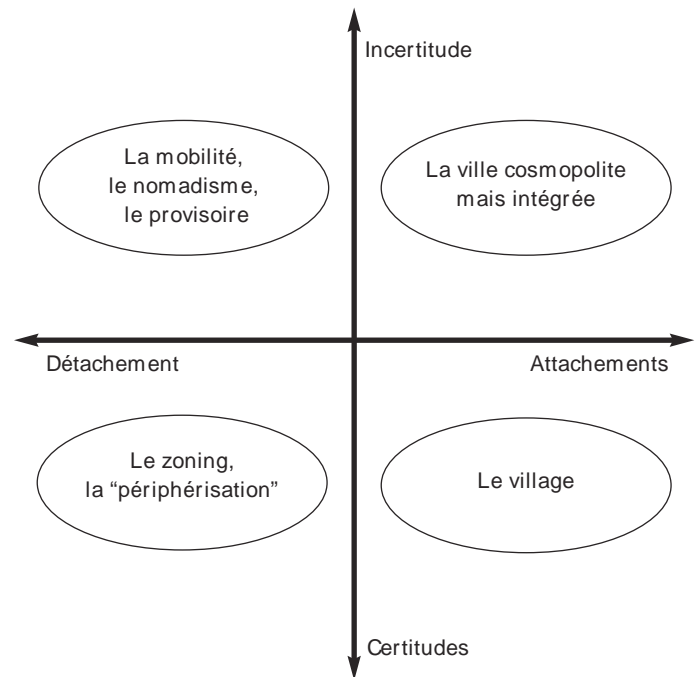
quartier urbain, constitue ainsi un retour à la tradition et bon nombre de sologansécologistesprennent souvent cette forme. C'est en fait la ville elle-même qui n'a jamais été aimée: seule la communauté d'appartenance restreinte, avec un contrôle social fondé sur l'autorité de la hiérarchie familiale constitue une référence. Village idéalisé pourtant qui permet d'ignorer à quel point le contrôle social pouvait être pesant, à quel point la diversification des points de vue pouvait être souhaitée par de nombreux jeunes qui sont précisément partis à la ville pour se sortir de toutes ces dépendances. Ces frontières stables peuvent donner l'illusion de retrouver des repères mais ces frontières sont devenues entièrement poreuses, par la rurbanisation, par les transports et par les médias: les villageois sont devenus « globaux » mais c'est en détruisant le modèle du village, contrairement à ce que disait Mac Luhan.

Tous nomades ?

A l'opposé de cette réaction, se situent ceux qui ont pris acte de la désaffiliation vis-à-vis des territoires. Non seulement, ils émigrent, ils commutent et ils pendulent entre leurs lieux de travail et leur domicile, mais ils valorisent ce détachement, ils vantent cette mobilité pour elle-même. Passer d'un monde à l'autre, mêler travail et loisirs, vivre avec ses valises dans les aéroports devient un mode de vie. Les attaches sont maintenues par les télécommunications, et tout espace peut être provisoirement personnalisé: on ne peut pas dire qu'il s'agit d'habitat dans ce cas mais d'occupation successive, de « logement ». Ce modèle est en phase directe avec les mouvements des marchandises, des capitaux, des informations. Sa version riche est celle des salons première classe des aéroports, sa version pauvre s'observe dans les zones de transit pour les réfugiés dans les mêmes aéroports, deux vies nomades qui pourraient se croiser mais qui sont en fait des destins totalement différents, profondément inégaux.

La boussole urbaine

Ce qui nous donne le tableau suivant des positions proposées par la boussole écodémocrate:



La ville écodémocrate: centralité et accessibilité contre l'urbanisation

Une politique écodémocrate de l'urbanisation ne peut se satisfaire d'aucune des réponses proposées. Elle annonce clairement que la ville peut être une chance, non pas l'urbanisation industrielle mais la ville comme centralité et comme accessibilité permettant d'organiser la rencontre cosmopolite. Dès lors qu'il n'existe ni centralité, ni accessibilité (comme on le voit dans les quartiers réservés), tout devient prétexte à guerre puisque des logiques territoriales peuvent s'affirmer sur des zones qui ont pourtant l'apparence de no man's land. L'insécurité tant dénoncée est aussi un produit de l'urbanisation contemporaine qui évite de plus en plus de cohabiter, de partager des espaces entre

fonctions, entre groupes sociaux. Dès lors le pluralisme des mondes n'est plus gouvernable.

On conçoit ainsi que la ville dont on veut garder la richesse cosmopolite emprunte certaines des vertus de la mobilité, sans inquiétude, en valorisant l'accessibilité dès lors qu'elle est facteur de justice : transports en commun prioritaires et non automobile foncièrement inégalitaire, connexions et services répartis, refus de toute zone d'exclusion, etc..

Dans le même temps, on ne peut faire ville qu'à la condition d'emprunter certains traits de l'identification propre au village : recréer de l'appartenance, certes mais sur une base civique, ce qui veut dire le maintien d'un véritable pouvoir politique qui s'impose aux différentes fonctions ou aux différents groupes et qui produit des symboles de ce centre qui sert de repère. La forme politique de ce centre importe beaucoup puisque c'est en fonction de sa capacité à intégrer les potentiels et les initiatives dites périphériques ou informelles que la ville se constituera comme monde commun et non comme espace de répartition des territoires et des avantages.

Ces quelques principes mériteraient d'être déclinés à partir de cas particuliers, car les controverses situées sur des aménagements, des infrastructures, des règlements, des prix ou encore des comportements imprévus sont les seules façons de mobiliser utilement cette boussole.

L'insécurité

Lorsque l'écodémocratie prend en compte l'incertitude de l'avenir, elle affirme que la société du risque est notre condition actuelle, mais que lorsque le risque est traité en société, c'est à dire politiquement, nous pouvons vivre avec. Le thème de la sécurité, récurrent dans les pays développés et déjà présent dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, n'aurait pu prendre une telle importance sans cette disparition générale des repères orientant l'avenir qui génère la peur, qui laisse des individus seuls face à des menaces et qui permet de tout regrouper sous un même vocable : l'insécurité. Si nous parlons d'incertitude, c'est pour indiquer que la question est centrale et bien plus profonde et durable mais aussi pour faire la différence entre ce qui relève d'un contexte incontournable (l'incertitude) et ce qui relève de la peur (l'insécurité) que ce contexte produit. Or, bon nombre de solutions politiques proposées partent de cette peur et prétendent l'exploiter, la réduire, ou la nier sans pour autant prendre en compte le monde dans lequel nous vivons et son incertitude fondamentale.

■ L'incertitude étendue et sa traduction en insécurité

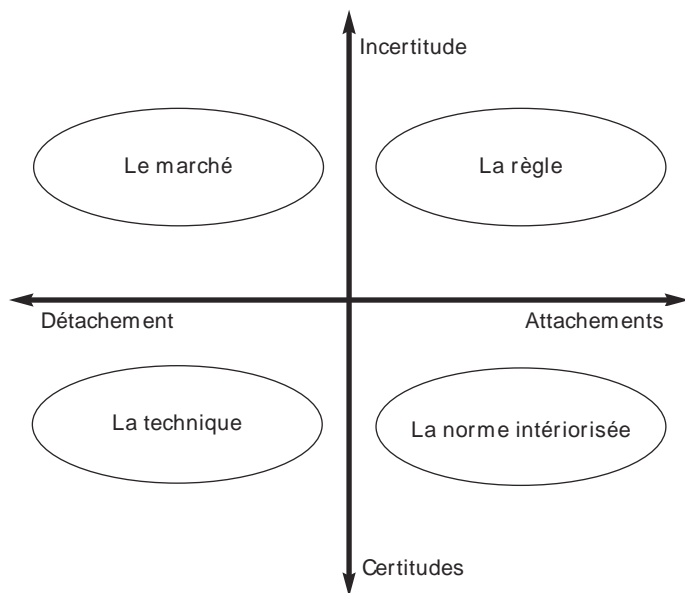
L'incertitude est créée par notre propre puissance pourrions-nous dire en résumé : les effets de l'industrialisation sur notre environnement, les conséquences de la financiarisation sur les liens sociaux et sur les visions de l'avenir, les pouvoirs de la science et de la technologie sur nos propres conditionnements biologiques, l'influence de la diffusion massive d'informations à l'échelle de toute une planète sur les cultures des peuples, tout indique que les changements d'échelle et de puissance se sont accompagnés d'un accroissement de l'incertitude, par retour sur l'humanité de ses propres activités. Si nous ne savions pas ce que nous faisons, nous sommes désormais en mesure de savoir au moins que l'avenir est incertain et qu'il est donc grand temps d'adopter une posture prudente dans tous nos choix plutôt que de continuer à feindre la supposée maîtrise. Encore faudrait-il accepter de croire ce que nous savons, comme le rappelle JP Dupuy. La peur, dont il fait, avec Jonas, un moteur

décisif de la décision en situation d'incertitude, débouche pour l'instant sur une forme de paralysie ou de volonté de retour à un ordre ancien. C'est qu'il existe en effet un écart considérable entre cette incertitude cognitive que nous avons mis en avant, la désorientation, la peur ou l'anxiété que cela génère chez chacun, et la traduction politique sous la forme du thème de l'insécurité. Entre ces trois niveaux, la circulation doit être possible tout en admettant leurs particularités.

- On ne traite pas la peur par des discours d'anticipation rationnels,
- on ne combat pas un discours politique en mobilisant à son tour des peurs viscérales,
- on ne résout pas un problème de connaissance par quelques slogans politiques.

■ La boussole de la régulation sociale

Les solutions proposées peuvent être cartographiées d'un point de vue général avant d'être déclinées domaine par domaine, selon qu'elles font appel en priorité à l'une des modalités de régulation du social, telles que Lessig les a résumées.



Toute société doit arbitrer entre ces quatre modalités de régulation sociale et le cas de la sécurité est un bon exemple de ces arbitrages. Il est impossible d'ignorer totalement l'une de ces pistes d'ailleurs et dès lors qu'une proposition politique se focalise uniquement sur l'une des solutions, c'est qu'elle est dangereuse mais aussi vouée à l'échec. Mais notons que l'écodémocratie est sans doute la posture politique qui attache le plus d'importance au droit, aux procédures et à la régulation par la règle, précisément parce qu'elle oblige au débat (ne serait ce que judiciaire).

■ Le modèle autoritaire de la norme chez les traditionalistes

La norme est la solution préférée des traditionalistes: par l'éducation notamment, une société devrait être capable de faire intérioriser les principes moraux de la vie en société mais aussi toutes les visions d'avenir, les attentes raisonnables et la maîtrise de soi. Certaines sociétés traditionnelles ont vécu (et vivent toujours) dans cette culture de la maîtrise de soi privilégiée par rapport à la maîtrise du monde. Mais pour les traditionalistes des pays modernes, c'est avant tout à la répression des pulsions ou à la punition qu'ils pensent, permettant l'intériorisation des principes fixés par des autorités, incontestables et respectables a priori. La disparition de cette éducation, notamment dans sa version autoritaire, qui force l'intériorisation d'une peur fondamentale, est vécue comme le drame principal par ces traditionalistes. Or, toutes les autorités ont subi les mêmes dévaluations et, paradoxalement, en grande partie grâce à l'éducation. Les discours politiques qui s'appuient sur ces orientations font appel aussitôt à la toute-puissance d'un chef, d'une autorité qui exploiterait les peurs et qui jouerait de la force, ce qui est pourtant le signe même de la disparition de l'effet normatif de l'autorité.

■ Toujours plus de délégation à la technique pour les modernistes

La technique est une solution aujourd'hui dominante mais rarement pensée comme telle tant elle fait partie du répertoire ordinaire des solutions modernes. Il suffit de trouver des solutions techniques qui portent en elles-mêmes les réponses. Les méthodes de veille sanitaire, les modélisations climatiques d'un côté, les caméras de surveillance, la traçabilité générale des comportements, les clôtures de territoire et les clés de sécurité informatique de l'autre permettent de tout régler. L'obsession du « tout voir » n'a fait que se renforcer depuis le panoptique de Bentham analysé par Foucault comme dispositif-clé de notre époque. L'enfermement (technique) s'est encore renforcé dans une invraisemblable culture carcérale, aujourd'hui banalisée, signe d'une faillite profonde de nos façons de faire société. La multiplication des barrières au quotidien et la visibilité générale des comportements la prolonge. Remarquons cependant aussitôt que cela doit s'appuyer sur des règles et que inversement toute règle suppose un équipement technique pour devenir effective. Tout choix politique s'appuie sur des choix techniques toujours discutables: la vidéosurveillance mais auparavant les tours de guet, les jumelles, la conception des espaces bâtis et des éclairages, etc. Inversement, la seule confiance dans les dispositifs techniques est en soi une posture politique. Cette méthode pour traiter l'insécurité repose sur une délégation aux outils et à ceux qui les exploitent, avec le risque de perdre tout contrôle sur la façon dont ils sont exploités. La peur est ici devenue un objet périphérique, le monde peut être maîtrisé par une technicité augmentée, alors même que ce sont nos excès de puissance technique non contrôlée qui génèrent une bonne part de nos peurs (cf. les grandes peurs du nucléaire et des OGM)! On feint ainsi d'ignorer que la confiance (et la confiance est politique) est toujours la ressource nécessaire au simple fonctionnement des techniques (sinon personne ne prendrait l'avion!).

■ La loi du marché des relativistes

L'incertitude n'est plus à combattre pour les relativistes, elle serait une chance, elle permettrait l'expression des capacités des individus en concurrence. « Le marché » serait le meilleur dispositif d'arbitrage entre ceux qui peuvent vivre avec l'insécurité et les autres. L'insécurité pourrait ainsi être gérée par le marché, avec les effets de renforcement des inégalités qui ne gênent guère les libéraux. « Le marché » permet aussi de créer des zones résidentielles privées protégées, de se soustraire aux risques de l'espace public, alors que les plus pauvres doivent accepter de vivre sans les services publics qui ont fui leurs secteurs. Ils ont déjà choisi de faire société à part. Cette volonté de séparation finit paradoxalement par prendre des allures communautaires, sous forme de ghettos de riches, d'espaces réservés qui constituent en fait les bases d'une oligarchie. Sans parfois l'admettre, et tout en étant de gauche sincèrement, beaucoup d'autres finissent par adopter des modes de vie et des espaces de vie séparés qui leur font méconnaître la réalité de la vie de quartiers, qu'ils ont pu éviter grâce au jeu du marché de l'habitat.

■ La réinvention institutionnelle des écodémocrates

Ces trois postures sont présentées ici de façon quasiment pures pour montrer les risques dont elles sont porteuses. Pour autant, on ne peut nier que la norme, la technique et le marché soient des composantes de la régulation d'une société. L'écodémocratie doit précisément se donner les moyens de réguler ces différentes dimensions, en réaffirmant la prééminence du droit, le caractère central des règles pour construire un monde commun vivable. Cette posture délibérément institutionnaliste réaffirme la nécessité de l'élaboration collective de ces règles, de leur réinvention dans des cadres collectifs et non d'un appel à une autorité suprême.

■ Les trois niveaux de collectifs pour traiter les trois niveaux de l'incertitude

La question de l'incertitude a dérivé en question d'insécurité. C'est un exemple typique du déplacement propre à la sphère politique. Il convient donc de traiter chacun de ces niveaux de façon particulière. Nous proposons ainsi une mise en forme plus systématique des types de collectifs qui sont toujours associés à un état du problème. Ce sera la règle de base de la pratique écodémocratique : les enjeux de connaissance sont toujours associés à des formats organisationnels particuliers.

- L'incertitude cognitive devra faire appel à des « collectifs d'exploration ».
- L'incertitude devenue politiquement insécurité devra faire appel à des « collectifs instituants ».
- Entre ces deux niveaux, l'incertitude qui fonctionne à la peur et qui constitue la trame subjective qui va permettre la circulation entre ces niveaux devra elle aussi être traitée : ce sont alors des « collectifs de soutien » qui pourront la prendre en charge.

Les collectifs d'exploration pour traiter l'incertitude cognitive

L'incertitude cognitive se traite dans le cadre des controverses et des méthodes de mise en débat. Les risques dits naturels aussi bien qu'industriels ou scientifiques mais aussi ceux dits « sociaux » doivent à chaque fois faire émerger des « collectifs d'exploration » ad hoc, d'extension non prédéterminée. La question et le collectif se modifient ensemble. A ce moment les positions ne sont pas encore trop figées ou traduites dans des termes politiques classiques. La mobilisation des scientifiques est ici nécessaire.

Les collectifs de soutien pour traiter les peurs

Les peurs n'ont aucune raison de régresser ni d'être prises au sérieux si on laisse face à face des individus isolés, pris en série, et seulement susceptibles de se lier de façon fusionnelle dès lors qu'un discours adapté les mobilisera. La cons-

titution de collectifs qui ne sont plus seulement d'exploration mais aussi de soutien devient essentielle. On aura reconnu les traditions de « self-help » propres à la culture anglo-saxonne mais aussi à diverses traditions thérapeutiques. Ces groupes d'écoute, de réassurance ont au moins le mérite d'entendre ces peurs pour ce qu'elles sont et de ne pas les disqualifier, comme on le fait trop souvent, à grands coups de rationalisation. Le travail de médiation est ici fondamental et devrait être encore plus souvent le rôle essentiel des travailleurs sociaux, qui n'auraient plus à exercer de magistrature sociale (Donzelot) mais à permettre l'émergence de communautés civiques de destin. Les menaces vécues dans un même lieu, dans une même expérience, peuvent ainsi devenir la base de collectifs de parole et de soutien qui permettront d'élaborer des réponses plus politiques. N'oublions pas que l'une des raisons des succès de Le Pen provient de sa capacité à court-circuiter l'élaboration proprement politique pour permettre l'expression directe des peurs et des frustrations sous forme de slogans à base de bouc-émissaires. En face, les discours rationalisateurs les ont niées en montrant l'absence de fondement objectif à ces peurs (pourquoi avoir peur des immigrés dans des villages où l'on n'en a pas vu un seul ?). Toutes les mesures concrètes, même les plus efficaces, n'ont jamais pu entamer ce niveau propre des peurs. De même, les discours directement politiques ont reproduit des stéréotypes de combat contre les fascistes, contre les risques représentés par l'extrême droite, en critiquant l'exploitation des peurs sans jamais les écouter vraiment. Il est donc essentiel que les solutions écodémocrates proposées ne soient ni seulement techniques ni purement politiques mais réellement solidaires de l'expérience vécue des citoyens. Et cela dans toutes les situations. Aussi bien dans les entreprises qui licencient, dans les universités sans avenir professionnel que chez les riverains d'une usine polluante, ou dans un quartier soumis à la loi de petits caïds. L'échelle adoptée est alors importante car il faut s'assurer que chacun pourra exprimer ses peurs, sans pour autant rendre impossible le travail de solidarité inter-

personnelle. C'est un service, un atelier, un immeuble, ou une promotion qui peuvent représenter des niveaux vivables. La présence de médiateurs professionnels peut être un atout et doit même être prévue dans des situations de controverses ouvertes ou de crise identifiée. Cependant, le projet écodémocrate doit aussi viser à promouvoir une compétence de type politique mais très opérationnelle pour prendre en charge l'animation de tels collectifs. Les « leaders d'opinion », qu'il s'agissait parfois de conquérir ou de former pour certains partis politiques, sont désormais plutôt des « leaders en médiation », des « diplomates de terrain », des personnes particulièrement aptes à l'écoute. On voit immédiatement que cela imposerait un recyclage immédiat à de nombreux militants politiques!

Les collectifs instituants pour traiter l'insécurité

Lorsque la question est déjà devenue politiquement marquée par le thème de l'insécurité, les collectifs d'exploration ou de soutien ne suffisent plus. Les collectifs déjà pré-formés doivent se transformer en espace de composition entre ces possibilités en fondant le tout dans le creuset de la règle commune, que l'on doit alors réélaborer. Un collectif que nous dirons instituant, se donne comme objectif de trouver des accords politiques, parfois à des échelles micro-locales. Mais il s'agit de vrais accords et non d'arrangements pour reprendre la distinction de Boltanski et Thévenot, ce qui permet de relancer la production et l'invention de règles, adaptées à un contexte donné d'abord mais ensuite réexploitables ou transférables au-delà de façon prudente. Ils permettent d'engendrer une dynamique de responsabilité qui est en fait la meilleure façon de disqualifier le thème politique de l'insécurité : en effet, c'est au bout du compte toujours un appel à la prise en charge qui suit un thème sécuritaire. Toute tentative pour indiquer que l'offre politique pourrait « protéger » les citoyens et répondre à leur place en prenant leurs peurs à la lettre produit un renforcement du cycle autoritariste : peur de l'abandon, appel à l'autorité, déception, peur supplémentaire, renforcement autoritaire.

De plus, ces collectifs sont des espaces d'expérimentation qui peuvent apprendre et permettre à d'autres d'apprendre. L'écodémocratie construit une société apprenante, parce qu'elle repose sur des collectifs qui explorent, qui soutiennent, et qui instituent, sans pour autant avoir les réponses a priori.

■ Les expériences des collectifs contre l'insécurité

Les exemples d'initiative abondent sur ces questions de l'insécurité traitée par des collectifs innovants, notamment dans les contextes urbains. Les « correspondants de nuit », mis en place dans plusieurs villes de France après Rennes, représentent une tentative à mi-chemin entre des professionnels de la médiation et une mobilisation de collectifs d'habitants. Toutes les combinaisons peuvent être expérimentées sans se contenter de défendre les services publics, de crier à l'autodéfense et aux dérives miliciennes dès qu'un groupe de citoyens prend sa sécurité en main. Les traditions anglo-saxonnes (ex : Crime Watch, Guardian Angels) méritent d'être réexaminées car elles peuvent aussi déboucher sur un renforcement du pouvoir des collectifs, meilleure chance de faire baisser le sentiment d'insécurité. A condition, bien sûr, de contrôler certaines dérives en maintenant toujours le cap vers des « collectifs civiques », soucieux d'élaborer des règles communes transférables.

Le grand ratage de la gauche française

De ce point de vue, la gauche française a été pitoyable dans son incapacité à inventer une posture originale dans le traitement de l'insécurité.

- D'abord dogmatique dans son expertise technocratique d'inspiration marxiste, selon laquelle les conditions matérielles « objectives » telles que le chômage expliquaient toute l'insécurité et représentaient le seul véritable traitement du problème.
- Puis autiste dans une campagne de diabolisation du Front National et de son discours sécuritaire qui relevait de la

condamnation morale, alors qu'il eût fallu écouter vraiment les peurs et leur donner des outils de dépassement.

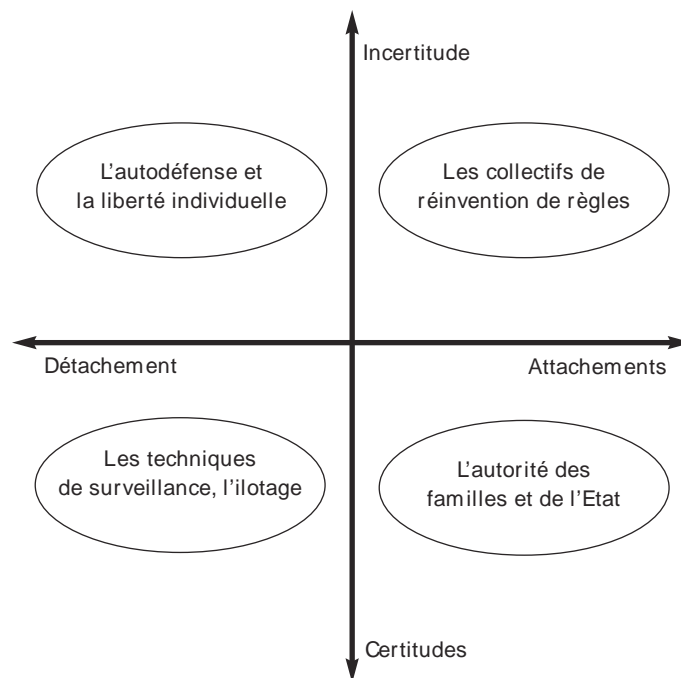
- Et enfin suiviste dans le discours proprement politique en justifiant toutes les mesures d'augmentation des moyens de la police et toutes les mesures répressives en y ajoutant un zeste de prévention !

Jamais la gauche n'a pris au sérieux l'inquiétude exprimée et l'incertitude, toute à son discours du progrès. Jamais surtout elle n'a pris au sérieux les citoyens eux-mêmes et leur capacité à prendre en charge une bonne partie de ces questions, toute à sa superbe technocratie. Bref, la gauche s'est défiée du peuple sur l'insécurité, mais le peuple s'est du coup défié d'elle sur le plan électoral.

■ L'exemple de la vidéosurveillance et des transports en commun

Le risque d'être observé peut dissuader dans un premier temps mais finit par se banaliser. Tout dépend en effet de la capacité d'intervention et donc des moyens humains et organisationnels mis en œuvre. Cela veut dire qu'il faut des forces policières disponibles, mais qu'il en faut alors de plus en plus, car la vidéosurveillance permet de voir de plus en plus d'infractions. Dans tous les cas, la prise en charge du public est totale, il est inactif, passif, voire même potentiellement suspect. Pourtant, si les passagers d'un métro ne régulent pas les déviances dans l'espace public et préfèrent se taire et laisser-faire, quitte à être accusés ensuite de non-assistance à personne en danger, la fuite en avant de la présence policière sera contre-productive, puisqu'elle apprend au contraire aux citoyens à ne se mêler de rien. Or, l'espace public doit se partager mais ne peut vivre sous plusieurs règles à la fois et surtout pas selon la loi du plus fort. Les compagnies de transport peuvent en revanche favoriser l'intervention des passagers, leur rendre un pouvoir d'action, voire même favoriser l'auto organisation des habitués, pour assurer leur sécurité, dans des limites d'autant plus faciles à faire respecter que l'on forme ces usagers, qu'on s'appuie

sur des leaders médiateurs comme nous l'avons déjà évoqué. La réinsertion des citoyens dans le jeu, contre leur réduction au statut d'usagers, de consommateurs ou de locataires, n'est pas « la solution » : elle permet surtout de reprendre tous les autres choix et de les faire entrer dans une action globale, d'en débattre de façon démocratique et de faire avancer l'autonomie des citoyens, cette fois dans le sens d'une autonomie collective. Le tableau des solutions fréquemment mises en avant peut ainsi être mis en place.



Les religions

■ L'impossible refoulement des religions

Il est de tradition à gauche de ne jamais parler de religion si ce n'est, en France, pour aussitôt brandir une réponse toute prête, celle de la laïcité, républicaine de préférence. Pourtant, le malaise est persistant. Deux éléments au moins y contribuent :

- les immigrations successives obligent à reprendre à chaque fois la question de l'éducation laïque car elle n'est pas aussi « naturelle » pour tous les immigrants et elle est de plus en contradiction avec la prétention de certaines religions comme l'Islam de guider toute la vie publique.
- La convergence européenne se poursuit mais fait apparaître alors la diversité des régimes publics des religions entre les pays. La vie politique elle-même dans la plupart des pays anglo-saxons mais aussi dans de nombreux pays latins ne cesse de faire référence, même sur un mode rituel, à la religion, à Dieu ou à la foi selon les cas (les serments prêtés sur la Bible en étant un exemple courant).

Bref, la laïcité n'est pas aussi naturelle que le voudraient les descendants français des Lumières et il n'est pas sûr qu'elle soit une ressource aussi simple à manier pour traiter les façons de faire société, en l'occurrence de faire Europe, en tenant compte de la diversité culturelle qui la compose maintenant. Plus grave encore, l'effondrement de l'influence religieuse prend trois aspects simultanés :

- Perte de toute autorité morale pour les églises, malgré quelques sursauts du pape notamment et effacement progressif de la figure du prêtre ou du pasteur comme référence dans la vie quotidienne (par vieillissement et non renouvellement notamment).
- Perte de culture religieuse, indispensable pour interpréter l'histoire mais aussi le monde contemporain, les conflits du Moyen-Orient, ou encore les monuments et œuvres artistiques (arts plastiques, musique, littérature, etc.) qui constituent notre patrimoine.

- Perte du sens de la transcendance, qui avait certes l'inconvénient de déposséder les humains de leur initiative en les laissant à la merci de forces qui les dépassaient mais qui avait en revanche l'avantage de fixer une limite à la toute-puissance qui s'est donné libre cours avec le modernisme.

Quêtes spirituelles et écologie

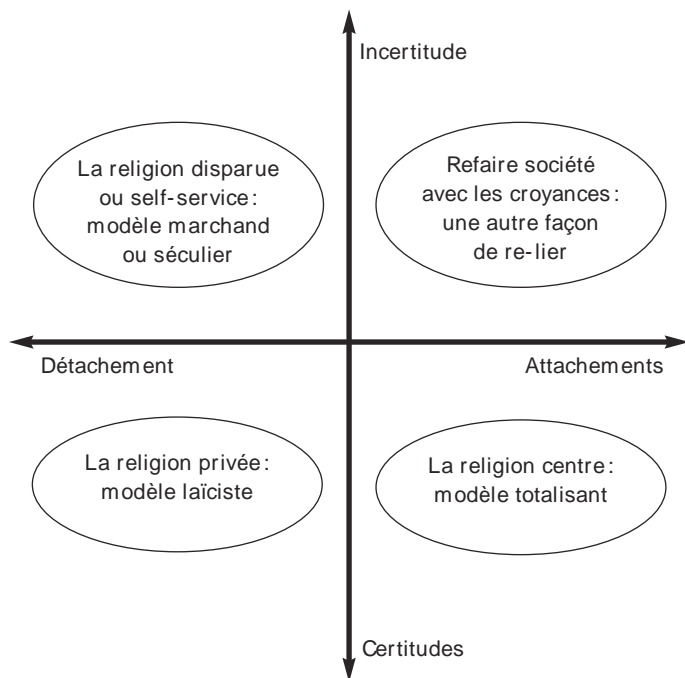
Pourtant, dans le même temps, la demande de spiritualité n'a fait que croître. Le supposé consumérisme n'a fait que creuser un peu plus un « vide d'être » qui oblige à s'autodéterminer mais qui entraîne dès lors à chercher des appuis dans des quêtes spirituelles de tous ordres. Les sectes prolifèrent, l'ésotérisme fait la fortune des maisons d'édition, les sorcières se portent très bien dans les médias, les pèlerinages se remplissent même d'incroyants, les expériences spirituelles se vendent sur catalogues. De tout cela, on retient souvent l'existence d'un nouveau marché, le capitalisme étant prêt à tout intégrer à ses principes marchands (on parle du « marché des religions »). Pourtant, il serait trop aisé de se débarrasser de la question ainsi posée en en faisant un nouvel avatar de l'idéologie dominante.

Ainsi, l'écologie n'est pas pour rien dans le développement de cette recherche spirituelle : le sens de notre présence sur terre fait partie de ses questionnements forts et la redécouverte de cultures exotiques ou anciennes possédant d'autres philosophies de la nature, n'ayant pas coupé avec le cosmos comme nous avons prétendu le faire en bons modernes, constitue un thème associé très souvent à toute démarche écologiste. La nature des liens qui nous unissent à la nature, aux autres êtres, et à tout le cosmos n'est plus aussi certaine et la modestie propre à la posture écologiste amène assez facilement à reconnaître l'existence de forces qui nous dépassent. Tout ce qui a été mis de côté dans le modernisme, sorti du débat et considéré comme naturel, fatal ou secondaire, finit par faire retour. C'est la grande leçon de l'écologie et la privatisation du spirituel n'échappe pas à cette règle : aujourd'hui les débats de stratégie internationale comme de vie quotidienne dans les quartiers ou dans les écoles sont enva-

hispar les questions relevant apparemment de la religion ou nécessitant au moins de reconnaître le fait religieux.

La boussole des religions

La boussole écodémocrate permet de positionner assez aisément les différents régimes de composition avec les religions et de voir à quoi s'oppose l'écodémocratie :



De cette disposition apparaît clairement la nécessité pour les écodémocrates de sortir des stéréotypes d'une laïcité qui viserait à détacher les humains de leurs croyances, de leurs traditions et à les mettre sous tutelle de la seule croyance qui vaille, celle de la raison scientifique, celle que les scientifiques véhiculent. Ce qui ne veut pas dire perdre tous les avantages de la laïcité dans son combat contre la tendance totalitaire et dogmatique de toute religion. Il en est en matière de reli-

gion comme en matière de sciences: tout ce qui permet d'organiser du débat, de remettre sans cesse en discussion nos propres certitudes pour remettre à leur place les dimensions spirituelles et religieuses mérite d'être repris. Et la laïcité peut être comprise comme étant même la création institutionnelle d'un espace public détaché des traditions religieuses pour permettre précisément le débat. Ce qui est en cause actuellement, c'est bien la sortie de cette posture défensive qui génère les réflexes inverses en face, parmi les tenants d'une religion traditionnelle qui s'affiche partout et dans toutes les sphères de la vie publique et qui les régente.

■ Faire société avec nos croyances

La tâche des écodémocrates consiste à créer les espaces institutionnels pour faire revenir les religions et toute la spiritualité dans le débat public. Et non en surface. Il faut au contraire exploiter toutes les réflexions que les grandes traditions des commentaires du Talmud, celle des pères de l'église, de la réforme ou des grands philosophes de l'Islam ont pu développer. Sans oublier toutes les questions radicales que posent à notre mode de vie des traditions plus éloignées des pays européens comme le bouddhisme, sous ses formes diverses, notamment le Tao comme le préconise T. Goldsmith. Il ne s'agit pas seulement de culture mais aussi de façons de poser les questions, de formes de connaissance qui ne se résument jamais à la connaissance objective construite par les scientifiques. Dans cette posture, les traditions sont remises en débat et réappropriées, recomposées de multiples façons mais en tous cas, jamais disqualifiées ou ignorées a priori. De plus, nos sociétés européennes ont tissé des liens étroits avec des civilisations fort éloignées des traditions du Livre et qui avaient toutes développées des spiritualités pour penser leur relation au cosmos. Le colonialisme a tenté d'éradiquer ces formes de pensée classées comme « magiques ». Mais elles n'ont jamais disparu, ni dans nos campagnes ni encore parmi les immigrés de toutes les générations. Nous faisons aujourd'hui société avec les sorciers, les guérisseurs, les rites de cultures fort diverses, etc. et cela peut devenir une richesse.

Tout cela ne doit pas conduire à un principe d'œcuménisme, encore moins de syncrétisme ou de tolérance (I. Stengers), méprisante au bout du compte par son refus d'être interrogé par l'autre. Ni à un relativisme qui mettrait toutes nos croyances sur le même plan. Laissé seul à lui-même face à ce marché des croyances, le citoyen contemporain ne sait plus à quel saint se vouer. Mais comme il ne dispose d'aucun espace de débat collectif non accaparé par une religion ou une autre et que le monde laïc évite souvent toute discussion de fond sur ces questions, il se retrouve désorienté, suivant dans le premier appel venu, retournant se protéger dans ses traditions, ou sombrant dans l'agnosticisme le plus profond qui est plus souvent de l'indifférence.

Le travail des collectifs écodémocrates doit déboucher aussi sur l'institution d'un régime de croyance qui dépasse les trois régimes que nous avons présentés et qui fournisse un cadre de vie commune, où nous pouvons récupérer les traditions, la laïcité et la quête personnelle comme éléments dynamiques de composition de nos relations avec le cosmos, avec toutes les dimensions de notre être et avec d'autres êtres que l'on dit invisibles pour certains ou carrément inexistantes pour d'autres. Les écodémocrates ne doivent pas se contenter de préconiser une laïcité ouverte et d'organiser les cadres du débat public dans un nouveau régime des croyances. Comme pour la science ou la technique, la famille ou la sexualité, la question sociale ou l'organisation du pouvoir dans les entreprises, ils doivent prendre le risque d'entrer dans le débat interne à chacune de ces religions, de reconnaître leurs particularités, de repérer leurs lignes de divage spécifiques et de proposer de vraies stratégies politiques au sein même de ces organisations. La bataille contre les fondamentalismes ne se mène pas de l'extérieur sur la base d'une laïcité horrifiée devant tant d'obscurantisme. Elle se gagne par des alliés présents au sein même de ces institutions, par la formulation de pistes politiques crédibles avec les membres de ces églises eux-mêmes, en solidarité avec les messages traditionnels qui donnent des bases à la construction d'un monde commun.

Conclusion

Ne disait-on pas à une époque : « cours camarade, le vieux monde est derrière toi ! ». Quelle confiance, quel optimisme, quelle foi dans l'émancipation et dans le progrès et aussi quelle ignorance des fils qui nous tenaient à ce vieux monde ! Et aussi quelle urgence, quelle pression, qui permettaient de tout justifier, parce que l'histoire n'attendait pas, parce qu'il fallait avancer coûte que coûte, et à n'importe quel prix. Aujourd'hui, camarade, il est temps de t'asseoir et de comparer le vieux monde et le nouveau monde que nous avons produit. Et d'imaginer le monde à venir, si nous continuons dans la même voie. Qui nous fait courir ? Qui nous a ainsi mis en roue libre, de la productivité, de la flexibilité, de la toute-puissance des pulsions, des individus, des inégalités indifférentes, de la destruction annoncée de nos ressources communes ?

Le système ? Le capitalisme ? La mondialisation ? Que peut-on y faire alors ? Quelle responsabilité de chacun ? Quels ennemis désigner ? Quels leviers actionner ? Nous sommes à la croisée des chemins encore une fois. La modernisation est définitivement en panne comme projet, les solutions politiques qui lui sont opposées sont celles d'un autre siècle. Les politiques feignent toujours d'être aux commandes et de pouvoir continuer à moderniser, alors que le capitalisme financier mène le bal dans le monde réel, les dépossède de tous les leviers et fait régner la flexibilité générale qui conduit au relativisme sans monde commun possible. Les opposants, hors politique instituée, prétendent revenir en

arrière ou attendent encore un grand soir, révolutionnaire ou réactionnaire, dans une explosion aussi violente qu'impuissante, que préfigurent des manifestations condamnées à être toujours plus spectaculaires.

La masse des électeurs, face à cette étrange théâtre d'ombres hors du temps, ne se préoccupe plus que de sa survie, juge dérisoire ses droits de vote et sa participation, et se contente de préserver quelques moments de bonheur toujours plus privés. Ne l'oublions pas, les abstentionnistes de tous les pays ne s'unissent guère mais ils finissent pourtant, en faisant masse, par réduire la politique à une mascarade qui fait des « guignols » le seul espace public crédible.

L'écodémocratie fait le pari que ce mouvement de retrait n'est qu'un mouvement de dépit, vis-à-vis des politiques instituées qui tournent sur elles-mêmes, et vis-à-vis des contestataires qui repoussent toujours l'ennemi plus loin (plus puissant, plus occulte). Cette déception ne peut pas être traitée comme une demande de prise en charge ou de sécurité, comme un appel à de superpolitiques qui reprendraient enfin la maîtrise qu'ils avaient annoncé pendant tout le modernisme. Au contraire, toutes ces prétentions, ces grands sauveurs, ces grands soirs et ces tables rases ne font plus rêver personne, ils font même plutôt peur après toutes les expériences du XX^{ème} siècle.

Pourtant, la revendication de prise en mains de son sort reste présente, elle se manifeste à tout moment, sur des thèmes apparemment mineurs parfois ou au contraire sur de grands élans de solidarité. C'est sur elle que l'on doit s'appuyer pour faire vivre tous les collectifs. La prise de pouvoir institutionnel n'est durable que si elle est appuyée sur ces collectifs. C'est ce qu'avaient compris aussi bien la social-démocratie que les bolcheviques mais ils ont su figer ou instrumentaliser ces collectifs lorsque leur pouvoir émergent risquait de remettre en cause la stabilité des représentants élus.

C'est bien la dé de cette réinvention institutionnelle : la peur des élus de perdre leur place fait écho à la peur généralisée de l'incertitude dans des populations émietées en

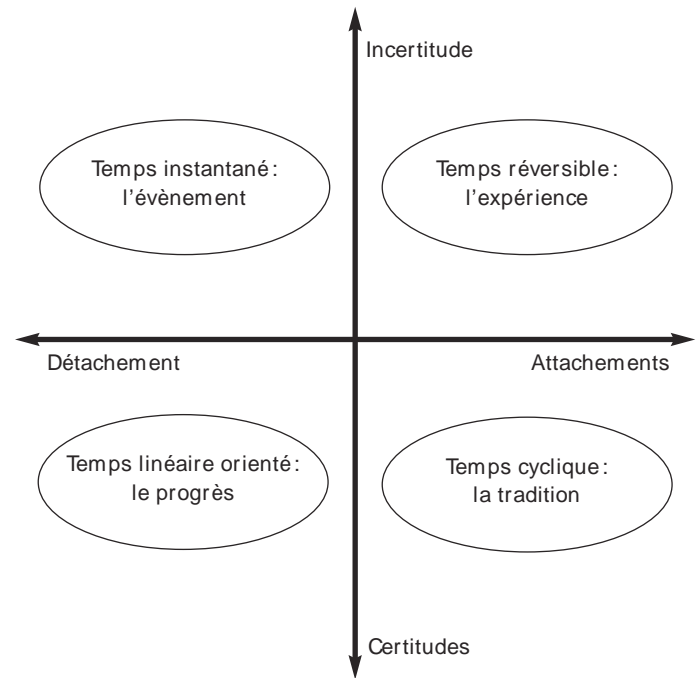
consommateurs. Il n'existe aucun espoir de sortie de ce cercle infernal sans la mise en mouvement des collectifs qui apprennent ensemble à sortir de la peur, à reprendre confiance pour refuser toute prise en charge infantilisante par les politiques, à accepter le débat pour gérer ensemble les incertitudes sur les attachements qui nous constituent, en d'autres mots, à débattre démocratiquement de nos solidarités. Oui, les politiques doivent se mettre en danger mais sans peur, avec ces collectifs, en les soutenant et en se mettant à leur écoute, en les contredisant aussi quand c'est nécessaire. Mais cette société du risque là ne génère plus de peur mais du débat. Oui, les politiques risquent de perdre leurs postes, mais c'est déjà ce qui leur arrive, à tour de rôle, tant les frustrations et l'indifférence grandissent. Non, on ne sait pas par avance ce que peut un collectif, mais on sait les conséquences de l'incroyable prétention des maîtres du monde, élus ou réels.

L'écodémocratie permet de reprendre un double héritage, celui de la social-démocratie et celui de l'écologie politique, pour en faire un projet européen au-delà des peurs et des replis. Rien n'est gagné sur ce plan et le travail à fournir pour la prise de pouvoir (et de responsabilité) de ces collectifs est considérable, tant les habitudes des partis et la fragmentation produite par le capitalisme financier ont créé un climat de décroissance générale en la politique. En construisant une nouvelle citoyenneté européenne, qui assume ses attachements et l'incertitude à la fois, nous relançons une nouvelle fois l'utopie démocratique, celle qui est encore la plus prudente de toutes.

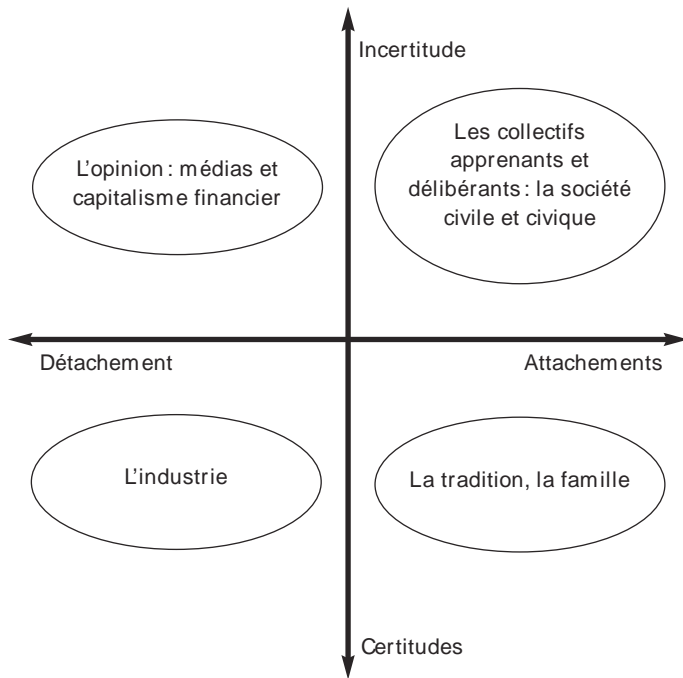
Quelques boussoles sommaries

La vertu créative de la boussole écodémocrate se voit rapidement lorsqu'on tente de l'appliquer à tous les thèmes. Voici quelquesunes de ces élaborations sommaries, trop longues à expliquer ici ou trop spécialisées: il n'est pas étonnant qu'elles donnent lieu à débat car l'objectif est de sortir des sentiers battus de la gauche, de reprendre prise sur notre monde avec un projet, mais avec un projet collectif qui doit composer le monde avec des solutions toujours à inventer. Pour chaque thème, cette première approche doit aider à se décaler des solutions établies et à penser ce que l'on oublie souvent et notamment la réintroduction des pouvoirs des collectifs. Mais cela suppose, pour être cohérent, que ces positions soient elles mêmes élaborées dans ces collectifs, qu'ils composent leur propre boussole. Ils verront alors que chacune des positions écodémocrates déclarées ici mérite à nouveau d'être reprise, d'être recomposée avec les autres positions que l'on ne peut ignorer ou vouloir faire disparaître. Pour chacun des choix, toujours plus fin et adapté au terrain, il est possible de redessiner de nouvelles boussoles, dans un mouvement que l'on pourrait dire fractal, qui alimente en fait en permanence le débat.

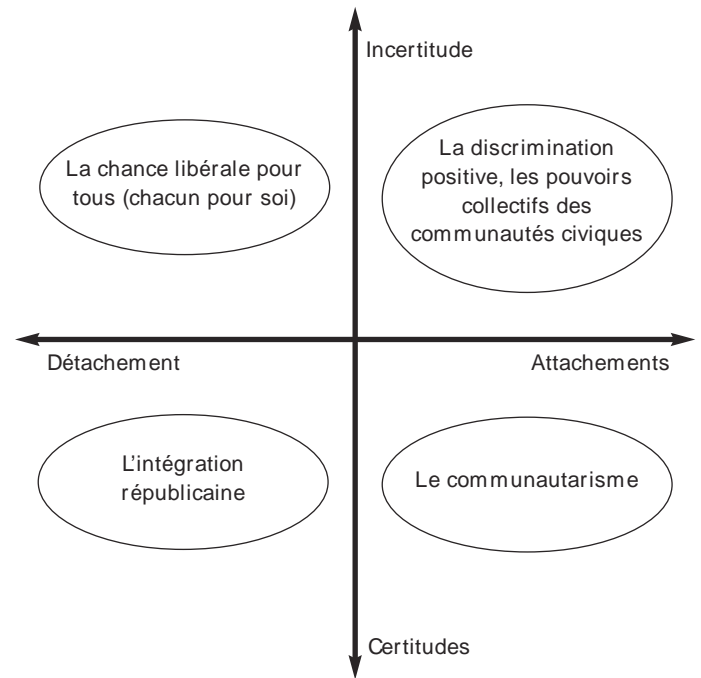
La boussole du temps



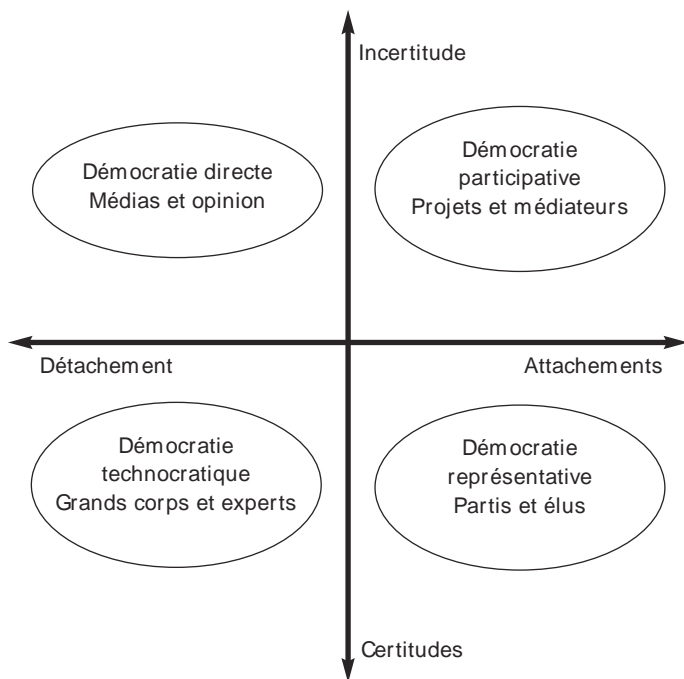
La boussole des sphères d'action



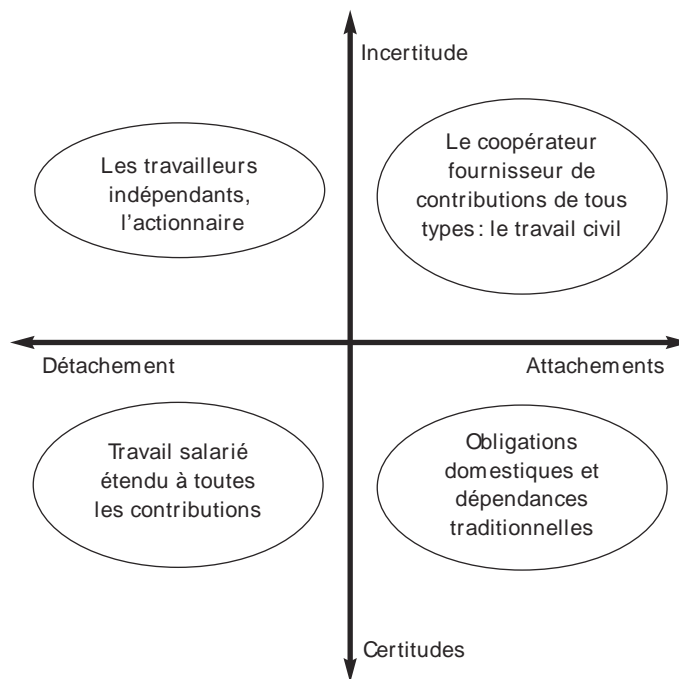
La boussole du traitement de l'exclusion



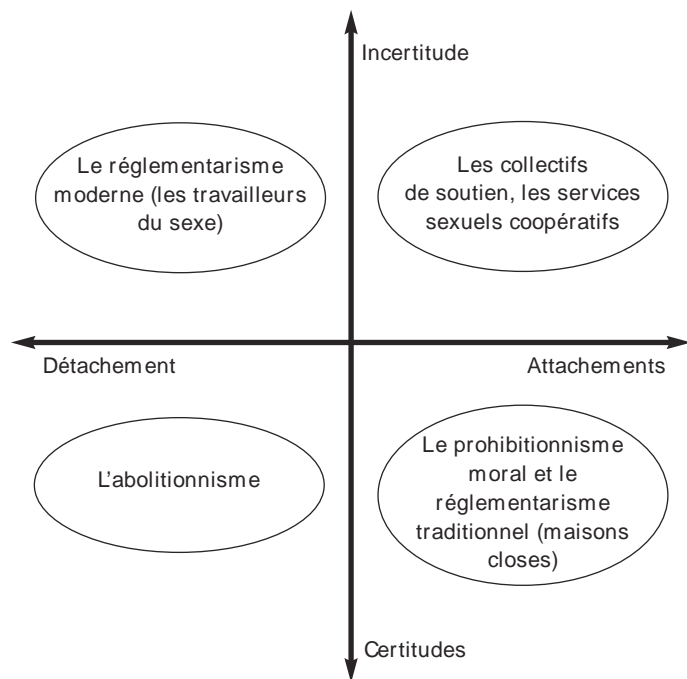
La boussole des formes démocratiques



La boussole du travail

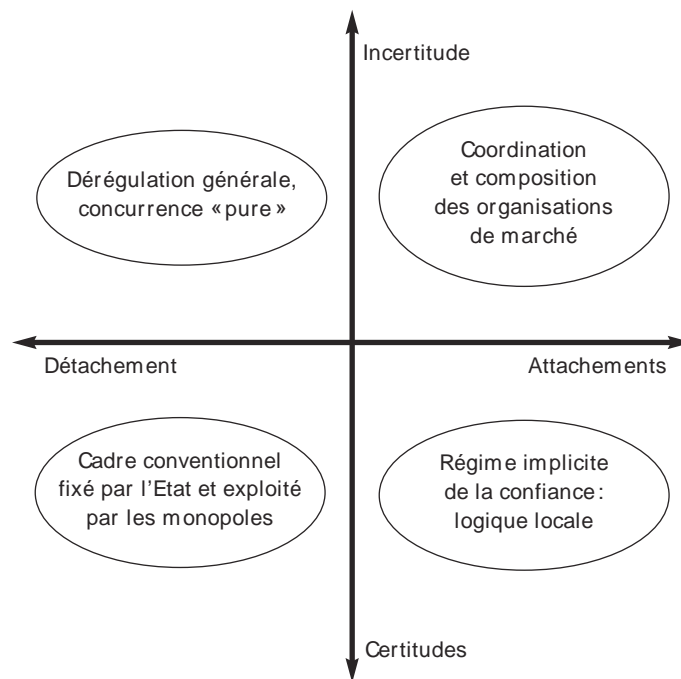


La boussole de la prostitution



Développée dans *Cosmopolitiques* n°4, *Ce sexe qui nous dépasse*, éditions de L'Aube, 2003.

La boussole de l'organisation économique



Références

Quelques lectures qui ont servi à cet ouvrage (uniquement celles des auteurs cités car il ne s'agit pas ici de la version savante de cette boussole).

ARISTOTE.- La politique, Paris: Vrin, 1989.

ATTALI, Jacques. - Europe (s), Paris: Le livre de Poche, 2002.

BECK, Ulrich. -La société du risque, Paris: Aubier, 2002.

BECK, Ulrich. -The brave new world of work, Cambridge: Polity Press, 2000.

BECK, Ulrich. -The reinvention of politics, Cambridge: Polity Press, 1997.

BOLTANSKI, Luc et Eve CHIAPPELLO.- Le nouvel esprit du capitalisme, Paris/Gallimard (NRF), 1999.

BOLTANSKI, Luc, Laurent THEVENOT.- De la justification. Les économies de la grandeur, Paris: Gallimard (NRF), 485 p., 1991.

CALLON, Michel, Pierre LASCOUMES et Yannick BARTHE.- Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris: Le Seuil, 2001.

CHAMPAGNE, Patrick.- Faire l'opinion, le nouveau jeu politique, Paris: Editions de Minuit, 1990.

COPPEL, Anne.- Peut-on civiliser les drogues? De la guerre à la drogue à la réduction des risques. La Découverte, 2002.

DONZELOT, Jacques, Faire société. La politique de la ville aux Etats-Unis et en France, Paris: Le Seuil, 2003.

DUPUY, Jean-Pierre.- Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain, Paris: Le Seuil, 2002.

EHRENBERG, Alain.- La fatigue d'être soi. Dépression et société, Paris: Odile Jacob, 1998.

FOUCAULT, Michel.- Surveiller et punir. Naissance de la prison, Paris: Gallimard, 1975.

GAGNEPAIN, Jean.- Leçons d'introduction à la théorie de la médiation, Anthro-po-logiques n° 5, Coll. BCILL, Louvain-la-Neuve: Peeters, 1994.

GIDDENS, Anthony et Tony BLAIR.- La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie, Paris: Le Seuil, 2002.

GUATTARI, Felix.- Les trois écologies, Paris: Galilée, 1989.

LATOUR, Bruno.- L'espoir de Pandore.

Pour une version réaliste de l'activité scientifique, Paris: la Découverte, 2001.

LATOUR, Bruno Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique, Paris: La découverte, 1992

LATOUR, Bruno.- Petite réflexion sur le culte moderne des dieux faitiches, Paris: Les empêcheurs de penser en rond, 1996.

LATOUR, Bruno.- Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie, Paris: La Découverte, 1999.

LATOUR, Bruno.- La fabrique du droit, Paris: La Découverte, 2003.

LESSIG Lawrence.- Code and other laws in cyberspace, Basic Books, 1999.

LIVET, Pierre.- La communauté virtuelle. Action et communication, Combas: L'éclat, 1994.

MAUSS, Marcel.- « Essai sur le don », Sociologie et Anthropologie, Paris: PUF, 1950.

MENDEL, Gérard.- Une histoire de l'autorité, permanences et variations, Paris: La Découverte, 2002

MORIN, Edgar.- Penser l'Europe, Paris: Gallimard, 1987.

NEVEU, Eric.- Sociologie des mouvements sociaux, Paris: La Découverte, 1996, 2002.

ORLEAN, André (dir.).- Analyse économique des conventions, Paris: PUF, 1994.

OURY, Jean.- Psychiatrie et psychothérapie institutionnelle, Paris: Champ Social.

PIGNARRE, Philippe.- Puissance des psychotropes, pouvoir des patients, Paris: Puf, 1999.

Recherches (revue du CERFI), n°21 : Histoires de La Borde, 1973.

RIFKIN, Jeremy.- L'économie hydrogène. Après la fin du pétrole, la nouvelle révolution économique, Paris: La Découverte, 2000.

SALAS, Denis.- Le tiers pouvoir, Paris: Hachette, 1998

SLOTERDIJK, Peter.- Si l'Europe s'éveille, Paris: Mille et une nuits, 2003.

SLOTERDIJK, Peter.- Critique de la raison cynique, Paris: Christian Bourgeois, 1987

STENGERS, Isabelle, Cosmopolitiques, Paris: La Découverte/Les empêcheurs de penser en rond, 1996-1997 (7 tomes)

THIESSE, A. M.- La création des identités nationales. Europe XVIIIe- XX siècle, Paris: Le Seuil, 1999.

TODD, Emmanuel.- Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain, Paris: Gallimard, 2002.

WALZER, Michael.- Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité, Paris: Le Seuil, 1997 (1^{ère} édition).

Note

- 1 C'est pourquoi nous pourrions reprendre les expressions de U. Beck parlant de « seconde modernisation » ou de « modernisation réflexive » comme cadre de l'action contemporaine pour dépasser le scientisme. Mais on sait que sans rupture dans les termes, les mentalités restent prises dans les schémas anciens, comme c'est le cas pour le développement durable qui permet aux productivistes de ne retenir que la volonté de faire durer leur modèle de développement !

